

LÉGISLATION
DES CAISSES DE RETRAITES
DES
OUVRIERS MINEURS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Lundi 17 Juin 1918

à 1 heure 1/2

PAR

M. LEDOUX

Président : M. JAY.

Suffragants { MM. GIDE.
PERREAU. } *Professeurs.*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT, 14

1918

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LÉGISLATION

DES CAISSES DE RETRAITES

DES

OUVRIERS MINEURS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Lundi 17 Juin 1918

à 1 heure 1/2

PAR

M. LEDOUX

Président : M. JAY.

Suffragants { MM. GIDE.
PERREAU. } *Professeurs.*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT, 14

1918



LÉGISLATION DES CAISSES DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE

Considérations Générales.

Le problème des retraites ouvrières est un problème social d'une actualité incontestable ; aussi avant d'aborder la question de la législation des Caisses de retraites des ouvriers mineurs en France, nous croyons bon de présenter quelques considérations d'ensemble.

La loi du 29 juin 1894 qui constitue le premier essai législatif en la matière fut en effet présentée lors de la discussion devant les Chambres, comme l'avant-propos d'un projet plus vaste, en faveur de tous les ouvriers du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. On fit valoir, et c'était l'opinion de M. Cuvinot, rapporteur au Sénat, qu'il s'agissait non pas de créer un privilège en faveur de la corporation minière, mais d'adopter une réforme féconde en enseignements, qui permettrait de dégager avec plus de précision les règles de la loi générale des retraites.

L'argumentation était bonne. Il est évident que ce n'est pas sans appréhension que le législateur échafaude un système sans précédent devant englober des millions de travailleurs. Ces craintes sont d'ailleurs loin d'être vaines. Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer combien est difficile l'application de la loi de 1910 qui régit la matière. Ce disant nous faisons abstraction totale de la période écoulée depuis le déchaînement du conflit mon-

dial. Au surplus il en sera ainsi tout au cours de cette étude. Tout au plus pourrions-nous envisager en conclusion les conséquences possibles des événements actuels sur la législation en vigueur.

En matière de retraites, plus peut-être que dans n'importe quel autre domaine, on peut vérifier la force des préjugés. On se heurte à la résistance, au mauvais vouloir des uns, à l'obstination, à l'indifférence des autres. A défaut de statistiques exactes, on doit reconnaître que pour la grande majorité des travailleurs, la loi ne jouait pas encore en 1914. D'autre part, en considérant ceux ayant demandé le bénéfice de la réforme, on était frappé du fait, qu'une forte proportion comprenait les ouvriers qui, approchant de l'âge d'entrer en jouissance n'avaient, par conséquent, que peu de versements à effectuer. A ceux-là, la loi concédait des avantages sensibles. Moyennant un sacrifice insignifiant, ils allaient bénéficier de l'allocation de 100 francs fournie par l'Etat, au même titre que les ouvriers qui auraient cotisé pendant 30 ans.

Sur ce dernier point, des chiffres très suggestifs nous ont été fournis par M. Bourgeois alors ministre du Travail (1). Aux questions par écrit que lui avait posées M. Ellen Prévot, député, il répondit par la voie du *Journal Officiel*, qu'à la date du 30 novembre 1912, 223.924 demandes de liquidation avaient été présentées. Ce chiffre est évidemment considérable et nul doute qu'il ne se fut encore accru depuis.

Ainsi donc la loi de 1910 s'est heurtée à de grandes difficultés. Modifiée une première fois le 27 février 1912, de nombreux projets étaient encore déposés, destinés, dans la pensée de leurs auteurs, à l'améliorer.

Jouera-t-elle un jour parfaitement ? Il est permis d'en douter. Comment veut-on suivre neuf millions de travailleurs, surtout si l'on tient compte du fait que

(1) *Journal des Débats*. 13 Décembre 1912.

dans bon nombre d'industries, le travail est extrêmement mobile. Nos administrations n'y suffiraient pas. D'autre part, de sanctions pénales, il ne faut point y songer pour l'instant. Les esprits n'y sont pas suffisamment préparés. On risquerait de faire sombrer une réforme très généreuse dans laquelle la classe ouvrière toujours prête à s'enflammer et à obéir aux sentiments irréfléchis ne verrait plus qu'une mesure oppressive.

Ces résultats que l'on n'ose guère avouer officiellement ne doivent cependant pas nous faire désespérer. Quand l'ouvrier se rendra compte que pour le moment où ses forces l'abandonneront, il peut s'assurer une retraite assez élevée en regard des sacrifices minimes qu'elle exige, le problème sera bien près d'être résolu. Son éducation sociale en matière de prévoyance se fera peu à peu. Il ne s'agit que de savoir attendre.

D'ailleurs n'avons-nous pas l'exemple de la loi du 29 juin 1894, qui est venue consacrer au profit des ouvriers mineurs, le principe de l'assurance obligatoire. Si elle n'a pas rencontré les mêmes difficultés d'application à son début, cela pour des raisons spéciales, les statistiques nous montreront néanmoins qu'il existait à la Caisse Nationale des Retraites un grand nombre de livrets abandonnés par leurs titulaires. Pourtant il s'agissait d'une corporation spéciale, possédant une forte organisation syndicale et partant très disciplinée, familiarisée avec l'institution des retraites bien avant le vote de la loi. Alors comment veut-on qu'une réforme s'adressant aux professions les plus diverses pour qui le mot autant que la chose sont inconnus dans la plupart, ne se trouve pas aux prises avec les plus grandes difficultés.

La loi du 29 juin 1894 qui devait servir de prélude à une organisation générale des retraites, a été complètement remaniée par le législateur de 1914. Ce sera même ce remaniement qui formera le principal objet de notre

étude. Là encore, nous verrons que dans les discussions ayant précédé le vote, on met en avant l'idée que la corporation minière doit une fois de plus montrer le chemin aux autres corporations et que les réformes proposées serviront de base à des améliorations dans la condition des retraites instituées par la législation de 1910.

D'où vient donc qu'au point de vue de la prévoyance, la corporation minière soit toujours au premier plan ? Remarquons tout d'abord que cette interrogation ne se pose pas seulement en matière de retraites mais pour toute la législation sociale de ces dernières années. Les ouvriers mineurs ont toujours bénéficié de règles spéciales, cela pour plusieurs raisons :

Raison sentimentale au premier lieu, qui nous fait représenter non sans justesse d'ailleurs, le travail des mines comme particulièrement pénible et dangereux. Qui n'a pas présent à la mémoire le récit de ces terribles catastrophes où, comme à Courrières, des centaines de malheureux trouvèrent la mort. Ces accidents se reproduisent à peu près périodiquement, peut-être avec moins d'ampleur mais d'une façon non moins meurtrière.

C'est sous l'empire de cette considération que le législateur est intervenu à une époque où la législation sociale n'existait pour ainsi dire pas. La loi de 1810 combinée avec le décret du 3 janvier 1813 confère à l'Etat un droit de police et de surveillance afin d'assurer la sécurité publique, en particulier celle des ouvriers. Elle détermine les mesures à prendre pour prévenir les accidents et organiser les secours.

C'est sous l'empire de cette même considération que la loi du 8 juillet 1890 a institué des délégués mineurs élus par leurs camarades et préposés à leur sécurité. C'est encore pour le même motif que la loi du 2 novembre 1892 est venue interdire tout travail souterrain dans les mines, minières et carrières, aux filles et aux femmes, et

réglementer en même temps le travail du jeune ouvrier au-dessous de 18 ans ; pour le même motif également que les ouvriers mineurs ont bénéficié les premiers de mesures de prévoyance ; pour le même motif enfin, qu'on allait voter la journée de 8 heures dans les mines.

Cependant la raison principale, peut-être, réside dans ce fait que les mineurs ont été des premiers à user du droit d'association conféré à la classe ouvrière par la loi du 21 mars 1884. Ils forment actuellement de puissantes fédérations de syndicats. Ils organisent périodiquement des congrès régionaux, nationaux, voire même internationaux où leurs revendications sont discutées et mises au point. Encore aujourd'hui, c'est leur corporation qui renferme le plus grand pourcentage de syndiqués. Aussi M. Albert Thomas pourra dire en déposant son projet tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 : (1)

« S'il est en France une Fédération syndicale dont les « délégués puissent parler presque sans réserve au nom « de toute la corporation qu'ils prétendent représenter, « c'est assurément la Fédération des mineurs. »

Il est une autre remarque non moins importante. Dans tous leurs mouvements, les ouvriers mineurs font preuve d'un esprit de solidarité qui peut-être n'existe au même degré dans aucune autre corporation. C'est cet esprit de solidarité que nous verrons célébré à la tribune au cours de la discussion du projet Thomas, par différents orateurs auxquels s'associera M. Bourgeois lui-même.

Dans ces conditions on comprend aisément comment une aussi puissante organisation a pu parvenir à faire entendre sa voix auprès du Parlement et en somme lui dicter ses volontés. Car c'est bien de cela qu'il s'agit en effet. La loi du 31 mars 1903 concrétisée par la corporation minière sous le nom de loi du million, n'eut d'autre origine que les grèves tumultueuses de 1902.

(1) 1912 : Documents Parlementaires : Chambre n° 1582, page 8.

Enfin dernière raison : A notre époque de vie industrielle intense, ce n'est pas sans effroi que l'on envisage « une grève noire ». Il n'y a qu'à considérer l'affolement de l'opinion publique au début de 1912, lors de la grève des ouvriers mineurs de Grande-Bretagne. La panique était d'autant plus grande que l'exemple semblait contagieux. Le mouvement menaçait de gagner la Belgique, l'Allemagne, notre pays et jusqu'au Nouveau-Monde représenté par les Etats-Unis. Il s'agissait ni plus ni moins, croyait-on, d'une grève générale des ouvriers mineurs, prélude de la grève générale internationale préconisée par nos syndicalistes. Les événements, fort heureusement, ne justifèrent pas un tel pessimisme. Les Compagnies houillères, bien avisées dans la circonstance, avaient des réserves considérables. Les mineurs de leur côté, pour accroître leurs ressources en prévision du chômage, s'étaient appliqués à rendre leur travail plus productif, durant les dernières semaines qui précédèrent la grève. S'il y eut gêne, ce qui n'est pas douteux, l'activité industrielle fut cependant loin d'être complètement arrêtée comme on le redoutait. Néanmoins, l'émotion avait été intense et on peut dire que chaque fois que le monde minier s'agite, les gouvernants, l'opinion publique par la presse, s'appliquent à solutionner les conflits par des concessions réciproques des parties. Parfois même il est fait usage de pressions, de menaces. On a vu des gouvernements qui n'ont pas craint d'agir ainsi à l'égard des compagnies.

Ces idées générales émises nous allons entreprendre de suite le sujet qui nous occupe, à savoir : la législation des caisses de retraites des ouvriers mineurs en France. Nous décrirons, dans ses grandes lignes, la loi du 29 juin 1899, afin de mieux faire apparaître les reproches adressés au système de retraites qu'elle a organisé. Nous dirons un mot du régime antérieur et des opinions diverses qui

furent émises lors de la discussion. Puis nous parlerons des améliorations apportées par les lois du 31 mars 1903 et 31 décembre 1907, désignées dans le monde minier sous le nom de « loi du million » et « loi du million et demi ». Enfin nous passerons à l'objet principal de notre étude : L'examen du projet Thomas devenu la loi du 25 février 1914, créant une caisse nationale de retraites des ouvriers mineurs.

Loi du 29 Juin 1894

I. — Comment se posait le problème :

Obligation ou Faculté.

La discussion du projet qui devait devenir la loi du 29 juin 1894, posait pour la première fois en France, le problème d'une organisation légale des retraites dans l'industrie privée. Aussitôt d'ardentes polémiques s'élevèrent sur le point de savoir si on devait rendre l'assurance obligatoire.

Aujourd'hui encore, bien que la question soit résolue dans notre législation par l'affirmative, l'intérêt de la controverse n'a point cessé. L'idée d'obligation rencontre toujours de nombreux opposants. C'est contraire, dit-on, à nos idées de liberté, d'indépendance et l'on a un argument tout trouvé : l'échec de la loi de 1910 n'est-il pas là pour prouver ce que l'on avance. D'autres agitent le spectre du socialisme. Il ne faut point exagérer les fonctions de l'Etat et décourager l'initiative privée. Celle-ci en matière de prévoyance aussi bien que lorsqu'il s'agit d'assistance — les deux choses sont étroitement liées — montre un esprit de souplesse, d'ingéniosité qui trop souvent fait défaut à des administrations publiques. C'est ce que dirent à l'époque, les Compagnies houillères. L'Etat n'avait pas le droit d'intervenir en la matière, la propriété des mines devant être considérée en tous points comme une propriété privée ordinaire. En outre, une loi serait bien inutile, la plupart des exploitations possédant déjà leurs institutions de prévoyance. A vouloir trop légiférer on risque de décourager l'initiative privée

et d'annihiler les bons résultats qu'elle a déjà obtenus en matière de retraites.

Cependant malgré toutes ces critiques, c'est le principe de l'obligation qui a triomphé et il faut s'en féliciter, croyons-nous. La prévoyance en effet est fort difficile pour l'ouvrier. Elle nécessite chez lui une vertu que la plupart ne possèdent pas encore. Alors qu'il jouit de la plénitude de ses facultés, peu lui importe la vieillesse avec son cortège habituel de misères ; d'ailleurs y parviendra-t-il un jour ? Ce qu'il envisage avant tout, c'est d'assurer au mieux sa vie quotidienne. On ne s'avance donc guère en disant que sans l'adoption du principe, toute législation en la matière risquerait fort de rester inefficace. Or la question des retraites est de celles auxquelles on doit souhaiter qu'une prompte solution soit apportée.

On constate en effet que l'Etat, soit par l'intermédiaire de l'assistance publique, soit en vertu de la loi du 14 juillet 1905, vient en aide à un grand nombre de vieillards indigents. Ce sont pour la plupart d'anciens ouvriers qui n'ont pas pu ou n'ont pas su se créer de ressources suffisantes pour leurs vieux jours. Rien n'est donc plus justifié de la part de l'Etat, que de venir au secours des premiers et d'obliger les seconds à plus de prévoyance. On diminuera d'autant un chapitre de dépenses fort onéreuses pour le budget. Les assistés de la loi de 1902 notamment, seront, de moins en moins nombreux à mesure que la loi des retraites recevra une plus complète application.

En envisageant plus largement encore l'intérêt social de la réforme, le système de l'obligation doit recueillir nos préférences. Dans cet ordre de considérations, les retraites ouvrières seront, il faut l'espérer, un élément d'apaisement dans les rapports du capital et du travail. L'ouvrier ayant son existence assurée jusque dans sa vieil-

lesse prêterait peut-être un peu moins l'oreille à ceux qui rêvent de chambarder l'ordre social. A coup sûr, ce n'en serait pas le résultat le moins heureux.

Enfin un régime de retraites facultatives eut créé une situation fâcheuse pour l'ouvrier et pour le patron lui-même. Avec son tempérament turbulent la classe ouvrière se serait bien vite livrée à des insinuations dont la malveillance n'aurait pas été exclue. Certains patrons, aurait-on dit, n'employaient que des ouvriers ne participant pas au régime de retraites institué par la loi, afin de se soustraire au versement correspondant que celle-ci met à leur charge. Nous aurions vu se reproduire ici les mêmes conflits si regrettables, dont nous avons été témoins, entre ouvriers syndiqués et non syndiqués et peut-être aurions-nous assisté à une nouvelle chasse aux renards avec les arguments habituels de « la chaussette à clous » et de la « machine à bosseler ».

En ce qui concerne l'ouvrier mineur, l'obligation ne fut pas admise sans difficulté. Le rapport de M. Cuvinot au Sénat, lui permettait de se soustraire aux exigences de la loi moyennant une déclaration devant le maire de sa résidence. Comme on le lui fit remarquer et pour les raisons que nous avons déjà données, avec une telle disposition la réforme eut eu de grandes chances de rester lettre morte. D'ailleurs, fit-on observer, le principe d'obligation contenu dans la loi n'amènerait pas les graves perturbations que certains redoutaient. Dans la plupart des exploitations minières fonctionnaient déjà des caisses de retraites. La réforme nouvelle ne venait que les consacrer en les réglementant. L'ouvrier mineur déjà familiarisé croira participer librement à une institution dont il saura bien vite apprécier tous les avantages.

II. — Constitution des Retraites

Éléments qui doivent y coopérer

L'importance, l'utilité des retraites étant démontrée, il s'agit de déterminer maintenant comment celles-ci vont être organisées.

Tout d'abord il importe de poser comme principe la contribution de l'ouvrier. Devant bénéficier de la retraite il est juste qu'il participe à sa constitution. Sur ce point il est vrai, certains esprits ont songé à l'exonérer complètement et à demander uniquement aux patrons et à l'Etat, les ressources nécessaires au service des pensions.

Un tel projet aurait des conséquences économiques et financières désastreuses. En outre, même ne se heurterait-il pas à cette impossibilité matérielle, qu'on ne doit point souhaiter sa réalisation. L'ouvrier doit produire un effort personnel. Cet effort personnel contribuera à développer chez lui l'esprit de prévoyance qui lui manque si souvent et cependant si nécessaire à notre époque. Il lui donnera également ce que M. Cuvinot réclamait à la tribune du Sénat, un plus haut sentiment de lui-même et de sa dignité.

Toutefois l'ouvrier doit être aidé dans son effort de prévoyance. Seul, les sacrifices qu'il pourrait consentir sans trop s'en apercevoir ne constitueraient chez la plupart qu'une retraite tout-à-fait insuffisante, sinon dérisoire. Les tarifs des compagnies d'assurances sur la vie sont là pour nous montrer que les primes exigées pour s'assurer une pension convenable, quoiqu'encore modeste, sont bien trop considérables si on considère le taux actuel des salaires.

En premier lieu, nous ferons appel au patron. La loi du 9 avril 1898, consacrant la nouvelle théorie du risque professionnel, est venue protéger l'ouvrier contre le risque accident, en lui donnant droit à une indemnité dont la charge est assumée obligatoirement par le patron.

Pourquoi donc celui-ci ne participerait-il pas à cet autre risque, qui s'appelle l'invalidité, la vieillesse ? N'est-ce pas l'ouvrier qui contribue à assurer la marche régulière de l'entreprise. N'a-t-il pas sa part si modeste soit-elle dans son succès ? Est-il juste que lorsqu'il aura dépensé toute son activité, toute son énergie, il soit alors obligé de tendre la main ?

Il apparaît donc tout-à-fait raisonnable de demander au patron un léger sacrifice sous forme de coopération à la constitution de la pension de son ouvrier. Il reste à en déterminer le montant sans obéir aux passions irréflechies de ceux qui rêvent d'instaurer un régime de bonheur et de justice intégrale.

Nous ferons encore appel à l'Etat. Sans vouloir adopter les critiques de ceux qui veulent bouleverser de fond en comble l'ordre social existant, nous devons cependant reconnaître que tout n'y est pas pour le mieux. Bien des injustices, bien des misères prennent leur source dans nos institutions. Ceci est inévitable. Lorsque le législateur élabore un texte de loi, il ne peut envisager tous les cas spéciaux qui se présenteront. Pour n'aborder qu'une question, la répartition des impôts, telle qu'elle existe actuellement, est-elle assurée de façon équitable ? N'épargne-t-on pas trop les uns pour frapper trop durement les autres, ceux-là même que notre législation fiscale devrait le plus protéger. Dans ces conditions n'est-il pas juste que ce même législateur vienne dans la mesure du possible réparer les injustices, les misères qu'il n'a pas su prévoir.

Là également, il s'agira de déterminer la part de l'Etat de façon à procurer une aide raisonnable à l'ouvrier, sans compromettre la bonne administration des finances.

La loi des retraites ouvrières a admis le principe du triple versement. Le législateur est venu imposer la même contribution au patron et à l'ouvrier. L'Etat de

son côté assure pour l'âge d'entrée en jouissance une rente annuelle de 100 francs correspondant à trente années de service.

La loi du 29 juin 1894 négligea complètement de demander à l'Etat, une aide quelconque dans la constitution des pensions. Les lois du 31 mars 1903 et du 31 décembre 1907 n'ont nullement modifié cet état de choses. Le million et demi prévu vise les anciens ouvriers mineurs qui remplissent certaines conditions et dont le droit à la retraite existe ou aurait dû exister au 1^{er} janvier 1903. Ce fonds de subvention avait un caractère transitoire. Il devait cesser dès lors que la législation des retraites minières aurait joué normalement.

Une telle situation était anormale depuis le vote de la loi de 1910. Les ouvriers mineurs se trouvaient dans une situation défavorable par rapport à leurs camarades du Commerce et de l'Industrie. Nous verrons que le projet Thomas devenu loi, comble la lacune et même accorde certains avantages à la corporation minière.

A propos des retraites minières, nous signalerons ici une remarque de M. Jaurès. Il est fidèle au principe du triple versement, mais il doit s'agir de triple versement égal, sinon la formule n'aurait aucun sens. L'Etat, le patron en effet, ne pourraient-ils pas se déclarer dégagés de toute obligation moyennant une contribution dérisoire. Cette égalité est réalisée vis-à-vis du patron, elle doit l'être vis-à-vis de l'Etat.

L'objection qu'on peut faire à un pareil système est toujours la même. Le budget se trouverait lourdement obéré par l'adoption de la formule du grand leader socialiste. L'ouvrier mineur participe à la constitution de sa retraite par une cotisation bien plus considérable que celle exigée par la loi de 1910. Son sacrifice sans être moindre de 2 % peut aller jusqu'à 3 % du salaire. Il s'en suivrait donc que chaque année notre administration

financière serait grevée d'un chapitre de dépenses très important.

III. — Situation des ouvriers mineurs antérieurement à la loi du 29 Juin 1894.

Il n'est point dans notre intention de faire ici une étude détaillée, ce sujet ayant été maintes fois traité par ceux qui ont fait œuvre approfondie sur les retraites minières. Il nous suffira de rappeler que la plupart des exploitations étaient déjà munies d'institutions de prévoyance. C'est même à cette situation de fait que les ouvriers mineurs ont dû d'être les premiers à bénéficier d'une réglementation légale en la matière. Cette réglementation s'imposait. Le fonctionnement des retraites tel qu'il était assuré prêtait aux critiques les plus graves. Nous les rappellerons ici brièvement.

Le premier défaut qu'on pouvait leur reprocher, était l'extrême diversité dans les modalités. Ici les pensions étaient assurées grâce à des retenues opérées sur les salaires, retenues auxquelles venaient s'ajouter des bonifications des exploitants. Ailleurs elles étaient constituées par les versements de l'une des parties seulement, soit qu'il s'agisse des patrons, soit qu'il s'agisse des ouvriers. Enfin dans de nombreuses exploitations, il n'y avait pas de caisses spéciales assurant le service des retraites. Celles-ci étaient servies à l'âge fixé par les statuts grâce à un fonds spécial annuel qui était prélevé sur les bénéfices et qui rentrait dans les frais généraux de l'entreprise.

En outre il y a lieu de remarquer que là où patrons et ouvriers coopéraient à la constitution des pensions, les taux de versements accusaient une extrême diversité, diversité que l'on retrouvait également dans le taux des retraites.

C'est surtout au point de vue financier que les do-

léances les plus vives s'étaient fait entendre. La gestion était des plus rudimentaires. Là où le système des caisses fonctionnait, leur actif était le plus souvent confondu avec celui de la compagnie. Tout allait bien tant que l'entreprise était prospère, mais vienne une catastrophe et nous pourrions après bien d'autres en citer de nombreux exemples, le droit de l'ouvrier se trouvait anéanti. La situation était d'autant plus lamentable à l'époque que notre législation ne reconnaissait pas de privilège en faveur des versements effectués par l'ouvrier mineur.

Lorsque les caisses possédaient un patrimoine propre avec une gestion distincte, leur existence restait néanmoins des plus précaires. L'absence des réserves suffisantes rendait leurs engagements plutôt problématiques. Nous n'aurions qu'à nous reporter aux documents fournis par les enquêtes qui furent ordonnées lors de la préparation de la loi du 29 juin 1894. Nous nous rendrions compte aisément que là même où elle existaient, les chiffres atteints étaient vraiment dérisoires.

Dans le dernier cas, lorsqu'il s'agissait de retraites rentrant dans les frais généraux de l'entreprise, le droit de l'ouvrier mineur était peut-être encore plus aléatoire.

Les retraites d'alors présentaient d'autres inconvénients. Le conseil d'administration des caisses était généralement désigné par l'exploitant, c'est dire qu'il était dans sa main. Or ce conseil d'administration se voyait investi, dans un grand nombre d'exploitations, des attributions les plus graves puisque de sa seule autorité, il pouvait aller jusqu'à supprimer ou réduire les pensions.

Enfin l'ouvrier mineur n'avait droit à la retraite que s'il restait continuellement au service de la même entreprise. Il est évident que dans ces conditions son indépendance se trouvait gravement compromise.

Comment aurait-il pu vis-à-vis de l'exploitant, discuter librement les conventions de son contrat de travail.

N'aurait-il pas craint de mécontenter celui-ci et de se voir renvoyé, par conséquent de perdre tout droit à sa pension. Le patron se trouvait dans une position singulièrement avantageuse pour refuser toute amélioration du sort de l'ouvrier. Au surplus c'était un moyen commode de se débarrasser de charges financières qui pouvaient lui paraître très lourdes. Pour une compagnie dont les affaires périclitaient, le procédé était fort tentant à employer.

En résumé le droit de l'ouvrier était très aléatoire. Il ne pouvait jamais être assuré de jouir un jour de sa retraite. Cette certitude n'existait guère que dans un seul cas, lorsqu'il s'agissait des rares exploitations où les pensions étaient constituées par des versements effectués à la Caisse Nationale des Retraites et inscrits sur un livret individuel au nom de chaque ouvrier.

IV. — **Légitimité de l'intervention du législateur.**

La loi du 29 juin 1894 aura eu pour effet de consolider le droit de l'ouvrier mineur et de lui rendre son indépendance en lui permettant de se déplacer d'une exploitation à une autre sans être déchu de ses droits à la retraite.

On se demanda à l'époque si une intervention législative en la matière était légitime. Les partisans de l'affirmative s'appuyaient sur la loi du 21 avril 1810 complétée par le décret du 3 janvier 1813, loi et décret qui régissent encore le régime minier en France.

Aux termes de ces textes, l'Etat jouit du pouvoir discrétionnaire d'accorder les concessions de mines. L'acte qu'il délivre à cet effet constitue pour le concessionnaire son titre de propriété. Toutefois cette propriété est d'une nature spéciale qui en fait quelque chose d'amoindri par rapport à la propriété ordinaire. L'Etat se réserve le droit d'intervenir dans de nombreuses circonstances qu'il a lui-même déterminées.

Il interviendra d'abord pour assurer la conservation de la mine et éviter que les richesses qu'elle contient soient dilapidées. C'est le patrimoine national qui est en jeu. Une nation qui possède de fortes ressources minérales jouit d'une situation économique éminemment favorable. Il est du rôle de l'Etat de s'interposer pour empêcher que ce patrimoine soit gaspillé sans aucun profit pour la nation.

L'Etat pourra prendre encore toutes mesures nécessaires à assurer la sécurité de la surface. L'une de ses principales attributions n'est-elle pas de contribuer à la sécurité publique. Son intervention se trouve donc pleinement justifiée ici.

C'est pour remplir la même mission qu'il pourra également intervenir en faveur du personnel employé dans les mines. Toutefois il faut remarquer que dans chacun de ces cas, les pouvoirs de l'administration sont limités. Elle ne jouit pas d'une autorité discrétionnaire et notamment lorsqu'il s'agit de protéger les ouvriers mineurs, son intervention ne sera possible que si la vie ou la santé de ceux-ci risquent d'être manifestement compromises.

S'agit-il de cela lorsque l'on propose de créer un système de retraites obligatoires ? Il semble bien que non et qu'on ne rentre pas dans les espèces prévues par les textes dont nous venons de faire mention. D'ailleurs comme on le fit remarquer, pourquoi recourir à une loi nouvelle, si on a déjà à sa disposition les moyens de résoudre le problème.

Cependant l'argument ne fut pas sans portée ainsi qu'on pourrait être tenté de le croire. La loi de 1810 et le décret de 1813 permettent à l'Etat de graves ingérences dans l'industrie des mines, ingérences que l'on tend de plus en plus à transporter dans l'industrie ordinaire. Nul doute que cette remarque n'ait eu une grande influence sur les représentants d'alors et ne les aient fait

accepter plus docilement une réforme qu'à l'époque il eut été très difficile de faire admettre dans toute autre corporation. Ce qui semble bien nous le prouver, c'est qu'au cours de la discussion du projet Thomas, M. Bourgeois, ministre du travail, viendra apporter la même thèse en prétendant vouloir exclure du bénéfice de la loi les ouvriers ardoisiers (1) :

« J'ai rappelé que les houillères étaient nées de concessions faites dans des conditions particulières, qui permettaient à l'Etat d'intervenir spécialement pour régler les rapports entre les ouvriers et les Compagnies, ou entre les ouvriers et l'Etat lui-même, que ces conditions juridiques ne se rencontraient pas chez les ardoisiers et dans les autres industries dont il s'agit dans la proposition de loi, qu'en conséquence je demandais que la proposition de loi sur les retraites fût réservée aux ouvriers mineurs proprement dits ».

**V. — Loi du 29 Juin 1894
sur les Caisses de secours et de retraites
des ouvriers mineurs.**

1^o — Double objet de la loi : Caisses de secours.

Le simple examen du titre nous révèle le double objet de la loi du 29 juin 1894 dont nous allons entreprendre maintenant l'étude. Toutefois la question des caisses de secours destinées à venir en aide aux ouvriers mineurs malades ne rentrant pas dans le cadre de notre programme, il nous suffira de rappeler très brièvement l'économie du titre III qui réglemente la matière.

L'administration des caisses de secours est confiée à un conseil dont un tiers des membres est désigné par les

(1) Chambre des députés : Séance du 11 juillet 1912.

exploitants et les deux autres tiers élus par les ouvriers mineurs faisant partie de la même circonscription de secours.

L'étendue de la circonscription de secours est fixée par accord des parties intéressées, à défaut par décret rendu en conseil d'Etat, étant fait remarquer que la loi permet qu'une même exploitation soit divisée en plusieurs circonscriptions.

Les caisses de secours sont obligatoires pour l'ouvrier mineur au même titre que les caisses de retraites. Comme les caisses de retraites elles sont alimentées par des versement patronaux et ouvriers, mais ici le principe de l'égalité des versements n'est pas respecté. Tandis que l'ouvrier mineur subit une retenue dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la société de secours et peut s'élever jusqu'à 2 % du salaire, l'exploitant n'a à sa charge qu'un versement égal à la moitié du versement ouvrier.

Les caisses de secours peuvent également recevoir des dons ou legs. Le produit des amendes encourues pour infractions au règlement de l'entreprise leur est attribué. Enfin l'Etat leur accorde des subventions sur les fonds qu'il alloue annuellement aux sociétés de secours mutuels.

Cette institution méritait de retenir notre attention. En effet il s'agit là d'assurance obligatoire contre la maladie. La loi du 29 décembre 1905 est venue instituer un régime analogue en ce qui concerne le personnel de la marine marchande, toutefois de façon moins complète. On vise seulement la maladie dont l'origine tient à la profession. En un mot on se trouve en présence d'une de ces maladies professionnelles au sujet desquelles les chambres étaient saisies d'un projet d'ensemble.

Partout ailleurs, les moyens de parer au risque maladie sont laissés à l'initiative privée. Il faut remarquer qu'elle

s'en acquitte merveilleusement bien. Les statistiques relatives au développement des sociétés de secours mutuels, au cours de ces dernières années, en sont la preuve éloquente. Il est même à regretter que celles-ci voient trop souvent leurs efforts limités par la modicité des ressources dont elles disposent.

A plusieurs reprises on se référera aux dispositions de la loi de 1894 réglementant les Caisses de secours. Beaucoup y trouveront la justification de la part que la législation de 1914 donne aux ouvriers mineurs dans l'administration de leur caisse. M. Jaurès se félicitera de cette heureuse innovation et souhaitera que bientôt se réalise le moment où chaque corporation ouvrière possédera sa caisse autonome. Selon lui, cela aidera pour beaucoup à éduquer la classe ouvrière et à développer chez elle le sentiment de la responsabilité.

D'autre part, certains demanderont un traitement de faveur pour les ouvriers mineurs, dans les versements supplémentaires que l'on va exiger d'eux en vue d'alimenter le fonds de majoration prévu par la nouvelle législation. On fera valoir la situation privilégiée des exploitants dans la contribution aux caisses de secours. L'équilibre serait rétabli en demandant ici un peu moins à l'ouvrier, un peu plus à l'exploitant. Il y aurait comme une sorte de compensation et ce serait justice.

2^o — *Origine de la loi. — Travaux préparatoires.*

La loi du 29 juin 1894 fut l'aboutissant de nombreux projets de lois présentés à la Chambre, particulièrement à partir de 1880 (1). Nous ne rappellerons pas ici de qui émanèrent toutes ces propositions, non plus que les discussions auxquelles elles donnèrent lieu. Nous dirons seu

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs (1909).

lement que déjà une première fois, un rapporteur, M. Mazeron, avait été nommé à l'effet d'examiner le problème et d'en apporter la solution. Comme en beaucoup d'autres circonstances, le rapport qu'il déposa n'aboutit pas.

Les principales idées qu'il avait émises en matière de retraites minières, furent reprises par le nouveau rapporteur M. Audiffred. Tous les deux étaient de l'avis de ceux qui essayaient de justifier la législation nouvelle en s'appuyant sur la loi des mines de 1810 et le décret du 3 janvier 1813.

Le nouveau rapport Audiffred prévoyait l'assurance contre trois risques : maladies, accidents, vieillesse, mais au cours de la discussion le titre accidents fut disjoint pour faire l'objet d'un projet d'ensemble. Ce devait être la loi du 9 avril 1898, consacrant la théorie du risque professionnel, défendue et réclamée depuis longtemps déjà par de nombreux esprits des plus divers.

Dans ce projet, les versements exigés tant du patron que de l'ouvrier étaient considérables. Il s'agissait pour chacun d'eux d'une somme représentant 5 % du salaire. Le législateur de 1914 n'exige encore que 3 % ce qui permet de mieux se rendre compte de l'importance du chiffre adopté par le rapport Audiffred.

Au Sénat, M. Cuvinot adopte des bases différentes. Selon lui, il n'y a point à justifier la nouvelle réforme en s'appuyant sur les loi et décret de 1810 et 1813, car alors toute législation nouvelle devient par là même inutile. Les retraites des ouvriers mineurs trouvent leur justification uniquement dans le désir de sonder le terrain en vue de préparer la loi générale des retraites.

Le taux des versements, tel qu'il avait été adopté par la Chambre fut abaissé dans une large mesure. Remené d'abord à 3 %, supportés par part égale par le patron et par l'ouvrier, ce devait être le chiffre de 4% qui allait devenir définitif.

Le rapport Cuvinot prévoyait la retraite après 50 ans d'âge et 25 ans de services. Par là même, il réalisait l'un des vœux les plus chers de la corporation minière. C'était d'ailleurs l'un des points principaux du projet Thomas, l'un de ceux qui resteront encore sans solution.

Au cours des débats on revint à l'âge de 55 ans. La pension de retraite bénéficie, pendant les dernières années qui précèdent l'entrée en jouissance, d'une augmentation considérable et il semble bien que ce soit là la principale considération ayant influé sur le vote des chambres. D'ailleurs, la mesure pouvait paraître d'autant plus nécessaire que l'on venait de réduire dans des proportions fort importantes le taux des versements.

Quoiqu'il en soit, la loi nouvelle fut votée sans modification, à la Chambre, sur un nouveau rapport Audifred, le 9 juin 1894 pour être promulguée le 29 du même mois.

3^o — *Analyse de la loi.*

a) TITRE I^{er}. — Délai d'application.

Etendue de la nouvelle législation.

L'article premier décide que la nouvelle réforme s'appliquera dans un délai de six mois à dater de la promulgation, mais ce délai devait être prorogé par la loi du 19 décembre 1894 jusqu'au 1^{er} juillet 1895. Ceci prouve que malgré le cadre restreint où on opérait et malgré les nombreux éléments de nature à faciliter la tâche du législateur, l'application ne se fit pas sans heurts. Une telle constatation est de nature à nous faire comprendre sans nous alarmer outre mesure, les prorogations successives dont on a dû faire bénéficier la loi générale des retraites.

Le même article fixe l'étendue d'application de la loi. Tous les ouvriers et employés des mines, du fond et du jour, sont appelés à bénéficier des dispositions qu'elle édicte, cela quel que soit leur rôle dans l'exploitation et

quel que soit le montant de leur salaire. Ainsi le médecin, l'ingénieur de la compagnie, quelque considérable que puissent être leurs émoluments, participent à la retraite au même titre que le simple ouvrier mineur.

Toutefois la loi de 1894 établit des limites. Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs, bénéficieront de ses avantages jusqu'à concurrence de cette somme seulement.

D'un autre côté d'autres restrictions ont été mises en relief par la circulaire du Ministre des Travaux publics du 30 juin 1894 (1). Les retraites minières ne joueront que pour les ouvriers travaillant dans la mine ou dans les lieux qui forment, suivant l'expression ministérielle, « des dépendances légales de la mine en droit minier ». Resteront complètement en dehors ceux employés dans les « industries annexes » que l'on rencontre dans un grand nombre d'exploitations et qui ont un rapport tout-à-fait lointain avec l'extraction du minerai. Pour mieux établir le parallèle existant entre ces deux ordres de choses, le ministre cite un exemple : « Les industries « annexes dont parle l'article 9, dernier paragraphe, « seront constituées par les autres opérations du concessionnaire. Ce sera par exemple la fabrication du coke « ou celle des agglomérés par opposition au lavage des « combustibles ou à la préparation mécanique des minerais. »

Il est à remarquer que les industries annexes ne sont pas exclues des caisses de secours d'une façon aussi absolue. Elles pourront en faire partie sous condition d'en faire la demande et d'y être autorisées par le ministre des Travaux publics. C'est ce qui résulte de l'article 9 du titre III auquel le ministre faisait allusion dans la citation que nous venons de rapporter.

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs (1909).

b) TITRE II. — Pensions de Retraites.

Versements patronaux et ouvriers.

Leur réglementation

Les retraites sont constituées grâce à des versements patronaux et ouvriers, s'élevant pour chacun d'eux à 2 % du salaire, soit au total 4 %.

Toute faculté est laissée à l'exploitant d'assurer à lui seul le service des versements ou de prendre à sa charge une quote-part supérieure à celle fixée par la loi. En tous cas, la contribution patronale de 2 % est une contribution minimum. Aucune atteinte ne pourrait être apportée à ce principe par convention ou de toute autre façon.

Les deux parties peuvent convenir d'accroître les charges légales en vue d'élever le taux de la pension. L'ouvrier peut participer seul à cette élévation. Toutefois si les versements sont effectués à la Caisse nationale des Retraites (ce qui était le cas à peu près général) il y a lieu de se conformer aux règlements de cette institution. C'est ainsi qu'il n'est pas permis de faire plus de 500 fr. de versements annuels. D'autre part la rente servie ne pourra jamais excéder 1.200 francs. Sous réserve de ces deux conditions, toutes modalités sont permises aux parties qui veulent améliorer les retraites instituées par le législateur.

Les versements ont lieu à capital aliéné et sont inscrits sur un livret individuel au nom de chaque intéressé. A capital réservé, on eut permis aux héritiers du titulaire qui décède avant l'entrée en jouissance de sa pension, de rentrer en possession des sommes déboursées. Ce sont là considérations ayant leur importance, surtout si on se trouve en présence d'un assuré qui laisse après lui une veuve et des enfants mineurs. Cependant il ne pouvait être question d'adopter cette manière de

voir, car ici, le taux des retenues était trop faible pour assurer une pension suffisante. C'est qu'en effet, avec le versement à capital aliéné on table la retraite sur les chances de mortalité qui atteignent l'ouvrier mineur avant l'âge de 55 ans. Les versements de ceux décédés avant d'être parvenus à cet âge contribuent à accroître la pension de ceux qui restent.

Toutefois il semblait bien difficile de refuser tout droit à l'ouvrier mineur, tout au moins pour la portion prélevée sur son salaire, aussi décide-t-on que quant à cette portion, le versement pourra être stipulé fait à capital réservé. Le principe étant en sens contraire il faudra alors une déclaration formelle.

*Liquidation des pensions. — Invalidité. —
Age d'entrée en jouissance*

L'article 3 prescrit que le service des retraites, leur acquisition, leur liquidation, se fera suivant les règles en vigueur à la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, telles qu'elles résultent de la loi du 20 juillet 1886 qui forme la base de cette institution.

Ainsi le versement fait pendant le mariage par l'un des époux bénéficiera à l'autre époux pour moitié. Il ne s'agit bien entendu que de la part prélevée sur le salaire et non du versement de l'exploitant. C'est ce qui ressort de l'article 10 de l'instruction de la Caisse nationale des Retraites du 28 octobre 1894 rendue en vue de l'application des retraites minières : (1)

« Les sommes fournies par l'exploitant sont versées
« dans les conditions prévues au règlement de la mine.
« Elles sont donc ou partagées entre les conjoints ou
« attribuées au profit exclusif de l'employé ou ouvrier. »

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs. P. 127.

C'est à l'exploitant de dire s'il entend que son allocation profite aux deux époux ou à celui-là seul qui est à son service.

Aux termes de la même loi, les assurés de la Caisse des retraites peuvent faire liquider leur pension aux cas d'accident ou de maladie entraînant une infirmité grave, nonobstant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance. Le calcul s'opère d'après les versements effectués jusqu'au jour de la liquidation. C'est ce que rappelle l'article 34 de l'instruction que nous venons de mentionner, en indiquant en outre que comme pour les déposants ordinaires, les ouvriers mineurs bénéficiant de retraites anticipées, les pourront voir majorées par le fonds spécial incorporé annuellement au budget. L'article 35 en cela calqué sur l'article 11 de la loi de 1886 ajoute :

« Dans aucun cas, la rente totale, bonification comprise, ne peut dépasser ni le triple du produit de la bonification anticipée, ni le maximum de 360 francs. » La retraite est fixée à l'âge de 55 ans. Toutefois la loi permet à l'ouvrier mineur qui se sentira encore assez de forces pour travailler et qui trouvera peut-être son chiffre de pension insuffisant, de retarder l'entrée en jouissance et de continuer les versements en conformité de la loi de 1894. Dans ce cas spécial le principe de l'obligation n'est plus en cause.

De son côté l'exploitant n'est soumis à aucune charge corrélatrice du sacrifice que s'impose l'ouvrier.

Caisses syndicales. — Caisse patronales. — Leur échec

L'article 4 prévoit la constitution par les intéressés de caisses syndicales ou patronales à l'effet d'assurer le service des retraites créées par la loi. Cette disposition du législateur d'alors fut insérée à la demande de plusieurs esprits effrayés à la pensée de voir l'Etat en possession de sommes considérables provenant des verse-

ments des assurés. C'est d'ailleurs la même considération que l'on a fait valoir contre les retraites ouvrières. Lorsque la réforme battra son plein, quelle accumulation énorme de capitaux ! L'Etat est-il assuré de pouvoir toujours remplir les obligations qu'il contracte ? N'est-il pas imprudent d'assumer une responsabilité aussi grande ?

L'autorisation d'ouvrir une caisse devait être donnée par décret rendu en conseil d'Etat, décret qui aurait également posé les conditions de son fonctionnement. Quoiqu'il en soit, sur ce point spécial, la loi est restée sans application. La corporation minière, du côté patronal, comme du côté ouvrier, n'a pas cru devoir user de la faculté que le législateur de 1894 mettait à sa disposition.

Quels sont les motifs d'une abstention aussi systématique ?

Il faut observer tout d'abord qu'on se trouvait en présence d'un organisme tout créé et ayant déjà fait ses preuves. Nous voulons parler de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, dont l'institution remonte à l'année 1850, mais qui fut profondément remaniée par la loi du 20 juillet 1886. Elle fut spécialement établie pour la classe salariée à une époque où la possibilité d'un système de retraites obligatoire n'était guère envisagé. Rien de plus naturel alors qu'à propos de retraites minières on ne songe d'abord à s'adresser à elle. C'est d'ailleurs dans cette pensée que le législateur de 1894 s'en réfère directement à plusieurs reprises à cet organisme et aux règles en assurant la gestion.

A quoi bon créer des caisses nouvelles, ne risquerait-on pas de rencontrer de grandes difficultés ? Antérieurement à la loi il est vrai, de nombreuses exploitations possédaient leurs institutions de prévoyance, mais leur organisation était si imparfaite que ce qu'il aurait fallu instaurer ici eut été vraiment quelque chose de nouveau.

Il se serait agi de caisses soumises à une discipline très étroite. Elles auraient dû notamment respecter les principes des assurances tant au point de vue du taux des pensions qu'au point de vue du calcul des réserves, toutes choses dont on ne se souciait guère dans les anciennes institutions.

Une autre considération était de nature à arrêter les initiatives des intéressés en la matière. La situation des assurés inscrits à la Caisse nationale des Retraites est éminemment favorable. La Caisse des Dépôts et Consignations assume tous les frais d'administration nécessités par la réforme sans opérer de retenues sur les versements effectués. Pour les Caisses syndicales ou patronales bien entendu, il n'en aurait pas été ainsi. Celles-ci auraient dû prendre à leur compte les charges provenant de l'application de la loi, d'où diminution du capital constitutif des rentes, entraînant une diminution correspondante de la pension. Dans ces conditions, quel intérêt auraient eu les ouvriers mineurs à user d'une faculté qui serait venue amoindrir le résultat de leurs efforts.

Caisse nationale des Retraites. —

Fonctionnement des retraites minières

Chaque fois qu'un ouvrier mineur cotise pour la première fois il lui est remis gratuitement un livret. Toutefois cette remise n'a lieu qu'après avoir préalablement effectué un certain nombre de formalités déterminées par l'instruction du 28 octobre 1894. C'est ainsi que la déclaration relative au premier versement devra contenir entre autres prescriptions les nom, prénoms, domicile de l'assuré, la date de sa naissance, sa nationalité, s'il est célibataire ou marié, veuf ou divorcé.

Le livret forme titre pour l'ouvrier mineur. Les versements tant de l'ouvrier que de l'exploitant sont effectués trimestriellement par ce dernier, avec à l'appui un

bordereau portant le relevé des sommes à inscrire au nom de chaque intéressé.

L'exploitant peut également effectuer des versements mensuels grâce à d'autres bordereaux spécialement mis à sa disposition à cet effet, mais ceux-ci ne dispensent pas du bordereau trimestriel, dénommé bordereau trimestriel d'imputation, dont la forme est plus compliquée et qui doit toujours être produit.

L'exploitant est responsable des versements, aussi bien de ceux que la loi met à sa charge que des retenues prélevées sur les salaires. C'est à lui de tenir la main s'il ne veut pas s'exposer à des actions judiciaires. Celles-ci auraient pour effet non-seulement de mettre à son compte les retenues omises, mais aussi de lui faire supporter la diminution de rente dont l'ouvrier se trouverait lésé par suite de sa faute ou de sa négligence.

Un système analogue fut défendu à la tribune de la Chambre par plusieurs ministres successifs, à propos des assurés de la loi de 1910, mais jusqu'ici la Cour de Cassation s'est obstinément refusée à entrer dans cette voie.

En même temps que le bordereau trimestriel d'imputation l'exploitant remet les livrets des ouvriers au nom desquels il opère les versements. Cette remise fait l'objet d'un récépissé spécial.

Sur le vu du bordereau, la Caisse des dépôts et consignations inscrit sur chaque livret les sommes portées au nom de son titulaire avec en vis-à-vis le chiffre de rente correspondant.

De cette façon il semble que l'ouvrier mineur peut se rendre compte aisément de la marche ascensionnelle de sa pension, ce qui serait peut-être de nature à lui faire supporter plus allègrement le sacrifice exigé par le législateur et à l'inciter davantage à la prévoyance. Cependant il faut déchanter car dans la pratique le résultat est tout autre. Nous sommes en présence d'une organisation

fort compliquée dont nous ne venons de donner qu'un aperçu très sommaire. Les formalités prescrites demandaient de longs délais. L'intervalle de trois mois qui s'écoulait entre les versements, étant relativement court, l'ouvrier pouvait rarement prendre connaissance de son livret. Celui-ci la plupart du temps restait aux mains des agents des Finances. Si parfois il était renvoyé à l'exploitant, celui-ci n'avait que le temps de le retourner pour le produire à l'appui de nouvelles cotisations.

Il en résultait qu'un grand nombre d'ouvriers mineurs se désintéressaient complètement d'une institution dont ils se trouvaient continuellement écartés. Selon nous, il faut voir là la cause de tant de livrets abandonnés. D'après les renseignements donnés par la direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale en 1909, le chiffre de ceux ayant ainsi renoncé au bénéfice de la loi depuis sa mise en application jusqu'au 31 décembre 1901 dépassait 50.000 (1).

Des améliorations tendant à la simplification du livret auraient dû être apportées à ce côté de la législation des retraites. La corporation minière, dans ses congrès, ne s'était pas fait faute d'apporter ses propres critiques. Elle est allée même jusqu'à suspecter la bonne foi de la Caisse nationale des Retraites. L'exposé des motifs du projet Thomas, lui substituant une caisse autonome, laisse percer cette hostilité.

Emploi des fonds versés à la Caisse Nationale des Retraites

Cette matière est réglée en conformité avec les dispositions de l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886, c'est-à-dire qu'il doit s'agir uniquement de valeurs de « père de famille » : Rentes, valeurs du trésor ou garanties par lui, obligations départementales et communales.

(1) Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs (1909). Page 11.

L'article 4, p. 3 prescrivait un régime identique en ce qui concerne les versement qui auraient été effectués aux Caisses syndicales ou patronales.

On peut se demander si le législateur a été bien inspiré en renfermant le placement dans des limites aussi étroites. Le problème, hâtons-nous de le dire, se pose d'une façon plus générale. Il intéresse de nombreuses sociétés pour la plupart philanthropiques : caisses d'assurances, caisses d'épargne, mutualités, etc... auxquelles la loi prescrit une mesure semblable. En généralisant tout-à-fait, nous pourrions envisager jusqu'à la question des biens de mineurs.

Quoiqu'il en soit il semble bien qu'on ait obéi à des conceptions trop peu libérales et on commence à s'en rendre compte. Sans doute l'Etat, en restreignant le choix des intéressés, a obéi à un sentiment très louable de protection tutélaire. Il est évident que sans une législation rigoureuse, beaucoup de ces organismes attirés par l'appât d'un gros gain, auraient sombré dans une de ces catastrophes lamentables auxquelles nous assistons tous les jours pour les simples particuliers. Dans l'espèce, l'Etat se devait d'intervenir en faveur d'institutions fort intéressantes s'adressant à la classe besogneuse et de veiller à ce que les efforts fournis ne le soient pas en vain.

Mais une telle législation répond aux intérêts financiers de l'Etat. Celui-ci s'assure ainsi une clientèle pour ses emprunts. On procure aux cours une élévation toute artificielle qui n'existerait pas si les compétitions pouvaient s'exercer librement. Le champ de la concurrence se trouve par conséquent restreint, mais c'est au détriment d'une catégorie de gens qui méritent d'être aidés le plus dans leur effort de prévoyance.

Au surplus est-il bien sûr que ces placements offrent toujours le maximum de sécurité. Les événements auxquels nous assistons semblent plutôt démentir une telle assertion. Point n'est besoin de rappeler la baisse énor-

me à laquelle ont été soumises les valeurs de ce genre. C'est même là l'une des raisons que l'on faisait déjà valoir à la Chambre, pour s'opposer au transfert des réserves des pensions en cours d'acquisition de la Caisse Nationale des Retraites à la Caisse autonome (1). Comme le fait observer M. Chéron, dans son rapport, comment opérerait-on ce transfert ?

Serait-ce en espèces ? mais alors la Caisse des Retraites subirait un grave préjudice puisque les valeurs qu'elle détient ont été négociées à un taux de beaucoup supérieur au taux actuel ; serait-ce sous forme de titres de rentes ou de valeurs énumérées dans l'article 22 de la loi de 1886. Mais comment les évaluer ? Si c'est d'après les cours actuels, la Caisse des Retraites continue de subir le même préjudice.

Le législateur, disions-nous, semble s'être aperçu de son erreur quoique de façon bien incomplète encore à notre avis. L'article 15 de la loi du 5 avril 1910, prévoit un certain nombre d'hypothèses spéciales, où les fonds qui doivent servir de base à la constitution des pensions pourront trouver leur emploi. Il s'agit notamment d'acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes jusqu'à concurrence d'un quatre centième. Encore faut-il obtenir l'avis conforme du Conseil supérieur des Retraites ouvrières.

Après même avis et jusqu'à concurrence d'un dixième, le législateur envisage les cas de « prêts à des institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique », « prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers ». Enfin on prévoit l'emploi en « obligations de sociétés d'habitations à bon marché « établies conformément à la loi du 12 avril 1906 ». La nouvelle législation minière des retraites consacre la même réforme dans son article 5 et renvoie sur ce point

(1) 1912. Documents parlementaires : Chambre n° 2151.

aux dispositions qui ont été adoptées par la loi de 1910. Comme conclusion, nous devons souhaiter que le champ ouvert aux placements s'élargisse encore davantage. Ce n'est nullement incompatible avec une gestion à la fois sage et prudente.

Conventions spéciales. Règles auxquelles elles obéissent

L'article 5 présente une importance toute particulière. Il s'agit du cas où des conventions résultant, soit d'un accord exprès, soit du règlement de l'entreprise, interviennent entre l'exploitant et son ouvrier, en vue d'assurer à celui-ci ou, en cas de décès, à sa veuve et ses enfants, des avantages spéciaux ne rentrant pas dans le cadre de la loi. Ces avantages pourront consister, et nous reproduisons ici les termes mêmes du législateur, soit en « supplément de rente viagère » soit en « des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance. »

On a sagement pensé que de tels engagements devaient être garantis et ne pouvaient pas suivre le sort de l'entreprise ainsi qu'il en était pour les pensions servies par un grand nombre d'exploitations avant le vote de la loi. On est en présence d'un complément immédiat ou à longue échéance au contrat de travail et la conclusion de celui-ci a peut-être pour beaucoup dépendu de ces prestations accessoires.

Le texte ne vise nullement les libéralités, les gratifications sous quelque forme que ce soit que l'exploitant peut accorder à certaines époques, avec peut-être assez de régularité, mais qui ne résultent ni d'un accord exprès, ni du règlement de l'entreprise. C'est ce que prend bien soin de spécifier la circulaire ministérielle du 30 juin 1894 (1).

(1) Voir plus haut, Page. 28.

De même, l'article 5 ne prévoit en aucune façon le cas où l'exploitant prend à son compte une part des versements supérieure à celle qui lui est assignée par la loi, les avantages consentis résulteraient-ils d'un accord avec son personnel.

En quoi va consister la garantie que l'exploitant devra fournir en vue d'assurer l'exécution de ses engagements ? Ce seront des valeurs dont il appréciera lui-même l'importance et qui devront être versées ou représentées à la Caisse des dépôts et consignations. Ici, la circulaire ministérielle entre dans le détail des formalités qui devront être accomplies à l'occasion de l'application de ces dispositions.

La convention intervenue entre l'exploitant et l'ouvrier, le règlement de travail des termes duquel elle ressort, doivent être communiqués par l'intermédiaire du préfet au ministre du Travail. De son côté, l'exploitant doit fournir chaque année, un état des engagements qu'il a souscrits conformément à l'article 5, ce en quoi ils consistent et la garantie avec son estimation. Le ministre vérifie si toute sécurité existe. Il peut signaler les erreurs commises, mais comme le fait remarquer la circulaire, aucune action en responsabilité ne pourrait être intentée contre lui en se basant sur les prescriptions de l'article 5. Le contrôle qu'il exerce ne saurait être l'objet d'un recours.

L'article 30 de la loi édicte que les infractions à l'article 5 seront punies d'une amende de 16 à 200 francs pouvant même être portée à 500 francs en cas de mauvaise foi. C'est le seul point de la loi du 29 juin 1894 pour lequel l'exploitant se trouve exposé à une action pénale. Partout ailleurs, même arrêterait-il sciemment l'exécution des prescriptions légales, notamment en refusant d'opérer lui-même les retenues sur les salaires, il n'encourt qu'une responsabilité purement civile.

c) Ouvriers des Mines et Carrières.

Le législateur de 1894 n'a pas jugé utile de comprendre dans la nouvelle réforme les ouvriers des minières et carrières. Sa décision a été influencée par leur nombre relativement restreint et aussi par le fait que la concession, telle qu'elle est réglée par le législateur de 1810, ne s'applique pas à ces entreprises. Cependant on leur laisse la faculté de réclamer le bénéfice des dispositions nouvelles. Aux termes de la circulaire du 30 juin 1894 (1) l'initiative peut provenir tant du côté patronal que du côté ouvrier et suivant le même texte, les demandes « devront faire de la part des ingénieurs des mines, l'objet d'une étude attentive. »

L'article 31 ne fait aucune distinction entre les minières et carrières souterraines et les minières et carrières à ciel ouvert ainsi que cela fut proposé dans la discussion. Tout ceci n'a d'ailleurs pas grand intérêt, l'article 31 comme l'article 4 étant resté sans application. Faisons toutefois remarquer que l'un des principaux points du projet Thomas vise l'incorporation des ouvriers miniers et ardoisiers dans les retraites minières.

d) Ouvriers Etrangers.

La question des ouvriers étrangers est toujours de beaucoup d'actualité et nous ne sommes pas sans ignorer les nombreux projets de lois qui avaient été déposés aux chambres. La thèse produite est toujours la même. L'ouvrier étranger ne trouve pas de travail chez lui. Il s'expatrie et vient se placer chez nous en acceptant un salaire inférieur que certains patrons ne manquent pas d'exploiter. En tous cas, le champ de la concurrence se trouve notablement élargi, d'où dépréciation de la main-d'œuvre ouvrière nationale.

(1) Voir plus haut, Page. 28.

Les choses se passent-elles toujours ainsi ? Cette immigration étrangère ne contribue-t-elle pas parfois à la prospérité économique du pays. En particulier, ces Belges, ces Espagnols, qui venaient à certaines époques au moment des récoltes, se louer comme ouvriers agricoles, n'étaient-ils pas nécessaires pour remédier à la désertion de nos campagnes.

Le problème est des plus complexes. Ce qui le prouve bien, c'est qu'on n'a pu trouver les moyens de le résoudre. D'ailleurs en pareille matière, les mesures que nous pourrions prendre risqueraient fort de provoquer des représailles contre nos propres nationaux résidant à l'étranger. Le remède serait pire que le mal, aussi doit-il être recherché ailleurs. On devrait notamment s'attacher à prévenir l'avilissement des salaires.

Le même état d'esprit se retrouve à propos des retraites minières. A plusieurs reprises au cours de la discussion de la loi du 29 juin 1894, on a agité le point de savoir si la nouvelle réforme bénéficierait aux ouvriers mineurs étrangers. D'ardents polémistes luttèrent contre toute idée d'assimilation. Certains proposaient de les écarter purement et simplement, mais alors n'était-ce pas favoriser la main-d'œuvre étrangère au détriment de nos nationaux. L'exploitant n'ayant à supporter, aucune charge en vue des retraites aurait eu les plus grands avantages à employer un personnel tout cosmopolite.

Cette considération venait naturellement à l'esprit, aussi proposait-on de faire jouer la loi quant aux versements prescrits mais non quant aux avantages accordés. En d'autres termes, les sommes que les ouvriers mineurs étrangers auraient versées, auraient été complètement perdues pour eux et n'auraient servi qu'à accroître la pension des ouvriers mineurs français.

Un tel résultat eut été souverainement injuste et nos Chambres ont été sagement inspirées en l'écartant. Les ouvriers mineurs étrangers participent donc au régime

de retraites instituées par le législateur français. Cette solution facilement acceptée ne faisait que confirmer les dispositions de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des Retraites.

Cependant il est un point où l'assimilation n'est pas complète. C'est au cas de retraite anticipée pour blessures ou infirmités graves. Les pensionnés de la Caisse nationale des Retraites ont droit à des majorations fournies par un crédit inscrit annuellement au budget du ministère du travail, mais ce crédit ne joue que pour les assurés de nationalité française.

Le problème des ouvriers mineurs étrangers s'est posé une fois de plus à la Chambre à propos du projet Thomas. A ce sujet, faisons remarquer que le texte voté semble revenir en arrière. L'ouvrier mineur ne bénéficiera des allocations patronales et budgétaires que si dans son pays d'origine, le français est assuré d'un régime identique. Au cas contraire, les contributions patronales sont affectées au fonds de majoration prévu par la nouvelle législation. Il est à souhaiter que des conventions interviennent entre les Etats, en vue d'assurer à leurs nationaux travaillant au dehors, le traitement réservé aux indigènes.

e) Dispositions transitoires.

Lacunes de la législation de 1894

Le législateur devait déterminer suivant quelles règles le nouveau régime viendrait se substituer à l'ancien. La plupart des exploitations possédaient déjà leurs institutions de prévoyance. Sous des modalités très diverses, la grande majorité des ouvriers mineurs se trouvait incorporée à un système de retraites. Dans quelles mesures, ces travailleurs, dont la pension était en cours d'acquisition allaient-ils être touchés par la nouvelle réforme sans qu'il fut porté atteinte à leurs droits ?

Ne va-t-il pas falloir songer également à ceux qui ont déjà quitté la mine ? S'ils ont droit à une pension de retraite, ce qui n'est pas toujours le cas, ils méritent cependant d'être aidés car le taux en est trop minime.

« Les vieux mineurs », pour qui l'éventualité de la retraite se présente sous un délai assez rapproché, ne sont pas moins intéressants. Que va bien pouvoir leur donner une législation basée sur des retraites à longue échéance. Cotiseraient-ils même pendant 10 ans, 15 ans que le résultat atteint ne serait guère appréciable. C'est dans 25 ou 30 ans que la loi doit produire son plein effet.

Jusqu'à cette date nous n'aurons que des retraites médiocres car il faut bien considérer que sur une pension variant au maximum entre quatre cents et cinq cents francs, ce seront surtout les dernières années qui permettront d'atteindre ces chiffres.

Sur ce dernier point la législation de 1894 est restée entièrement muette. Il y a là, toute une catégorie d'individus sacrifiés dont on ne s'est nullement préoccupé, en vue de leur procurer une assistance quelconque. Aucune faute contre la prévoyance ne pouvait leur être reprochée. Néanmoins, il faudra attendre jusqu'à 1903 pour qu'à la suite d'une agitation minière assez profonde, on songe à leur effectuer annuellement un crédit de 1 million qui se verra porté quatre ans plus tard à 1 million et demi.

Nous aurons tout loisir d'examiner plus loin ces textes de lois. Qu'il nous suffise de dire pour le moment que la situation de ces vieux mineurs n'était pas encore réglée en 1914. Le projet Thomas envisageait longuement leur cas et le texte voté leur donne satisfaction dans une large mesure.

La loi de 1910 fut plus prévoyante en assurant aux travailleurs, dont le droit à la pension allait se trouver

très rapproché, l'allocation maximum de 100 francs. L'avantage est sensible puisqu'hors la période transitoire, 30 années de cotisations sont nécessaires pour y avoir droit.

Liquidation des anciennes institutions.

Les mesures transitoires prévues par le législateur s'appliquent uniquement à la transformation des anciennes institutions. La question réclamait une prompt solution et par conséquent ne pouvait être éludée aussi facilement que la précédente.

Les textes s'y rapportant font l'objet du titre IV de la loi, mais avant nous ferons remarquer qu'il y a lieu de revenir à une distinction déjà rencontrée. Nous étudierons d'abord le cas où les retraites se trouvaient à la charge exclusive des compagnies. De là nous passerons aux caisses alimentées par les cotisations de l'ouvrier seul ou en collaboration avec l'exploitant.

I) CAISSES PATRONALES. — On désigne couramment la première institution sous le nom de caisses patronales. L'expression peut paraître impropre, car la notion de caisse éveille de suite l'idée de patrimoine avec une gestion autonome. Or tel n'était pas le cas pour bon nombre d'exploitations où le service des pensions rentrait dans les frais généraux de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le législateur de 1894 a dû faire la séparation entre deux situations qui pouvaient se présenter : S'agissait-il de pensions définitivement acquises ou de pensions en cours d'acquisition. Suivant que l'on se trouvera dans l'un ou l'autre cas la solution apportée sera différente.

Si c'est la première situation qui se trouve réalisée, l'article 21 décide qu'il ne sera rien changé au régime existant. Les pensions resteront définitivement acquises

et la charge continuera d'en être assumée par l'exploitant.

La difficulté semble plus délicate à résoudre lorsqu'il s'agit de pensions en cours d'acquisition. Cependant le système adopté est très simple. On liquidera le montant de la pension acquise au moment de l'application de la loi en s'en rapportant aux règlements ou usages de la Compagnie ». L'ouvrier mineur effectuera les versements prescrits par le titre II, mais si arrivé à l'âge de la retraite la rente ainsi acquise se trouve inférieure à la pension patronale telle qu'elle a été liquidée, l'exploitant devra combler la différence. Cette solution doit être approuvée. L'assuré était en droit de compter sur la pension qui lui avait été promise. On ne fait que respecter les dispositions du contrat intervenu entre les parties.

Toutefois l'article 22 *in fine* ajoute : « Il pourra être « dérogé aux dispositions des deux paragraphes qui précèdent par des conventions librement intervenues « entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés ».

Cette rédaction répondait à une préoccupation du législateur d'alors. A première vue, il pouvait sembler qu'avec les règles adoptées, tout irait pour le mieux. Il n'en était rien. Le problème se présentait sous un jour autrement complexe.

L'ouvrier mineur en effet, pouvait avoir intérêt à continuer de participer à une institution qui peut-être lui assurait des résultats plus tangibles. D'autre part quels avantages aurait-il pu retirer des versements prescrits par la loi, lorsqu'il se trouvait sur le point de toucher la pension de retraite promise par l'exploitant. Il y avait donc de nombreuses situations de fait à ménager.

Pour tenir compte de ces considérations, l'article 25 permet à tout ouvrier mineur affilié à un système de retraites et dont une pension se trouve en cours d'acquisition, de décliner le bénéfice de la nouvelle réforme

moyennant une déclaration devant le maire de sa résidence. Cet article est général et vise toutes institutions de prévoyance dont pouvait faire partie la corporation minière.

Cette disposition n'a pas toujours eu des conséquences heureuses. Dans bien des cas, l'ouvrier mineur n'a pas compris les avantages qu'il pouvait retirer de la nouvelle législation. Au moins aurait-il dû considérer la sécurité assurée, substituée au régime de l'incertitude sous toutes ses formes. C'était un contre-poids suffisant pour lui faire accepter une diminution du taux de la pension. Plus de ces renvois brusques et peut-être injustifiés, plus de ces catastrophes financières venant mettre à néant les espérances qu'il avait pu légitimement concevoir.

Bon nombre d'ouvriers mineurs se sont ainsi trouvés lésés dans la suite du fait de leur option. De cet état de choses, les exploitants eurent parfois leur part de responsabilité. Certains d'entre eux, dans leur hostilité contre la nouvelle réforme, se plurent à faire le vide autour du système de retraites du législateur en faisant miroiter des avantages chimériques aux yeux simplistes d'une corporation qui ne savait pas toutes les précautions, toutes les règles étroites auxquelles doit obéir une telle organisation. C'est de ces mineurs en quelque sorte spoliés, que le projet de la Fédération des mines, minières et carrières dira (1) :

« On voit encore aujourd'hui comme par le passé des
« ouvriers mineurs ayant plus de 30 ans de services et
« de 55 ans d'âge, sans aucune retraite du fait que leur
« temps de service a été fait dans plusieurs compagnies
« non engagées entre elles. Il n'empêche qu'elles ne
« remboursent nullement les retenues opérées. On ne
« sait trop comment qualifier ces actes à l'égard de ces

(1) 1912. Documents parlementaires : Chambre n° 1582.

« malheureux mal renseignés qui ont opté en 1894 pour « l'ancien régime des Compagnies ».

Tout en faisant place à l'exagération contenue dans le manifeste, on doit cependant reconnaître qu'il contient une grande part de vérité. La citation ci-dessus vise en effet la fameuse clause de déchéance, suivant laquelle l'ouvrier qui abandonnait la mine ou en était renvoyé, se voyait privé de tous droits à la retraite à moins qu'il ne rentrât dans une exploitation affiliée à la même caisse. Quelque extraordinaire que cela puisse paraître, cette clause subsistait encore dans certaines caisses de liquidation réorganisées sur la base d'une entente amiable entre les intéressés.

Néanmoins on ne saurait incriminer l'imprévoyance du législateur. Il fallait habituer les esprits au principe de l'obligation dont il était fait application pour la première fois et pour cela ménager bien des susceptibilités.

II) CAISSES DE PRÉVOYANCE. — La liquidation des droits de l'assuré devait s'opérer suivant le même mode lorsqu'il s'agissait des caisses de prévoyance où l'ouvrier participait seul ou aidé du patron à la constitution de sa retraite. Les pensions acquises continuent à être servies, quant aux pensions en cours d'acquisition le chiffre en fut liquidé. Là également, il était permis d'user de l'option réservée par l'article 25.

Il semble donc que nous ne rencontrions pas plus de difficultés que pour le cas précédent. Il en aurait été ainsi, si on s'était trouvé en présence d'institutions régulières, fonctionnant normalement, mais nous avons déjà étudié les défauts de ces organismes. La gestion financière, pour le moins qu'on en puisse dire était fort imprudente. Les engagements souscrits se trouvaient de beaucoup supérieurs aux ressources nécessaires pour y faire face. Il n'était donc pas suffisant d'arrêter les pensions qui devaient rester à la charge définitive des cais-

ses. Il fallait rechercher les moyens propres à en garantir la réalisation.

C'est pour parer à ces difficultés que le législateur dans l'article 24 institue trois modes de liquidation distribués suivant une gradation ascendante. Le décret du 25 juillet 1894 s'étend longuement sur les formalités à accomplir mais nous ne nous y attarderons pas. Ce sont des dispositions passagères ne présentant aujourd'hui qu'un intérêt purement historique. Il nous suffira de mentionner les solutions auxquelles on aboutit par l'un ou l'autre mode.

1. *Liquidation amiable.* — Tout d'abord l'entente amiable : le législateur souhaite que les parties, et par cette expression l'article 24 comprend, d'un côté les exploitants, de l'autre côté la majorité des ouvriers ou employés, s'entendent sur la liquidation des pensions ainsi que sur les garanties devant en assurer l'exécution. Il s'agissait en somme de faire œuvre de conciliation. Au milieu d'intérêts si divers et parfois si opposés, on devait naturellement donner la préférence à un système qui peut tenir compte des situations individuelles et permet de rendre des décisions en conséquence. En outre, considération qui a ici son importance, les frais absorbés par une liquidation amiable sont bien moins élevés, peut-être mêmes insignifiants.

On usa assez largement de la faculté : 13 caisses comprenant 20.777 assurés opérèrent ainsi leur transformation (1).

2. *Liquidation arbitrale.* — A défaut d'accord amiable les parties devaient s'entendre pour confier le soin de la liquidation à des arbitres. Toutefois le législateur ne leur laissa pas le choix de la désignation. Dans cette hypo-

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs, Page 20.

thèse, une commission arbitrale de neuf membres dont la composition se trouvait minutieusement réglée par l'article 26 devait être nécessairement saisie.

On a pensé avec juste raison que pour agiter des questions aussi graves, il fallait faire appel à des personnalités dont la compétence ne pouvait être mise en doute.

C'étaient d'abord certains corps consultatifs de l'Etat qui par leurs fonctions se rapprochaient de la matière traitée : Le Conseil général des Mines, la Commission supérieure de la Caisse nationale des Retraites avec chacun deux représentants désignés par eux.

L'élément judiciaire venait compléter cette organisation par l'adjonction de deux membres de la Cour d'appel de Paris et d'un membre de la Cour des comptes désignés par leurs tribunaux respectifs. Cette disposition était tout-à-fait logique car les décisions que l'on allait rendre, n'étaient pas sans présenter une grande analogie avec la sentence du juge.

A côté de cet élément stable de la Commission arbitrale, les intéressés devaient avoir les moyens de produire leurs observations en toutes circonstances. C'est pourquoi on décida qu'à propos de chaque affaire spéciale, chacune aurait son représentant nommé « l'un par les exploitants, l'autre par la majorité des ouvriers et employés ».

La majorité des intéressés eurent recours à ce mode de liquidation : 19 Caisses comprenant 42.476 assurés s'adressèrent à la Commission Arbitrale. (1)

Les décisions rendues s'inspirent des principes généraux que nous avons énoncés. Toutefois dans d'assez nombreuses hypothèses où il était manifeste que les engagements n'auraient pu être tenus, des réductions parfois importantes furent opérées.

Par certains côtés, on obtint des résultats plus avanta-

(1) Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs ; Page 20.

geux qu'avec l'entente amiable. C'est ainsi que l'on fixa un âge déterminé pour l'entrée en jouissance de la pension sans exiger l'invalidité de l'assuré. La clause de déchéance fut écartée. Cependant ce n'est pas encore tout-à-fait le système actuel qui est adopté. Dans beaucoup de cas, l'ouvrier mineur qui cesse d'appartenir à la Caisse se voit supprimé une part de ses droits pouvant aller jusqu'à la moitié.

Il fallait prévoir les ressources. La commission décida qu'elles seraient produites par une contribution ouvrière dont le taux adopté varia dans d'assez grandes limites suivant les exploitations et suivant la nature des engagements. Généralement ce fut un chiffre allant de $1\frac{1}{2}$ à 2 % du salaire. On applique ici les mêmes règles que la loi de 1894 prévoit en matière de retraites. Tout versement ouvrier doit entraîner un versement patronal correspondant.

Une chose surtout est remarquable : Non seulement les intéressés contribuent à alimenter la caisse de liquidation, mais tous les ouvriers mineurs qu'ils appartiennent ou non à l'exploitation au moment de la promulgation de la loi. Cette mesure fut appliquée depuis lors sans provoquer de réclamations de la part de ceux qui toujours plus nombreux n'avaient aucun bénéfice à retirer d'une telle disposition.

En présence d'un pareil sentiment de solidarité, les représentants des ouvriers mineurs se prétendront bien fondés à réclamer une retraite uniforme de deux francs par jour, sans distinction entre les salaires, par conséquent quels que soient les versements supportés par les assurés. L'adoption d'une mesure contraire risquerait selon eux de détruire un élément qui fut toujours l'un des facteurs les plus importants du succès des revendications minières.

3. *Liquidation judiciaire.* — A défaut d'entente amiable et d'entente en vue de saisir la Commission Arbitrale,

les intéressés devaient recourir aux tribunaux. C'est la solution extrême, l'issue à laquelle on doit aboutir nécessairement lorsqu'on a épuisé tous les moyens de conciliation. Fort heureusement, cette disposition du législateur joua pour une infime minorité : 6 Caisses avec 9.010 adhérents (1).

Dans cette hypothèse, on s'est appliqué à réduire les frais au minimum. Les affaires dévolues au juge devaient être jugées d'urgence et dans la forme sommaire.

VI — Jugement sur la législation de 1894

1°. — *Difficultés d'application de la nouvelle législation.*

La loi du 29 juin 1894 n'a pu produire son plein effet. Porter un jugement sur l'œuvre du législateur peut donc sembler quelque peu téméraire. C'est cependant ce que nous allons essayer de faire.

Au début, la nouvelle réforme rencontra des résistances très vives tant ouvrières que patronales. L'acceptation d'un principe nouveau est toujours malaisé, même dans les milieux qui semblent le plus favorables. Au 31 décembre 1897 (2) le nombre des entreprises minières ayant refusé de se plier à la législation des retraites se trouvait être de 116 sur un total de 313, proportion énorme de nature à effrayer au premier abord. Toutefois, à l'examen, les chiffres perdent de leur importance. Ces 116 exploitations réfractaires ne comprenaient que 4.294 ouvriers.

Ce sont donc les petites entreprises qui ont réagi de la façon la plus vive. L'explication en est très simple. Il s'agissait d'exploitations pour la plupart récentes, se présentant sous un avenir limité. Les charges qu'on

(1) Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs : Page 20.

(2) Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs. Page 9.

venait leur imposer auraient pu être difficilement supportées. D'autre part le personnel ouvrier employé y est très instable. Ce sont des mineurs par occasion. Il eut été non moins difficile de les obliger aux versements prescrits et de les astreindre à la procédure si compliquée du livret.

Les grandes Compagnies, au contraire, s'accommodèrent sans trop de difficultés de la nouvelle législation. De ce côté, il est vrai, le succès se trouvait singulièrement facilité. En particulier, c'était dans les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais que les institutions de prévoyance fonctionnaient avec le plus de régularité. Les résistances lorsqu'elles se produisirent furent surtout provoquées par le fait que les avantages consacrés par l'état de choses antérieur se trouvaient plus élevés.

Cependant, pour de nombreuses exploitations de ce genre, il y avait une cause sérieuse de non-application de la loi. Nous voulons parler des Compagnies qui étant à proximité de la frontière, font une large part dans leur personnel, à l'élément étranger. On constate que pour les ouvriers mineurs de cette catégorie, l'acceptation de la loi du 29 juin 1894 est loin d'être unanime. On n'a pourtant pas oublié les ardentes polémiques auxquelles donna lieu l'admission des ouvriers étrangers au bénéfice des retraites.

Les motifs de l'abstention dans cette hypothèse se comprennent d'ailleurs aisément. L'ouvrier étranger ne se trouve fixé sur notre sol que temporairement. Parfois même, c'est chaque jour qu'il passe et repasse la frontière par ces trains spéciaux qui le déversent à l'endroit de son travail. On saisit donc que continuant d'appartenir à une nationalité étrangère, il ne se soucie guère d'une législation qui n'est pas la sienne.

En ce qui le concerne, un autre obstacle s'opposait à l'application de la nouvelle législation. Nous verrons plus loin combien était compliquée, la procédure établie pour

la délivrance du livret. Il y a de nombreuses pièces justificatives à présenter. Si le cas se présente pour le mineur étranger, il doit s'adresser à son consul, avancer des frais considérables peut-être, pour se procurer les documents nécessaires. On conçoit qu'il recule devant l'accomplissement des formalités, surtout s'il n'envisage son séjour en France que pour une durée très limitée.

En signalant les difficultés rencontrées par la loi du 29 juin 1894, nous n'oublierons pas de mentionner les ouvriers mineurs ayant opté pour le régime antérieur suivant la faculté qui leur en était réservée par l'article 25. Leur nombre s'élevait au 31 décembre 1907 à 29.308 (1) soit à peu près le quart de ceux qui pouvaient user du droit d'option.

On a maintes fois signalé les abus entraînés par cette disposition. Ils contribuèrent pour beaucoup à retarder l'application de la loi. Nous avons vu en effet que seuls pouvaient invoquer le bénéfice de l'article 25, les ouvriers ayant une pension en cours d'acquisition. La législation sur ce point est très nette. Or, très souvent on n'exerça aucun contrôle et on permit à tout ouvrier mineur même non affilié à une institution de prévoyance de s'en prévaloir.

2°. — *Critiques adressées à la législation de 1894.*

a) *Formalités trop compliquées qui accompagnent l'institution du livret*

La législation de 1894 prêtait à de nombreuses critiques dont la justification est particulièrement facile. Les formalités qui accompagnent l'institution du livret sont de leur essence bien trop compliquées. Du fait de leur observance l'ouvrier mineur se trouve constamment privé

(1) Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs. Page 9.

du seul moyen qu'il ait de se rendre compte du fonctionnement de sa pension. A ce point de vue d'ailleurs, exploitants et ouvriers étaient d'accord pour reconnaître les déficiences de l'œuvre du législateur et réclamer des réformes. Entrons donc dans le détail de ces formalités.

Au moment de son embauchage, l'ouvrier mineur doit produire les pièces nécessaires à l'établissement du livret. Ce sera suivant les cas, son acte de naissance, s'il est marié celui de sa femme et l'acte de mariage. S'il est déjà soumis au régime des retraites minières, il se contentera de fournir le livret établi et mis à jour par les différentes compagnies où il a précédemment travaillé. A défaut il indiquera la compagnie détentrice auprès de laquelle le nouvel exploitant fera toutes démarches nécessaires pour se le procurer.

Dans ces divers cas c'est un délai de 3 à 5 mois qui s'écoulera avant que la situation de l'ouvrier mineur soit définitivement réglée; mais d'ici là, bien des événements peuvent se produire et dans l'intervalle notamment, le titulaire du livret peut avoir changé d'exploitation.

Les mêmes complications se retrouvent à propos des versements trimestriels. Les bordereaux sont accompagnés du dépôt des livrets chez le receveur particulier. Celui-ci les transmet au trésorier général qui à son tour les fait parvenir à la Caisse des dépôts et consignations. Toutes ces formalités sont bien près d'absorber l'intervalle de 3 mois qui s'écoule entre les versements. Parfois même l'exploitant ne revoie jamais les livrets, donc à plus forte raison le titulaire. Dans ces conditions il est bien certain que la retraite ne peut avoir l'influence moralisatrice souhaitée.

D'ailleurs serait-il rentré en possession de son livret que l'ouvrier mineur aurait été loin d'y porter tout l'intérêt désiré. Comment s'y serait-il reconnu ? Au regard de chaque versement se trouve portée la rente corres-

pondante à laquelle il a droit à l'âge de 55 ans. La complication était bien inutile. Tous ces chiffres alignés les uns au-dessous des autres avaient pour l'assuré quelque chose d'énigmatique.

Lorsque l'ouvrier mineur changeait d'exploitation, il ne pouvait être question de lui remettre immédiatement son livret, même si celui-ci se trouvait aux mains des compagnies. En effet, il fallait effectuer les versements correspondant au règlement de comptes, ce qui nécessitait un délai de deux ou trois mois. Encore, si le titulaire avait indiqué l'endroit où il allait s'embaucher, il aurait été facile à l'exploitant de lui faire parvenir son livret, mais tel n'était pas le cas, la plupart du temps. C'est ce qui résultait d'une note publiée par le Comité des Houillères (1).

« Très souvent l'ouvrier évite de donner aucune indication sur l'endroit où il va par défiance de ses créanciers. Souvent il craint que des renseignements sur son passé ne risquent de suivre son livret. Souvent aussi il part sans savoir où il va et par négligence omet ensuite de transmettre le renseignement qui permettrait de le retrouver. »

Il existait encore d'autres causes de désaffection de la corporation minière à l'égard de la loi de 1894.

Les versements sont prescrits pour tous ouvriers et employés des mines, quel que soit leur âge. Donc que la jeune fille se marie, que le jeune garçon parte pour le service militaire et voilà le livret abandonné. Plus tard, certains auront peut-être l'idée de faire valoir leurs droits, mais combien plus nombreux étaient ceux dont on n'entendait plus parler.

Enfin certains ouvriers des mines passent dans les in-

(1) Comité central des Houillères de France : Note relative aux conditions de fonctionnement des livrets individuels établis en exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les pensions de retraite des ouvriers mineurs (1902).

dustries annexes pour lesquelles la législation des retraites ne joue plus. Dès lors, ils se désintéressent des versements qu'ils ont pu accomplir et qui peut-être ne leur donnent droit qu'à une retraite insignifiante.

b) Statistiques : Réformes proposées

D'une enquête faite deux ans seulement après l'application de la loi, il résultait qu'il y avait déjà 16.000 livrets abandonnés.

Une nouvelle enquête ordonnée par les soins du Comité des Houillères montrait qu'au 1^{er} décembre 1901 ce chiffre s'élevait à environ 50.000 dont 45.000 pour les mines de houille (1).

Les dernières statistiques faites sous la même direction établissent qu'au 31 décembre 1907, soit six ans après, 90.000 livrets étaient abandonnés par leurs titulaires, c'est-à-dire que le nombre de ceux ayant renoncé au bénéfice de la loi avait presque doublé. Nul doute que ces chiffres ne se fussent encore accrus depuis dans les mêmes proportions.

A l'examen on découvre que le pourcentage des livrets abandonnés est moindre dans le Nord, le Pas-de-Calais et le Centre, où les salaires étant plus élevés, les retenues opérées sont par conséquent plus fortes. Pour le Pas-de-Calais et le Centre, la proportion des abandons par rapport aux ouvriers employés est de 41 % ; dans le Nord elle tombe à 20 %, mais si nous prenons la Loire c'est 65 %, le Gard 59 %, l'Hérault 62 %, les Bouches-du-Rhône 84 %, l'Isère 98 %. Dans les mines métalliques, cette proportion reste à 69 %. Enfin pour un total de 72.486 livrets sur lesquels portèrent les calculs, les sommes abandonnées représentaient un capital de 7.143.716

(1) Comité central des Houillères de France (voir plus haut, page 55).

francs, ce qui correspond à un versement moyen de 100 francs par livret (1).

Le Comité des Houillères se demandait l'utilisation qui serait faite de ces sommes. Devait-on leur appliquer la prescription trentenaire et constituer un fonds de majoration qui aurait servi à bonifier les autres pensions ? En même temps il présentait un certain nombre de réformes suggérées par les compagnies auprès desquelles s'était poursuivie son enquête.

Les unes demandaient l'usage de cartes d'identité, portant les noms, prénoms de l'ouvrier et de sa femme, leurs âges, dates et lieux de naissance ainsi que le numéro d'ordre du livret de retraite. Celui-ci serait resté immobilisé à la Trésorerie. Le titulaire aurait été prévenu des versements par affiches apposées par les soins de l'exploitant. Au besoin, il aurait pu s'en assurer lui-même. Enfin, à certaines époques, chaque année par exemple, l'administration de la Trésorerie l'aurait renseigné sur l'état de ses versements et le chiffre de pension correspondant.

Cette première suggestion avait pour origine, la création par certaines compagnies de fiches d'identité, permettant de retrouver plus facilement les livrets des ouvriers qui se présentaient à l'embauche.

D'autres exploitations réclamaient une accélération des inscriptions. On préconisait même de remettre ce service aux compagnies, sous contrôle bien entendu. Enfin on présentait le système allemand de la carte et des timbres-retraites, système qui a été adopté depuis par la loi du 5 avril 1910.

(1) Comité central des Houillères de France : Note sur le régime des livrets individuels de retraites des ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894 et sur les réformes à y introduire (octobre 1909).

c) *Autres reproches adressés à la loi du 29 juin 1894*

Ce n'étaient pas les seuls reproches adressés à la loi du 29 juin 1894 dans les milieux intéressés. Nous avons déjà fait entrevoir certaines des critiques, qui seront l'origine de la nouvelle législation. Depuis de nombreuses années, les réclamations de la corporation minière portaient sur deux points principaux :

Tout d'abord, l'absence de mesures transitoires crée une situation lamentable aux « vieux ouvriers mineurs » qui n'ont pu participer tout au moins complètement au nouveau régime des retraites.

En second lieu, en considérant ceux-là même pour lesquels la loi doit jouer entièrement, les résultats entrevus dès maintenant semblent hors de proportion avec les sacrifices exigés.

De là, deux séries de réformes proposées : Aide aux vieux mineurs remplissant certaines conditions au point de vue des années de services qu'ils aient ou non travaillé dans la même compagnie ; majoration du taux des pensions instituées par le législateur de 1894.

D'autres mesures seront préconisées, justement parce que sur ces points elles paraissent susceptibles de hâter la réalisation de leurs vœux. Ainsi la substitution d'une Caisse autonome des ouvriers mineurs, à la Caisse nationale des Retraites, la juxtaposition au principe ancien de la capitalisation, du principe nouveau de la répartition, permettraient selon eux d'atteindre plus sûrement la retraite tant désirée de 2 francs par jour.

d) *Situation des « vieux ouvriers mineurs »*

Quoique l'expression soit impropre, c'est sur ce point que la législation des retraites a subi sa première modification. Nous avons déjà signalé la profonde lacune de la loi et l'inspiration meilleure du législateur de 1910

qui, profitant de l'expérience acquise, assure aux retraités de cette catégorie une allocation maximum.

Pareille anomalie ne pouvait rester longtemps sans être signalée. La question fut agitée dans les Congrès miniers. Au Congrès de Lens tenu le 28 août 1898, on adopte une proposition de loi « ayant pour but de pensionner tous les vieux ouvriers mineurs, qui ont « 30 années de services au fond, sans conditions d'âge, « qu'ils aient ou non travaillé dans une ou plusieurs « Compagnies » (1).

On faisait allusion à la fameuse clause de déchéance inscrite dans la plupart des statuts des anciennes caisses et en vertu de laquelle l'assuré qui pour une cause ou pour une autre, venait à quitter la compagnie avant l'âge fixé pour l'entrée en jouissance, perdait tous droits à sa pension.

Le 5 novembre 1901, une proposition de loi est déposée au nom du gouvernement par M. Pierre Baudin, ministre des Travaux publics et M. Caillaux, ministre des Finances, à l'effet de venir en aide « aux vieux ouvriers mineurs ». Tous ceux qui en raison de leur âge n'auraient pu effectuer les versements suffisants versaient leurs pensions bonifiées grâce à un fonds spécial avancé au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations.

Cette avance aurait été remboursée par les taxes nouvelles suivantes, dont le ministre proposait la création : centimes additionnels à la redevance proportionnelle, à concurrence des sommes nécessaires pour répondre aux charges assumées ; produits des adjudications des concessions de mines.

La réforme aurait opéré une transformation radicale du régime minier actuel. De gratuites, les concessions auraient été distribuées aux enchères.

(1) Comité central des Houillères (*Musée Social* 9610). Congrès des mineurs de Lens, 28 août 1898.

Le projet fut renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociale. Celle-ci fit entendre le Président du Comité central des Houillères et les délégués des compagnies dans le but de faire connaître leurs observations à l'égard de la réforme projetée (1).

Le produit des adjudications des concessions de mines supposait une modification radicale de la loi de 1810, mais un tel projet, s'il avait été adopté, aurait fort risqué d'amener les plus graves perturbations dans notre régime minier. Pour s'en rendre compte, il suffit de suivre M. Gruner, secrétaire du Comité central des Houillères, dans ses critiques contre une réforme « qui découragera « les recherches, et exposera à tout instant l'inventeur « à être évincé par un syndicat financier possédant plus « de ressources que lui ».

Relativement aux centimes additionnels à la redevance proportionnelle, M. Gruner estimait que la mesure aurait été profondément injuste vis-à-vis de compagnies qui s'imposaient « depuis de longues années de lourds « sacrifices pour assurer des pensions de 300 francs à « tous leurs ouvriers mineurs ». L'injustice eut été d'autant plus grande que ceux-ci n'auraient en rien bénéficié du régime nouveau. En résumé, là comme ailleurs, on devait laisser à l'initiative privée le soin d'aviser suivant les circonstances.

VII. — Grèves de 1902. — Loi du 31 Mars 1903.

1°. — *Origine du mouvement :*

Projets de réformes. — Congrès miniers.

Nous arrivons au grand mouvement ouvrier d'où allait sortir la loi de 1903. qui marque le premier pas dans la voie de l'amélioration des retraites minières.

(1) Comité central des Houillères de France : observations présentées à la commission d'assurance et de prévoyance sociale le 26 novembre 1901, au sujet du projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.

A la vérité, depuis longtemps déjà, l'attitude des ouvriers mineurs restait menaçante. Leurs revendications portaient sur différents points dont les principaux avaient trait à la modification du régime des retraites, à la limitation de la durée de travail, au maintien des primes aux salaires.

Au Congrès de Denain, tenu en septembre 1899, ces diverses questions furent agitées (1). On décide notamment que le versement de l'exploitant en vue de la retraite doit s'élever à 6 % du salaire. Par contre on ne doit exiger aucune retenue de la part de l'ouvrier et dans tous les cas, celui-ci doit être assuré de toucher une pension minimum de 2 francs par jour après 25 ans de services et 50 ans d'âge, par la stipulation qu'en cas d'insuffisance de la cotisation patronale, l'Etat soldera la différence. En même temps on adopte une mesure qui allait singulièrement favoriser l'unité du mouvement minier et donner d'autant plus de force à leurs revendications. On fonde la Fédération nationale des mineurs, groupant les quatre Fédérations régionales du Nord et du Pas-de-Calais, de la Loire, du Centre et du Sud.

L'année suivante, au Congrès de Montceau-les-Mines, les mêmes résolutions furent prises en ce qui concerne les modifications à apporter au régime des retraites (1).

M. Basly, au Congrès de Lens, tenu en avril 1901, fait connaître que Waldeck-Rousseau, en réponse aux revendications minières, accepte de déposer un projet de loi majorant les versements ouvriers et patronaux, ce qui permettra d'accroître la pension. Néanmoins les délégués mineurs maintiennent leurs revendications et on adopte la motion suivante : (2)

« Le Congrès estime que la retraite des ouvriers mineurs doit être fixée à 2 francs par jour après 25 ans de services, sans conditions d'âge et que la retraite

(1) Comptes rendus de la Presse : *Musée Social* 4514.

(2) Comptes rendus de la Presse : *Musée Social* 4514.

« proportionnelle doit toujours être servie à l'âge de
« 45 ans, mais qu'en cas d'invalidité prématurée, elle
« sera immédiatement servie après la constatation de
« l'infirmité. Néanmoins l'alimentation de ladite caisse
« sera à la charge des compagnies. »

Une dernière motion est adoptée, rendant la loi rétroactive, c'est-à-dire applicable aux ouvriers mineurs ayant une pension en cours d'acquisition.

Enfin, pour la première fois, on envisage la question de la grève générale dans le but de faire triompher les revendications minières et d'amener les pouvoirs publics à composition. Toutefois ce dernier point de devait pas comporter de solution immédiate. A la suite du dépôt de plusieurs propositions de lois tendant à modifier le régime des retraites minières et à réglementer la durée du travail dans les mines, le Comité national de la Fédération des mineurs de France décide d'ajourner les effets de la disposition du Congrès de Lens.

En dehors du projet Baudin, dont nous avons analysé sommairement les dispositions, il y avait également une proposition de loi présentée par Odilon-Barot, député, tendant à abaisser à 50 ans l'âge de la retraite et à transformer du tout au tout l'administration des capitaux provenant des versements effectués par les intéressés (1). En somme c'est la répartition substituée à la capitalisation, celle-ci ne jouant plus que pour les sommes versées antérieurement à la loi. De cette façon et en tablant sur une moyenne de 10.000 retraites, l'auteur de la proposition croyait pouvoir assurer à chaque ouvrier mineur une pension minimum de 576 fr.

Le Congrès d'Alais (mars 1902) vote la grève générale

(1) Comité central des Houillères de France : Observations présentées à la commission d'assurances et de prévoyance sociale le 26 novembre 1901 au sujet de la proposition de loi de M. Odilon-Barot tendant à modifier la loi du 29 juin 1894.

immédiate (1). Cependant la question devait encore être ajournée. Plusieurs délégués firent en effet remarquer que les mineurs n'étaient pas prêts, l'organisation en vue d'un tel mouvement n'étant pas terminée. Rien de plus dangereux que de s'exposer à un échec qui pourrait avoir les conséquences les plus graves pour la corporation minière. Aussi finalement décide-t-on de s'en rapporter à un prochain Congrès quant au soin de fixer la date à laquelle elle doit éclater.

Ce nouveau Congrès devait avoir lieu à Commen-try, le 24 septembre, mais dans l'intervalle les événements allaient se précipiter.

2°. — *Primes aux salaires. — Grèves.*

Propositions des Compagnies.

La question des salaires allait déclencher le mouvement. Il faut rappeler en effet que d'après les conventions d'Arras, les paies doivent correspondre pour chaque catégorie d'ouvriers, à une somme fixe appelée salaire de base, auquel vient s'ajouter un tant pour cent constituant la prime. C'est sur ce second élément que depuis de nombreuses années les ouvriers mineurs faisaient porter leurs revendications.

Les accords entre les parties sont constatés par des conventions collectives, aux termes desquelles les compagnies s'engagent à servir la prime convenue pour une période que l'on fixe d'avance mais qui, en général, ne dépasse pas trois ou quatre années.

A la suite de grèves partielles, intervint la cinquième convention d'Arras, signée le 31 octobre 1900 (2). Les

(1) Comité central des Houillères de France : Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902.

(2) Comité central des Houillères de France : Les conventions d'Arras (1893-1902).

compagnies consentaient une élévation de 10 % sur les primes en vigueur. Par suite, celles-ci se trouvaient portées à 40 % dans le Pas-de-Calais et à 20 % dans le Nord. En outre une augmentation de 10 % sous forme de primes était accordée aux ouvriers du jour.

Ces résultats devaient être maintenus jusqu'au 31 mars 1902. A ce moment, la prime de 10 % cesserait d'être payée ainsi que celle de 5 % accordée dans une entrevue précédente du 25 octobre 1899.

Les mineurs de la Loire avaient bénéficié de mesures analogues. La grève générale du bassin éclata en décembre 1899. Pour résoudre le conflit un compromis d'arbitrage fut signé entre exploitants et ouvriers et la sentence arbitrale rendue le 6 janvier 1900 accordait une prime de 9 % sur les salaires (1).

Ces avantages étaient consentis jusqu'au 30 juin 1901. A cette époque et sur un préavis de trois mois donné par l'une des parties au préfet de la Loire, une procédure arbitrale semblable déterminerait s'il y avait lieu de maintenir cette augmentation.

Après plusieurs entrevues entre représentants des exploitants et représentants des ouvriers, les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais décidèrent de réduire la prime de 10 % à partir du 1^{er} juin 1902. Les compagnies de la Loire agirent de même. La prime serait ramenée à 3 % au 16 août de la même année. Cependant en ce qui concerne ces dernières, les ouvriers mineurs les accusèrent de violer la sentence arbitrale du 6 janvier 1900 qui prévoyait un préavis de 3 mois.

Dans les deux cas on justifia les mesures prises par la baisse du prix de vente des charbons. Les primes accordées en 1900, l'avaient été en considération d'une hausse importante correspondant à une période d'activité économique intense. Ces conditions ne se retrouvant plus,

(1) Comité central des Houillères de France : La grève des mineurs de la Loire et l'arbitrage. Février 1900.

les compagnies ne pouvaient continuer d'assumer plus longtemps des charges aussi considérables.

Ces résolutions provoquèrent une vive agitation chez les intéressés. L'idée de grève générale gagna du terrain et lorsque le Congrès des mineurs se réunit à Commeny à la date fixée, des grèves partielles avaient déjà éclaté sur divers points. Les efforts déployés par de nombreux délégués des syndicats pour enrayer le mouvement et réaliser l'unité dans l'action furent vains et ce fut dans ces conditions que la grève générale fut votée à l'unanimité (1).

Le mouvement minier devait avoir un double objet : action sur les compagnies, en vue du maintien des avantages consentis par les conventions de 1900 ; action sur le gouvernement pour l'inviter à solutionner au plus vite les revendications de la corporation.

Au premier rang venaient les modifications à apporter au régime des retraites. On avait adopté un projet Basly-Lamendin « accordant aux mineurs une pension de retraite de 2 francs par jour après 50 ans d'âge et 30 années de services ».

Au 10 Octobre la cessation du travail était générale. Les ouvriers déchargeurs de charbons des ports de Dunkerque, Calais, Marseille s'unirent par solidarité aux mineurs. C'était la première fois qu'un mouvement ouvrier présentait autant d'ampleur. D'ailleurs, ce ne fut pas sans incidents. Malgré les appels au calme prodigués de divers côtés, il y eut des scènes de violence regrettables. Les députés des régions intéressées interpellèrent le Gouvernement et comme conclusion au débat, la Chambre, dans sa séance du 23 octobre, adopta l'ordre du jour suivant (2).

(1) Comité central des Houillères de France. Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902, page 36.

(2) Comité central des Houillères de France : Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902, page 61.

« La Chambre prenant acte de la déclaration du Pré-
« sident du Conseil, qu'il pressera dans les deux Cham-
« bres, la discussion et le vote des réformes, intéres-
« sant les ouvriers mineurs, confiante dans sa fermeté
« et sa sagesse, pour maintenir tout ensemble, la liberté
« du travail et le libre exercice du droit de grève, l'invite
« à user de toute son influence pour faire accepter l'ar-
« bitrage par les parties en présence et passe à l'ordre du
« jour. »

Pendant ce temps, des pourparlers étaient engagés entre les exploitants et leurs ouvriers. De son côté et comme suite à l'ordre du jour voté par les chambres, le gouvernement invitait les préfets à agir dans le sens de l'arbitrage. Les compagnies ne s'y montraient guère favorables, cependant pour prouver leur désir de conciliation, celles du Pas-de-Calais firent les propositions suivantes (1).

« Majorer à partir du 1^{er} janvier 1903 et ce, pendant
« une durée de 5 ans ou jusqu'au jour où une loi nou-
« velle interviendrait à ce sujet, avant l'expiration de ce
« délai, les pensions de retraites acquises par les ouvriers
« mineurs du Pas-de-Calais, réunissant la double con-
« dition de 55 ans d'âge et de 30 ans de services dans les
« mines du Pas-de-Calais, ayant cessé de travailler et
« dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier
« 1903.

« Les ressources destinées au service de cette majo-
« ration seront assurées par une contribution volontaire
« des Compagnies qui ne pourra excéder 3 % des salaires.

« La majoration sera réglée chaque année d'après le
« montant des ressources disponibles et ne pourra en
« aucun cas excéder les sommes nécessaires pour porter
« le total de la retraite à 600 francs pour les anciens

(1) Comité central des Houillères de France : Les conventions d'Ar-
ras (1893-1902): Page 31.

« mineurs proprement dits, ayant 30 ans de services
« dans la même compagnie et de 550 francs pour les
« dits ouvriers mineurs, ayant 30 ans de services dans
« les mines du Pas-de-Calais ».

« Pour les ouvriers des autres catégories, les maxima
« ci-dessus seront dans chaque Compagnie établis pro-
« portionnellement à ceux résultant des usages, régle-
« ments, conventions et sentences arbitrales actuelle-
« ment en vigueur.

« Pour les ouvriers, qui ayant atteint l'âge de 55 ans,
« sans avoir 30 ans de services, seront dans l'impossi-
« bilité de continuer à travailler, le maximum de pen-
« sion sera calculé pour les ouvriers mineurs propre-
« ments dits à raison de un trentième par année de
« service ».

Les Compagnies du Nord acceptèrent une combinaison analogue. Dans les deux cas, les offres ne devaient être maintenues qu'à la condition d'éviter l'arbitrage.

3°. — *Sentences arbitrales.*

Il n'en alla point ainsi. Les ouvriers ne voulurent point abandonner la question des salaires et du maintien des primes. Les offres des Compagnies étaient certes très favorables, ils le reconnaissaient eux-mêmes, mais elle ne s'adressaient qu'à une portion restreinte de l'effectif minier.

Il fallut donc désigner des arbitres. Sur la demande des syndicats, le Ministre des Travaux Publics délégua M. Delafond inspecteur général des mines, comme représentant des ouvriers. Les délégués des exploitants étaient pour le Pas-de-Calais, M. Brosselin, pour le Nord M. Heurteau.

Les sentences furent rendues les 5 et 7 novembre. Après examen de la situation du marché des charbons

et des documents fournis par l'Administration des mines, les arbitres décident que dans les deux cas, les salaires actuels sont bien proportionnés au prix de vente et qu'il n'y a pas lieu de relever les primes alors en vigueur.

Tout le mouvement avait eu pour origine les décisions des Compagnies de revenir aux tarifs antérieurs à 1900. On peut donc juger de la stupéfaction des mineurs des régions intéressées. Il est question de repousser la sentence et de continuer la grève. Cependant il était manifeste que la lassitude pénétrait dans les milieux miniers et qu'on avait hâte d'en finir. Un congrès régional se réunit à Lens, le 8 novembre et malgré les appels à la révolte de certains délégués, la cessation de la grève y est votée à une grosse majorité. Au 17 novembre « le pays noir » avait repris sa physionomie habituelle.

Les Compagnies sortaient complètement victorieuses de la lutte. Toutefois elles maintinrent généreusement les majorations de retraites offertes sous la condition de renoncer à la procédure arbitrale. Leur geste ne peut qu'être approuvé. Il contribuait à apaiser la surexcitation des esprits après un conflit particulièrement violent où les principaux intéressés venaient d'éprouver les plus amères déceptions.

La lutte se poursuivit encore dans les houillères de la Loire. L'attitude des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais y fut d'ailleurs vivement critiquée. On les accusa de trahir la cause commune et de briser le mouvement de solidarité unanime qui s'était affirmé dans la déclaration de grève.

Cette attitude sera rappelée lors de la scission qui s'est produite entre les deux organisations à propos des textes nouveaux votés par le Parlement. En 1902, les mineurs du Pas-de-Calais, abandonnèrent leurs camarades de lutte, lorsque les Compagnies eurent accordé des conventions pour briser le mouvement. De même aujourd'hui.

d'hui, ces compagnies sous couvert de générosité et de conventions collectives veulent compromettre dans l'avenir la solidarité minière, qui s'est affirmée à tant de reprises dans le passé.

Après de nombreuses entrevues, on décide là encore de recourir à l'arbitrage. Les délégués ouvriers désignent M. Briand, député de la Loire. Les exploitants porteront leur choix sur M. Cholat, membre de la Chambre de Commerce de Saint-Etienne. A défaut d'entente la décision serait remise à un tiers arbitre choisi par les deux arbitres délégués. En cas de désaccord sur ce choix, le tiers arbitre serait nécessairement le premier Président de la Cour de Cassation, M. Ballot-Beaupré. C'est ce qui advint. La sentence arbitrale du 28 novembre est de ce dernier.

Les prétentions des Compagnies triomphèrent (1) « Attendu que dans les conditions où elles se trouvent « aujourd'hui placées, les Compagnies du bassin de la « Loire sont incontestablement fondées à réduire la « prime de 9 % établie par la sentence du 6 janvier 1900 », celle-ci serait ramenée par échelons au taux de 3 %.

4°. — *Conséquences de la grève :*

Appréciations de M. Jaurès.

En résumé de ces conflits nous ne retiendrons qu'une chose. Avec M. Jaurès nous constatons que la « grève générale des mineurs a posé la question des retraites avec une netteté, une intensité qu'il n'était pas permis d'espérer à l'origine du conflit » (2).

Quels motifs avaient bien pu pousser les Compagnies

(1) Comité central des Houillères de France : Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902. Page 136.

(2) Comité central des Houillères de France : Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902. Page 231.

à agir ainsi ? » Pourquoi refusant l'amélioration de salaires qu'on leur demandait, ont-elles accordé une « amélioration des retraites qu'on ne leur demandait pas ? » A cette interrogation M. Jaurès essaie de répondre. Peut-être était-ce pour compenser les effets de leur intransigeance sur les salaires. Toutefois, selon lui, il semble plutôt que les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont obéi au désir de donner au contrat un caractère régional particulariste. C'était par là-même créer un obstacle aux grands mouvements de solidarité minière. C'est d'ailleurs en partant de ce point de vue que l'on a combattu les conventions par lesquelles ces mêmes compagnies s'offraient, lors de la discussion de la nouvelle législation, à servir à leurs retraités une pension de 2 francs par jour sans exiger de leur part aucun sacrifice supplémentaire.

Sous le ministère précédent, un projet avait été déposé qui améliorait les retraites minières en imposant aux Compagnies des charges nouvelles. Peut-être ont-elles voulu prendre les devants et rendre plus difficile l'action du législateur.

En définitive tout cela importe peu. Quelles qu'aient été les arrière pensées des exploitants, la mesure ne pouvait être qu'avantageuse pour les ouvriers mineurs. Dès maintenant « la retraite à 600 francs est proclamée et « réalisée et par là le niveau est marqué que devront « atteindre bientôt les retraites de tous les mineurs. Ils « n'ont pas réussi dans les autres bassins à conquérir cette « fois la retraite de 600 francs, mais le précédent est « créé et il sera irrésistible » (1).

(1) Comité central des Houillères : Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902.

5°. — *Loi du 31 Mars 1903. - Événements qui l'ont préparée.*

a) *Nomination d'une commission d'enquête.*

En plein conflit, sur la proposition de M. Gustave Rouanet, la Chambre adoptait un projet de résolution ainsi conçu : « Il sera nommé au scrutin de liste une « commission de 33 membres pour rechercher les causes « des conflits et les conditions d'exploitation, dans le « domaine minier français ». (1)

Conformément à cette décision, la commission des mines ainsi formée entreprit de procéder à une enquête en vue de rechercher les causes de la grève générale, établir la situation de l'industrie minière et étudier les réformes qu'il y avait lieu d'opérer. Elle se divisa en trois sous-commissions et à chacune d'elles une région déterminée fut assignée. On procéda à la visite d'un certain nombre d'exploitations, on interrogea les intéressés. Toutes les compagnies reçurent un questionnaire comprenant les principales matières ayant trait au travail minier. Ingénieurs des mines, patrons, ouvriers étaient invités à fournir leurs dépositions. Le Président de la commission, M. Drion fut heureux d'ailleurs de constater que tous se prêtèrent de bonne grâce à l'enquête et que nulle part, il n'y eut de résistance. « Nous avons conscience, dit-il, de « soumettre à nos collègues une enquête aussi complète « que possible, conduite avec une loyauté et une impartialité qui défient toute contestation. Ils y trouveront « tous les éléments d'information sur les conditions économiques de l'exploitation des mines. Ils arriveront « ainsi à se faire une opinion raisonnée sur les réformes « que le régime minier est susceptible de subir dans « l'intérêt général et pour être mieux approprié aux be-

(1) Chambre des Députés : Session de 1903, n° 878 : Procès-verbaux de la commission des mines. Page 5.

« soins du temps, tout en respectant les droits de la
« propriété dans ce qu'ils ont de légitime, mais aussi en
« se préoccupant d'assurer aux ouvriers des conditions
« de travail mieux en harmonie avec les principes dé-
« mocratiques dont doit s'inspirer la politique sociale de
« la République ». (1).

b) *Résultats de la Commission d'enquête.*

Il est intéressant encore aujourd'hui de se reporter aux résultats fournis par l'enquête de 1902-1903. On y trouve condensées avec les raisons qui militent en leur faveur toutes les revendications dont les ouvriers mineurs réclament la réalisation.

En ce qui concerne les retraites, une telle étude permet de se rendre compte de l'état d'esprit de la corporation minière d'alors. On y trouve notamment, exposée l'idée de la création d'une caisse autonome substituée à la caisse nationale des Retraites.

Nous avons déjà signalé la défiance manifestée par les intéressés à l'égard de cette institution. La lecture de leurs dépositions nous confirme dans cette opinion. A plusieurs reprises, les représentants ouvriers manifestent le désir de savoir comment est administrée la Caisse nationale des Retraites. Ils en demandent la gérance. Quelques dépositions se contentent de délégués mineurs choisis pour faire partie du conseil d'administration.

Certains préconisent l'idée de rapports annuels adressés aux syndicats ou à la mairie du lieu de l'exploitation. Les ouvriers mineurs seraient à même d'en prendre connaissance et pourraient ainsi se renseigner sur leur situation vis-à-vis de la législation de 1894.

D'autre part on considère l'âge de 55 ans comme trop

(1) Chambre des Députés : Session de 1903, n° 878 : Procès-verbaux de la commission des mines. Page 7.

tardif pour la plupart des ouvriers travaillant au fond. En outre les résultats espérés sont insuffisants, aussi réclame-t-on avec insistance la retraite de 2 francs par jour après 50 ans d'âge.

De leur côté les exploitants ne se font pas faute de signaler aux commissaires enquêteurs, le grand nombre de livrets abandonnés. A leur avis, il y a là une fissure sérieuse qui ne fera que s'accroître par la suite. Le législateur doit s'efforcer d'y remédier au plus vite.

c) Dépositions de M. Charpentier, député de la Loire

et de M. du Rousset

président du Comité des Houillères de la Loire

Il est un point sur lequel les dépositions concordent. Il s'agit de la situation faite aux vieux ouvriers mineurs et du défaut de mesures transitoires dans l'œuvre du législateur de 1894. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la déposition de M. Charpentier, député de la Loire. Les précisions qu'il fournit, sont d'ailleurs confirmées par M. du Rousset, président du Comité des Houillères de la Loire.

Depuis longtemps dans le bassin de la Loire, fonctionnait une caisse centrale à laquelle étaient affiliées les principales compagnies. Cette caisse assurait une pension de 300 francs à tout ouvrier mineur, âgé de 55 ans, ayant accompli 30 ans de services dans l'une ou l'autre des exploitations syndiquées. Les ressources étaient assurées par des cotisations patronales et ouvrières égales.

Au lendemain du vote de la loi du 29 juin 1894, les assurés qui comptaient 20 à 25 années de services optèrent pour l'ancien état de choses. Ceux dont les états étaient moins longs choisirent en général le système du législateur. Pour eux, conformément à la législation nou-

velle, on devait procéder à la liquidation des anciennes caisses. L'opération fut conduite par un liquidateur judiciaire et un jugement rendu par le tribunal civil de Saint-Etienne homologua les décisions prises.

« C'est en vertu de ce jugement, nous dit M. du Rousset, que tous les ouvriers qui travaillaient dans une des compagnies associées à la Caisse centrale au moment de la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894 versent 1 $\frac{1}{2}$ % de leur salaire pour la liquidation de l'ancienne Caisse. Tous d'ailleurs profitent de ce versement, qu'ils aient ou non renoncé au bénéfice de l'article 2 de la loi, puisque ceux qui ont opté pour la Caisse nationale auront droit à 55 ans d'âge et après 30 ans de services, à une pension de 10 francs par année de service effectuée dans les compagnies associées à la Caisse centrale, antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894. » (1)

Ainsi l'ouvrier qui au 29 juin 1894 comptait 10 années de services touchera une pension de 100 francs concurremment avec celle provenant des versements effectués à la Caisse nationale des Retraites.

A quoi M. Charpentier objecte : La double condition de 55 ans d'âge et 30 ans de services dans l'une ou l'autre des compagnies affiliées à la Caisse centrale confère à l'ouvrier mineur un droit qui apparaît aléatoire au premier chef (2).

« Tout d'abord en effet, d'une part, il ne dépend pas toujours de la volonté de l'ouvrier, de continuer à travailler au service d'une compagnie déterminée, les circonstances pouvant l'obliger à se déplacer d'une ville à l'autre ou d'une exploitation à l'autre. Et d'autre part il se peut aussi qu'il soit congédié arbitraire-

(1) Chambre des Députés : Session de 1903, n° 878 : Procès-verbaux de la commission des mines. Page 152.

(2) Chambre des Députés : Session de 1903, n° 878 : Procès-verbaux de la commission des mines. Page 143.

« ment, contre son gré, pour un motif plus ou moins
« plausible et légitime. »

En outre il faut tenir compte également de la situation très intéressante des ouvriers appartenant à une entreprise indépendante qui ne comportait pas d'organisations de retraites antérieurement à 1894. Dans cette hypothèse la pension se trouve uniquement constituée par les versements effectués depuis cette époque à la Caisse nationale des Retraites. C'est dire son insuffisance. M. Charpentier fait allusion aux majorations de pensions consenties par les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais et aux mesures de réciprocité qu'elles ont adoptées. Un tel régime devrait être appliqué dans la Loire.
« Cela permettrait de corriger avantageusement dans
« une certaine mesure, les imperfections de la loi de 1894
« en constituant une amélioration sensible du régime
« des pensions des ouvriers mineurs » (1).

d) *Projet de loi du Gouvernement :*

Incorporation à la loi de finances

Le 6 décembre 1902, c'est-à-dire peu après la décision des Chambres ordonnant de procéder à une enquête, et au lendemain du conflit qui avait tant agité la population minière, un projet de loi était déposé au nom du gouvernement par M. Maruéjouls, ministre des Travaux publics et M. Rouvier, ministre des Finances. D'après l'exposé des motifs, il s'agit de compléter les mesures prises par les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais en faveur de leurs pensionnés (2).

(1) Chambre des députés : Session de 1903, n° 878. Procès-verbaux de la commission des mines. Page 144.

(2) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs. Page 47.

Les majorations de retraites prévues par les nouvelles conventions sont consenties sous certaines conditions aux ouvriers mineurs dont le droit à la pension sera liquidé à partir du 1^{er} janvier 1903. Il y a mieux. Le législateur doit venir en aide aux ouvriers mineurs qui ne rentrent pas dans les cas prévus par les conventions collectives et qui par suite du système de capitalisation adopté en 1894 ne retirent de la législation actuelle que des avantages insignifiants.

Deux catégories de vieux ouvriers sont appelés à bénéficier des textes que l'on présente à la ratification des Chambres.

En premier lieu, ceux qui ont abandonné tout travail à la mine. Beaucoup d'entre eux ne jouissent d'aucune pension. Ils appartenaient à des exploitations ne possédant pas d'institutions de prévoyance. Dans d'autres cas, par suite de l'extension abusive de la faculté d'option accordée par l'article 25 ou encore en raison de décisions plus ou moins critiquables rendues lors de la liquidation des anciennes caisses, ils se sont vus frustrés d'avantages qu'à un certain moment ils avaient pu légitimement concevoir. D'autres enfin reçoivent une pension en vertu du titre II ou du titre IV mais le taux en est notoirement insuffisant.

En second lieu, on doit également se préoccuper des « vieux ouvriers » qui travaillent encore à la mine qui seront retraités du titre II ou du titre IV, mais dont la pension doit rester inférieure à un certain minimum. Ces derniers bénéficieront de majorations dans les exploitations du Nord et du Pas-de-Calais, mais ne recevront rien ailleurs. Le législateur doit combler la lacune et compléter l'œuvre d'assistance et de prévoyance entreprise par les compagnies. En somme, pour cette dernière catégorie, le projet du gouvernement venait consacrer les idées émises par M. Charpentier devant la commission d'enquête.

Un crédit de 1 million dont le tiers serait mis à la charge des exploitants était affecté à la réalisation de ces diverses mesures.

Le projet déterminait suivant quelles règles se ferait la répartition entre les ayants-droit.

Un tiers de la somme soit 333.333 francs contribuerait à la majoration des pensions de plus de 50 francs, acquises au 1^{er} janvier 1903, sans toutefois que la rente totale puisse être portée au delà de 360 francs.

Les deux autres tiers seraient distribués entre tous les ouvriers mineurs, comptant 55 ans d'âge et 30 ans de services, ne touchant aucune pension, si ce n'est en vertu du titre II. Sont également compris dans cette catégorie, ceux ayant droit à une pension du titre IV inférieure à 50 francs. En ce qui concerne les « vieux ouvriers » qui touchent la pension minime du titre II mais qui travaillent encore à la mine, il est décidé qu'ils pourront se prévaloir des dispositions légales. Celles-ci cesseraient de jouer si dans la suite il venait à leur être attribué une pension du titre IV.

Dans ces divers cas et pour cette seconde catégorie de bénéficiaires, l'allocation maximum était fixée à 240 francs.

Le projet que l'on proposait aux Chambres séparait donc deux situations bien distinctes :

Tout d'abord le cas où le pensionné possède une rente, modeste sans doute, mais cependant suffisante pour qu'il en soit tenu compte dans la répartition des crédits. Les vieux ouvriers de cette catégorie, bénéficieront de majoration, ils seront désignés sous le nom de majorataires.

La seconde hypothèse est relative à l'ouvrier mineur dont la pension à supposer qu'elle existe apparaît comme quantité négligeable. On fera comme s'il ne touchait rien. Mais comme dans ce cas on ne peut tenir compte en sa faveur d'un effort quelconque de prévoyance, le

maximum qu'il pourra atteindre est sensiblement abaissé.

Les réformes proposées réalisaient un progrès indiscutable, cependant les améliorations apportées étaient loin d'être suffisantes. D'autre part en raison même des multiples conditions posées elles ne devaient s'appliquer qu'à une catégorie assez restreinte « de vieux ouvriers ». Le projet fut renvoyé pour examen à la Commission du budget. Il revint sans modifications devant la Chambre des députés le 3 mars 1903, sous forme d'articles additionnels à la loi de Finances.

Les dispositions ainsi que la procédure suivie furent vivement critiquées. Une réforme de cette importance qui allait imposer des charges supplémentaires aux exploitants n'était pas à sa place.

C'était peut-être le meilleur argument que l'on pouvait opposer. Il est bien certain que sous forme d'articles additionnels à la loi de Finances, le législateur se plaît à réglementer les matières les plus diverses. En période normale, il y avait là un abus qui tendait à s'accroître d'année en année. Mais quant à dire que les retraites ouvrières étant à l'ordre du jour des Chambres, il fallait attendre la solution de la question pour songer à intervenir, autant fallait déclarer net qu'on repoussait le projet. La lenteur du travail parlementaire, et nous en avons la preuve puisque la matière ne sera consacrée qu'en 1910, eut bientôt fait de rendre toute réglementation inutile, la majorité des intéressés auxquels on s'adressait ayant disparu.

Quoiqu'il en soit, ces diverses critiques ne portèrent pas. Le projet du gouvernement fut adopté dans les deux Chambres sans modifications importantes. Ce devait être la loi de Finances du 31 mars 1903, articles 84 à 98.

3°. — *Loi du 31 Mars 1903 : Aperçu critique.*

Les textes législatifs s'étendent longuement sur les formalités que les bénéficiaires sont appelés à remplir. L'ouvrier mineur qui remplit les conditions fixées par le législateur doit faire une déclaration devant le maire de la commune de son domicile. Les déclarations ainsi produites sont soumises à une commission, composée du :

« Préfet ou son représentant, président ;

« L'ingénieur en chef des mines ou un fonctionnaire de l'administration des mines délégué par lui ;

« Le Directeur des Contributions directes ou un fonctionnaire de cette administration délégué par lui ;

« Un exploitant et un ouvrier des mines du département.

« Le préfet désigne cet exploitant et cet ouvrier. »

Ces deux derniers paragraphes ont été introduits par une loi du 28 juillet 1903.

« La commission examine et admet s'il y a lieu les titres invoqués dans les déclarations ; elle arrête le montant des revenus personnels et celui de la pension à majorer. »

En effet, aussi bien pour le cas d'allocation que pour le cas de majoration, les revenus personnels de l'allocataire ou du majorataire et ceux de son conjoint sont déduits des taux admis par l'arrêté ministériel de répartition.

Toutefois il est une catégorie de revenus auxquels ces dispositions ne s'appliquent pas. Ce sont les produits du travail, et au cas d'allocation, les pensions servies en vertu du titre II ou du titre IV, lorsque ces dernières se trouvent inférieures à 50 francs.

Il a paru qu'en raison du caractère intéressant que présentent ces diverses sources de revenus, le législateur devait faire bénéficier leurs titulaires, de mesures particulièrement bienveillantes.

La répartition des crédits est arrêtée annuellement par le ministre du Travail et de la prévoyance sociale sur le vu des décisions rendues par les commissions. Ces décisions peuvent être l'objet d'un recours en Conseil d'Etat, pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi. Il en est de même de l'arrêté ministériel de répartition. Dans les deux cas, les recours ont lieu sans frais et sont dispensés d'avocat.

En terminant cette étude, il est bon de noter que les majorations et allocations ne doivent bénéficier qu'aux mineurs de nationalité française. Il y a analogie avec les dispositions de la loi du 20 juillet 1886 relatives aux bonifications accordées aux pensionnés de la Caisse nationale des retraites en cas de liquidation anticipée.

7°. — *Modifications successives*

apportées à la loi du 31 Mars 1903.

La loi du 31 mars 1903 que l'on a qualifiée avec justesse de loi de circonstance contenait de nombreuses imperfections. Le législateur devait être appelé à modifier son œuvre à plusieurs reprises différentes, au fur et à mesure que des abus lui étaient signalés.

Une première fois, le 21 juillet 1903, comme nous l'avons rappelé plus haut. Antérieurement, l'ouvrier désigné par le préfet pour faire partie de la Commission devait nécessairement être pris dans le bureau d'une société de secours. Or, il arrivait qu'en certaines régions les sociétés de secours ne s'étaient pas constituées, d'où difficulté. Le texte en question permet au préfet de porter son choix sur tout autre ouvrier.

Le 22 avril 1905, seconde modification apportée par la loi des Finances :

« Les dispositions de l'article 84 de la loi du 31 mars 1903 sont applicables à ceux des mineurs qui ayant

« droit à l'allocation en 1903, n'ont été pensionnés que « postérieurement à cette date. » (1)

Il s'agit de l'allocataire qui travaille encore à la mine et qui vient à bénéficier d'une pension du titre IV supérieure à 50 francs. Les textes contenaient une injustice criante. Non seulement l'individu qui rentrait dans cette catégorie perdait tout droit à l'allocation, mais même, il se voyait refuser toute majoration de pension. La correction apportée a pour effet de le faire rentrer dans le droit commun.

La loi de Finances du 17 avril apporte une amélioration nouvelle dans son article 66 :

« La majoration et l'allocation prévues par l'article 84 « de la loi de Finances du 31 mars 1903 sont réversi-
« bles par moitié sur la tête du conjoint survivant et non
« remarié.

Cette disposition venait accroître le nombre des ayants-droit à la répartition du million. Par là même elle retardait le moment où par suite des décès survenus chez les parties prenantes, le plein des majorations et allocations allait être accordé.

8°. — *Loi du 31 Décembre 1907.*

La loi de Finances du 31 décembre 1907 allait encore admettre toute une catégorie nouvelle de bénéficiaires. Pour être appelé à se prévaloir de la loi du 31 mars 1903, l'ouvrier mineur devait établir qu'au premier janvier de cette année, il remplissait les conditions posées par le législateur.

Cette rédaction avait été imposée par les conventions du Nord et du Pas-de-Calais, les majorations devant ces-

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Recueil de documents sur la Prévoyance sociale : Les Retraites et les Caisses de secours des ouvriers mineurs (1909). Page 53.

ser de produire leur effet au cas où une nouvelle réglementation en la matière serait intervenue.

En 1907, on pensa que les mêmes compagnies n'oseraient plus revenir sur leurs engagements. Ceux-ci renouvelés en 1906 pour une nouvelle période de cinq années, constituaient comme une sorte de droit acquis pour le personnel occupé. Ce fut alors dans ces conditions qu'on étendit le bénéfice des dispositions de 1903, à tous ouvriers et employés des mines qui au 1^{er} janvier de chaque année se trouvent dans l'une des deux hypothèses prévues par cette législation.

Pareille mesure se justifiait pleinement, car tous indistinctement font partie de la période transitoire. Sans doute les majorations des compagnies viennent améliorer le sort d'un grand nombre, mais elles laissent en dehors de leurs prévisions des exploitations houillères importantes. Désormais les mineurs de la Loire, du Centre et du Midi bénéficieront d'une assistance analogue. Si dans les deux cas, les avantages accordés ne sont pas équivalents, car il faut bien tenir compte des nécessités budgétaires autant que de la prospérité financière des compagnies, les dispositions nouvelles n'en réalisent pas moins un progrès sensible sur la situation antérieure.

Pour répondre aux nouvelles exigences et apporter à chacun un secours raisonnable, le crédit affecté chaque année aux intéressés est porté à 1 million 500.000 francs. La part des exploitants toujours fixée au tiers se trouve être par suite de 500.000, recouvrés par la voie de centimes additionnels à la redevance proportionnelle.

La même législation introduit d'autres modifications qui ont leur importance. Antérieurement le produit du travail de l'intéressé n'entrait pas en décompte des allocations et majorations accordées. Dorénavant il en sera autrement. Ce produit viendra en déduction pour la part qui excède 50 francs par mois.

En outre le calcul des majorations et allocations se fera

suivant un mode uniforme, celui employé jusqu'ici pour les majorations, c'est-à-dire que dans les deux cas, en cas d'insuffisance du crédit, il y aura lieu à répartition proportionnelle au marc le franc. Jusque là, l'article 95 disait en ce qui concerne les allocations :

« Le montant total du crédit affecté en vertu de l'article 84 aux allocations de l'article 86 est réparti par parties égales entre tous les ayants-droit admis par les commissions. » Il faut d'ailleurs remarquer que les pensions du titre II beaucoup plus importantes qu'en 1903 viendront réduire le montant des allocations.

Enfin au cas d'allocation on exige 30 années de services comportant 6.600 journées de travail mais il n'est plus nécessaire que chaque année de travail comporte un minimum de 220 journées.

9°. — *Modifications subséquentes*

apportées à la législation du million des mineurs.

La législation du million des mineurs a subi encore d'autres modifications de détail par les lois subséquentes du 14 avril 1908 et du 27 février 1912.

Cette dernière portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912, autorise le ministre du travail à accorder sur le crédit de 1.500.000 francs « une allocation au conjoint survivant et non remarié de l'ouvrier des mines de nationalité française qui bien qu'il comptant lors de son décès, 55 ans d'âge et 30 ans de services salariés, formant un total de 6.600 jours au moins dans les mines françaises, ne jouissait pas d'une majoration ou d'une allocation réversible par moitié sur la tête dudit conjoint, conformément à l'article 66 de la loi de Finances du 17 avril 1906 ».

VIII. — Loi du 2 Avril 1906 : Délégués mineurs

La loi du 9 avril 1906, concerne la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours. Le décret du 28 décembre 1906 règle les détails d'application.

Cette extension de la loi de 1894 ressortait nettement de l'enquête de 1902-1903 et avait fait l'objet de nombreuses résolutions adoptées par les congrès miniers.

D'après le texte en vigueur, le délégué mineur qui veut bénéficier des avantages réservés par la législation des retraites aux ouvriers et employés des mines doit accomplir une double notification au préfet et à l'exploitant. La formalité a pour but de faire connaître qu'il est en possession d'un livret délivré par la Caisse Nationale des retraites.

Comme pour les assurés ordinaires, les versements atteignent 4 % de l'indemnité du délégué, moitié à la charge du patron, moitié fournie par l'intéressé.

Projet Thomas et Loi du 25 Février 1914.

I. — Historique de la question.

L'œuvre du législateur de 1894 resté intacte. Le service des pensions se trouve assuré uniquement par la Caisse Nationale des Retraites, les intéressés n'ayant pas cru devoir user de la faculté que leur réservait l'article 4 de créer des caisses syndicales ou patronales. Les lois du million et du million et demi n'ont en rien modifié cet état de choses. Dans l'esprit du législateur ce sont des lois de circonstance qui n'auront plus leur raison d'être dès lors que le fonctionnement des retraites du titre II jouera normalement.

Cette éventualité devait se produire vers l'année 1925, mais sans attendre cette époque, les intéressés se mirent en campagne pour demander une refonte complète du système.

Il faut selon eux modifier du tout au tout l'administration des retraites minières, remettre cette administration aux ouvriers eux-mêmes, faire place dans la nouvelle législation à la répartition, enfin prévoir de nouvelles ressources afin d'atteindre le résultat tant espéré de la retraite de 2 francs par jour après 50 ans d'âge.

Ces doléances furent écoutées favorablement et firent l'objet de la proposition Thomas déposée à la Chambre le 16 janvier 1912. La discussion vint en séance publique les 11 et 12 juillet de la même année et se termina par l'adoption dans une large mesure des réformes proposées.

Il semblait que le vote du Sénat allait suivre lorsque dans l'intervalle de graves complications extérieures se produisirent qui détournèrent l'attention et accaparèrent

toute l'activité des Pouvoirs Publics, aussi faudra-t-il attendre 1914 pour avoir la solution définitive de la question.

Les mineurs eux-mêmes semblent s'être rendus compte des difficultés du moment. Ils avaient fixé un terme au vote des nouvelles dispositions : D'abord le 31 décembre 1912, époque à laquelle devaient expirer les majorations du Nord et du Pas-de-Calais, puis le 1^{er} juillet 1913. Cependant ces dates diverses s'écoulaient sans qu'ils osent mettre à exécution leurs menaces de grève générale. Il y avait impossibilité matérielle et les intéressés reconnaissaient parfaitement qu'un mouvement ouvrier ne leur eut guère attiré les sympathies du public.

Pour être complet nous devons ajouter que le retard apporté au vote de la nouvelle réforme fut également la conséquence des querelles qui s'élevèrent au sein de la corporation et qui eurent pour résultat de partager le monde minier en deux groupes hostiles.

II. — Revendications minières.

Mises au point successives.

Fusion des mineurs et des ardoisiers.

La retraite de 2 francs par jour après 25 années de travail sans conditions d'âge était l'une des revendications primordiales des ouvriers mineurs. Celles-ci au nombre de trois, comprenaient en outre la journée de 8 heures et l'établissement d'un minimum légal de salaire.

De ces deux dernières revendications, seule après bien des tâtonnements, la limitation de la journée de travail était en voie de réalisation. La question du minimum de salaire était moins avancée. On se heurtait à de grandes difficultés. Est-il possible d'admettre un taux uniforme pour des exploitations dont le rendement, la productivité varient dans de larges proportions. D'autre part il

semble bien certain que pareille réforme doit avoir pour contre-partie un minimum de production. Or c'est justement ce dont les ouvriers mineurs ne veulent pas entendre parler. Aussi, bien que le parlement fut saisi de divers projets en ce sens, leur réalisation n'apparaissait point comme immédiate.

Le problème des retraites se posait plus simplement. La production n'est point directement en jeu. Tout au plus, peut-on objecter que les charges nouvelles risquent de placer l'industrie minière nationale en mauvaise posture vis-à-vis des producteurs étrangers.

Quoiqu'il en soit on peut dire qu'il n'y a pas un seul congrès minier où la question n'ait été agitée, pas un seul représentant ouvrier qui au cours de l'enquête de 1902-1903, n'ait réclamé la réforme de la législation de 1894.

Les résultats promis par cette législation sont jugés notoirement insuffisants. Ils ne correspondent nullement aux sacrifices que l'ouvrier mineur s'impose. En prenant le cas d'un assuré régulier appelé à bénéficier intégralement des dispositions du titre II, la pension de retraite ne pourra dépasser 500 à 550 francs. Encore, ces chiffres s'appliquent-ils aux régions minières favorisées, là où les salaires sont les plus élevés. Cependant, qu'il s'agisse de telle ou telle exploitation, le travail minier exige toujours la même somme de fatigues, l'ouvrier mineur se voit exposé aux mêmes dangers. Il serait donc juste qu'une retraite uniforme fut établie et vînt corriger dans une certaine mesure l'inégalité dans les salaires.

Toutefois la retraite après 25 ans de travail sans conditions d'âge apparaît impossible à réaliser. On aurait des pensionnés de 40 ans, ce qui serait désastreux pour le budget. Les autres corporations pourraient venir réclamer des avantages équivalents et on ne voit point où on pourrait s'arrêter. D'ailleurs que signifierait la retraite ? L'ouvrier mineur à cet âge n'aurait pas suffisam-

ment de 730 francs pour assurer sa subsistance et celle des siens. Il continuerait donc à travailler à la mine.

Les éléments pondérés des syndicats miniers ont bien vu toute la force de l'objection et se sont rendus compte qu'à vouloir trop exiger, ils n'obtiendraient rien du tout. Au Congrès de Commentry tenu en septembre 1902 la résolution suivante présentée par la Loire était adoptée en principe à l'unanimité.

« Une pension de retraite de 2 francs par jour sera servie à tout ouvrier mineur après 25 années de services sans conditions d'âge » (1).

Mais pour marquer que l'on entendait entrer dans la voie des réalisations immédiates, on acceptait, à titre transactionnel, le projet de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais accordant la même retraite sous la double condition de 50 ans d'âge et 30 ans de services. Les députés Basly et Lamendin étaient chargés d'en faire le dépôt à la rentrée des Chambres.

L'enquête de 1902-1903 condense toutes les critiques dirigées contre la législation de 1894. La création d'une caisse autonome administrée par les intéressés fait l'objet de plusieurs dépositions. Les ouvriers mineurs veulent savoir comment sont organisées leurs pensions. La Caisse Nationale des Retraites leur inspire quelque défiance. Ils se demandent si cette institution ne réalise pas de bénéfices à leur détriment. Ils ne sont pas bien sûrs qu'avec les versements prescrits, en tenant compte de la mortalité minière, les résultats obtenus ne puissent être supérieurs. Au surplus, il y a un moyen bien simple d'apporter une amélioration immédiate, c'est de substituer la répartition à la capitalisation, en d'autres termes de répartir annuellement les versements entre tous les ayant-droits à la pension.

Les Congrès de Carmaux (mai 1903), Gardanne (mai 1905) maintiennent les résolutions antérieures relatives

(1) Voir Page 65.

à la retraite de 2 francs par jour à 50 ans d'âge après 30 ans de services (1).

Au Congrès de Saint-Etienne (juin 1906) (1) se pose pour la première fois la question de la participation des ouvriers ardoisiers aux retraites minières. Ce devait être le point de départ de la création de la Fédération du sous-sol formée par la fusion des fédérations nationales des mineurs et ardoisiers.

Le Congrès de Montceau-les-Mines (1) (mai 1908) précise les revendications minières en matière de retraites. Il préconise la remise de leur administration aux ouvriers mineurs, la substitution de la répartition à la capitalisation et l'institution de l'assurance-invalidité. Or, cette même année, les conventions qui étaient intervenues entre les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais et leurs ouvriers, à la suite des grèves de 1906 venaient à expiration. Les nouvelles primes aux salaires devaient cesser de produire leur effet au 1^{er} juillet 1908. Il n'en était pas de même des majorations de pensions. Sur ce point, les conventions de 1902 prorogées en 1906 pour une nouvelle période de 5 années subsistent jusqu'au 31 décembre 1912.

Comme suite à la clause ci-dessus, une entrevue eut lieu à Arras entre les délégations ouvrières et patronales. Il n'y fut pas seulement question du renouvellement des primes aux salaires. La liste des réclamations des syndicats présentée par M. Basly envisageait tout particulièrement la matière des retraites. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les termes mêmes des propositions qui s'y rapportent : (2)

« Retraites : Réciprocité d'un département à l'autre. »

Les conventions de majoration comprennent deux

(1) Comptes rendus de la Presse : *Musée social*.

(2) Comité central des Houillères de France : Les conventions des Compagnies houillères du Nord du Pas-de-Calais et de la Loire avec leurs ouvriers en 1908. Page 9.

maxima, l'un le plus faible vise le cas où les 30 années de services sont réparties sur les mines du Nord et du Pas-de-Calais. C'est un vestige de la fameuse clause de déchéance dont les ouvriers mineurs réclament l'abrogation.

« La question des ouvriers ayant atteint l'âge de 55 ans
« et 30 ans de services, mais ayant quitté la mine avant
« 55 ans.

« Que la veuve d'un ouvrier pensionné touche
« la moitié de la majoration comme cela existe pour les
« pensions des caisses de liquidation et du million... »

« Nous demandons aux compagnies d'examiner avec
« les représentants des syndicats un système de réparti-
« tion et de capitalisation à présenter au Parlement pour
« l'amener à modifier la loi de 1894 de façon à porter
« la retraite des ouvriers mineurs à 730 francs après
« 25 ans de services. »

Ainsi nous voyons peu à peu les revendications des ouvriers mineurs se coordonner.

Dans l'espèce, les délégués patronaux alléguèrent que leur mandat était spécial aux questions de salaires et que les majorations de pensions ne rentraient pas dans le cadre de leurs attributions. Les engagements de 1902 ayant fait l'objet de deux déclarations séparées ne pouvaient être l'objet d'une étude en commun.

L'année suivante au Congrès de Lens (mai 1909) (1), les mêmes propositions font l'objet d'un rapport qui est adopté. Les délégués font ressortir que les nouvelles réformes se feront sans sacrifices budgétaires, le gouvernement ayant dans ses caisses, 140 millions versés par les travailleurs de la mine. On décide d'avoir recours à la grève générale si elle est nécessaire pour aboutir.

Dans la même année (2-5 novembre 1909) (1), le Conseil national des mineurs se réunit à Paris, à la maison des Fédérations. Diverses questions furent examinées

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse.

dont la loi de 8 heures et la loi des retraites. Toutefois le point le plus important soumis à ses décisions avait trait à la fusion des mineurs et des ardoisiers et à la rédaction d'un projet de statuts de la nouvelle Fédération des Travailleurs du sous-sol. Les résolutions prises devaient être ratifiées par le prochain Congrès qui allait se tenir à Albi.

Au cours de ses travaux, le Conseil national obtint une entrevue de M. Briand, président du Conseil et Viviani, ministre du travail. Ces derniers promirent leur appui en vue de soutenir les revendications minières et d'incorporer les ardoisiers dans la loi de 1894.

Le Congrès d'Albi (mars 1910), consacre la fusion des mineurs et des ardoisiers. Désormais la Fédération du sous-sol est fondée. On peut même dire qu'à ce Congrès, l'unité minière fut réalisée dans toute l'acception du terme. En effet, dans le Pas-de-Calais, à côté du syndicat Basly groupant la majorité des ouvriers mineurs de la région, existait le syndicat dissident Broutchoux à tendances révolutionnaires. Les deux organisations ne cessaient de s'invectiver quant aux moyens à employer pour faire triompher les revendications minières. Le Congrès décide que « dans le délai maximum de 3 mois, les localités du Nord et du Pas-de-Calais où il existe des sections appartenant aux deux organisations devront avoir « fusionné ».

Une fusion analogue fut prescrite en ce qui concerne les divers groupements du bassin de la Loire entre lesquels se disséminait l'action syndicale.

Une organisation aussi fortement établie était de nature semble-t-il à en imposer aux Pouvoirs publics. Cependant nous verrons que les éléments réformistes et révolutionnaires n'avaient pas abandonné les théories qui leur étaient chères. D'autre part les intérêts si divers et parfois si opposés, que représentent les mineurs des différentes régions constituent une autre cause de fai-

blesse ; aussi suffira-t-il du moindre heurt, du moindre choc d'opinions pour faire ressortir la fragilité de l'édifice établi à grand peine.

Néanmoins il ne faudrait pas s'exagérer ces divisions et conclure de là que la solidarité minière a vécu. Sans doute les oppositions d'idées, les antagonismes qui se manifestent au sein de la corporation sont très regrettables et peuvent avoir leur part dans le retard apporté à la réalisation des réformes, mais il ne faut pas oublier que les divergences visent les moyens à employer pour aboutir et non les revendications elles-mêmes. Il y a d'une part ceux qui veulent aller vite et résoudre d'un seul coup les questions les plus complexes sans envisager les institutions actuelles et l'état de l'opinion publique. Il y a d'autre part, ceux qui plus avisés à notre avis, veulent opérer de façon progressive et systématique et savent borner leurs revendications afin de les rendre plus acceptables.

Des conflits violents éclatent parfois entre les représentants de ces diverses tendances, mais dès qu'une question vitale est en jeu, une cohésion suffisante s'établit. D'ailleurs s'il fallait considérer tout autre corps de métier, l'unité est chose encore beaucoup plus difficile à réaliser.

III. — Évolution suivie par les syndicats miniers ⁽¹⁾.

A ce sujet il paraît bon de rappeler l'évolution suivie par la politique des syndicats miniers.

Une première scission date de 1902, à la suite du Congrès d'Alais. On venait d'examiner l'opportunité d'une grève générale, en vue d'obtenir la journée de 8 heures, la réforme des retraites et le minimum légal de salaires. En définitive, plusieurs syndicats dont celui du Pas-de-

(1) *Musée social* : Comptes-rendus de la Presse : Congrès de Lyon, 21 février 1912.

Calais, ayant à sa tête M. Basly, firent ajourner la question. De dépit plusieurs délégués du Centre, de la Loire se séparèrent de la Fédération pour s'affilier à la Confédération générale du Travail dont l'influence allait grandissante.

La grève générale des mineurs de 1902 devait créer de nouveaux mécontents. La stupeur provoquée dans la corporation par les sentences arbitrales fit naître d'ardentes polémiques. L'attitude des syndicats du Pas-de-Calais cessant les hostilités pour traiter avec les compagnies fut sévèrement critiquée. Aussi dès 1903, les mineurs de la Loire, suivant la voie qui leur était déjà tracée demandèrent à entrer dans la Confédération Générale. Dans le Pas-de-Calais ce geste fut imité par le syndicat révolutionnaire Broutchoux. La Fédération Nationale elle-même voyant son existence menacée allait faire pareille démarche.

Les dirigeants de la Confédération Générale n'étaient sans doute pas fâchés de pouvoir compter sur de telles recrues. Cependant ils ne crurent pas devoir obtempérer immédiatement aux désirs exprimés. Ils invitèrent préalablement les différentes organisations à fusionner. En effet qu'aurait bien pu signifier une adhésion sans cette formalité ? Livré à des tendances opposées la situation du comité confédéral fut bien vite devenue délicate.

Pendant plusieurs années tous les efforts vont tendre à réaliser cette fusion. En 1904, la confédération générale convoque un Congrès spécial mais peu de syndicats répondirent à l'appel et loin de consacrer l'unité minière, on accentuait les divisions en fondant l'Union fédérale des mineurs.

A la suite des grèves de 1906, un rapprochement s'opère. On peut espérer un moment que l'action syndicale va retrouver son unité. Au Congrès de Saint-Etienne, les deux organisations, l'Union fédérale et la Fédération nationale, réalisent l'entente et conviennent de la conso-

crer par leur adhésion à la Confédération Générale du Travail.

C'est alors qu'un article violent paru dans le « Réveil du Nord » organe du syndicat du Pas-de-Calais, fit renaître la vieille querelle des réformistes et des révolutionnaires.

Des troubles d'une extrême gravité venaient de se produire du côté de la force armée avec plusieurs victimes dont un officier tué. L'organe du vieux syndicat s'en prend aux agitateurs de profession, aux fauteurs de désordre dont le plus clair bénéfice consiste à semer la discorde tout en se moquant des revendications minières.

Les dirigeants de la Confédération Générale se voyaient particulièrement visés. Comme on peut bien s'y attendre des accusations de cette nature, faites sur un ton aussi acerbe furent loin d'être de leur goût ; aussi peu de temps après, le comité confédéral adoptait la proposition suivante :

« Décide que l'adhésion de la Fédération nationale ne peut devenir définitive qu'à la condition qu'elle mette en demeure le vieux syndicat du Pas-de-Calais de désavouer son président, ajoutant qu'en cas de refus le vieux syndicat ne pourra être confédéré. »

Il faudra attendre l'année 1908 pour voir enfin se réaliser l'œuvre tant convoitée. Nous trouvons alors une Confédération générale du travail désemparée par suite de l'arrestation des principaux de ses membres. A la faveur de ce désarroi, la Fédération nationale put enfin obtenir l'affiliation qu'elle sollicitait depuis de nombreuses années.

Il ne nous reste plus qu'à conclure. Les mineurs, nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises, ont une organisation syndicale très développée qui a contribué dans une large mesure aux succès de leurs revendications. Il reste néanmoins à leur reprocher de n'avoir pas toujours su résister aux conseils d'agitateurs professionnels qui ont réussi à

capter leur confiance pour satisfaire leurs fins. La Confédération générale du Travail porte pour sa part une large responsabilité. Ses membres ont profité de la force que leur procurait une corporation fortement unie et disciplinée pour susciter des troubles que rien ne justifiait.

IV. — Suite de l'historique des Revendications minières.

Le Congrès d'Albi précisa à nouveau les différents points sur lesquels portaient les revendications minières en matière de retraites. A cet effet le rapport adopté fixe dans ses grandes lignes le nouveau régime dont les délégués mineurs réclament la réalisation immédiate : suppression de la capitalisation, son remplacement par la répartition avec remise de l'administration de la Caisse des Retraites à la Fédération nationale des ouvriers mineurs et ardoisiers sous le contrôle de l'Etat ; retraite de 730 francs à 50 ans d'âge et après 25 ans de services avec pension proportionnelle en cas d'invalidité prématurée ; enfin, réversibilité de la pension pour moitié sur la veuve légitime ou illégitime et les enfants au-dessous de 15 ans.

Depuis lors la question des retraites allait entrer dans une phase vraiment active jusqu'au moment où les Pouvoirs publics pressés par les événements allaient devoir s'occuper de la résoudre.

Au Congrès de Commentry, tenu en avril 1911 (1), les délégués mineurs décident que c'en est assez. Il ne suffit plus d'adopter rapports sur rapports, d'introduire modifications sur modifications. Il faut entrer dans la voie des réalisations et, si cela est nécessaire pour aboutir, envisager dès maintenant une grève générale de la corporation.

(1) *Musée social* : Comptes-rendus de la Presse : Organe des Intérêts industriels, 3 mai 1911.

L'année suivante, le 16 janvier 1912, sans attendre les décisions qu'allait prendre le Congrès d'Angers, le député socialiste, M. Albert Thomas, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition modifiant la loi du 29 juin 1894 et instituant une Caisse nationale des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers. La nouvelle réforme recueillait les signatures de tous ses collègues du parti socialiste unifié.

L'initiative prise par M. Thomas puisait son origine dans un projet de loi élaboré par la commission exécutive de la Fédération nationale des mines, minières et carrières et soumis par elle au Congrès de Commentry, accompagné des observations suivantes :

« Notre commission, constatant une fois de plus l'inertie gouvernementale à l'égard d'une si juste revendication et la surdité voulue de la majorité des législateurs actuels, vous invite à prendre immédiatement au sein de ce Congrès des mesures énergiques, en portant nettement la question sur le terrain de la lutte à outrance pour obtenir satisfaction au plus tôt et à ne pas vous séparer sans prendre une décision ferme et résolue applicable sans restriction si les Pouvoirs publics se refusent systématiquement à nous accorder satisfaction. » (1)

La proposition Thomas reprend le projet de la Fédération nationale des mines, minières et carrières en faisant observer la puissante organisation qui préside aux destinées de la corporation et l'autorité dont elle jouit dans le monde ouvrier des mines.

Nous nous attacherons donc d'abord à l'étude de ce projet. C'est de là que M. Thomas fera découler son nouveau texte lorsqu'il nous aura montré les critiques que l'on peut diriger sur divers points des propositions de Commentry.

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *Réveil du Nord*, 10 février 1912.

V. — **Projet de la Commission Exécutive
de la Fédération nationale
des mines minières et carrières.** ⁽¹⁾

1^o. — *Observations préliminaires.*

L'œuvre de la commission exécutive de la Fédération nationale des mines, minières et carrières débute par une justification des réformes dont on réclame la discussion immédiate auprès des Pouvoirs publics.

La législation de 1894 n'a pas rempli les espérances que les ouvriers mineurs escomptaient. Des documents que l'on ne peut guère suspecter de partialité en la matière, nous en fournissent la preuve irréfutable. Il n'y a qu'à se reporter aux renseignements de la Caisse des dépôts publiés en 1909 par la direction de l'assistance et de la prévoyance sociale au ministère du Travail.

Les intéressés s'emparent des chiffres fournis par les enquêtes ordonnées par ces administrations et entreprennent une longue discussion où nous n'essaierons pas de les suivre. Il en résulte que pour le Nord et le Pas-de-Calais, régions favorisées, l'ouvrier mineur célibataire ne peut guère espérer voir sa retraite dépasser 400 francs. Pour les régions du Centre et du Midi ce chiffre s'abaisse à 300 francs.

S'il s'agit de l'ouvrier mineur marié les résultats sont encore moindres. Nous savons en effet que les versements effectués par le mari entrent dans la communauté et se divisent par parts égales entre les deux époux.

Ce n'est pas tout. Les mesures transitoires font à peu près défaut dans la législation de 1894. C'est un point sur lequel nous ne nous attarderons pas plus longtemps. Nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de signaler

(1) 1912. Documents parlementaires : Chambre n° 1582.

les résultats déplorables auxquels on a abouti. L'enquête menée en 1902-1903 suffit à s'en convaincre. A cette situation plutôt pénible des « vieux ouvriers mineurs » les lois du million n'offrent qu'un palliatif insuffisant.

Enfin l'âge de 55 ans exigé pour l'entrée en jouissance de la pension est bien trop élevé. L'enquête de 1909 nous révèle un nombre infime de retraites. N'est-ce pas la preuve de ce que l'on avance ? L'abaissement de la retraite à 50 ans que réclament les ouvriers mineurs ne constituera pas un privilège en leur faveur. Il est justifié par une mortalité professionnelle plus grande que personne ne peut dénier.

2°. — *Caisse autonome des Ouvriers mineurs
miniers et ardoisiers.*

Comment va-t-on faire face aux charges résultant du nouvel état de choses que l'on préconise ? L'interrogation est d'autant plus nécessaire que la réforme doit avoir un effet rétroactif et s'appliquer indistinctement à tous ceux que l'on est convenu d'englober sous la qualification de « vieux mineurs ».

C'est ici que la Commission exécutive expose son plan d'une caisse autonome gérée par les intéressés eux-mêmes. Nous touchons à l'une des grandes préoccupations du monde ouvrier des mines. Les ouvriers mineurs ne veulent plus entendre parler de la Caisse Nationale des Retraite qui jusque-là centralise le service des pensions. Cette institution leur apparaît avec un caractère trop nettement bourgeois. En dehors des assurés obligatoires assujettis par un texte de loi, sa clientèle est composée pour majeure partie de petits rentiers qui veulent s'assurer un supplément de ressources pour leurs vieux jours. C'est précisément en partant de ce point de vue que la législation de 1894 prête aux critiques les plus graves. Ces petits rentiers, ces petits bourgeois appartiennent

pour la plupart à des professions qui ne comportent point de risques spéciaux. Il n'y a même pas ce que l'on pourrait appeler l'usure professionnelle. La mortalité qui vient les atteindre ne diffère probablement pas de la normale.

Du côté des mineurs, il en va différemment. Non seulement, la profession comporte à chaque instant des risques spéciaux et il suffit d'évoquer le grisou, les éboulements, mais encore il s'agit d'un travail déprimant au premier chef, usant son homme avant l'âge. En un mot, il y a une mortalité professionnelle dont il faudra tenir compte pour établir un système rationnel de pensions.

Or les règlements de la Caisse Nationale des Retraites ne font point état d'une observation qui nous semble si évidente qu'il apparaît presque superflu d'insister. Les pensions servies sont calculées indistinctement d'après les tables de mortalité générale.

La conclusion d'un tel état de choses vient d'elle-même. Les ouvriers mineurs se voient frustrés d'une partie des retenues qu'on leur impose au profit de l'élément bourgeois affilié à la Caisse Nationale des Retraites. Nous savons en effet que dans le versement à capital aliéné la part de ceux qui décèdent vient accroître la pension chez ceux qui restent.

Avec la création d'une Caisse autonome cet abus n'existera plus. Les sacrifices consentis par les ouvriers mineurs leur profiteront exclusivement. « Nous ne voulons plus faire de rentes à des bourgeois ». Telle a été la formule lancée au sein de tous les congrès au cours des années qui ont précédé la réforme de la législation de 1894.

M. Thomas relève d'autres arguments en faveur de la légitimité des revendications minières.

Tout d'abord, en s'en rapportant à la loi de 1910 qui a généralisé le système des retraites, on constate que dans l'article 14, le législateur permet et même semble encou-

rager la création de caisses de retraites par les syndicats professionnels. Les ouvriers mineurs ne réclament rien de plus. Ce n'est donc point ici qu'on peut les accuser de vouloir sortir du droit commun ; leurs vœux ne tendent qu'à s'y faire réintégrer.

En outre, comme nous l'avons constaté dans la première partie de notre étude, s'il y a tant de livrets abandonnés par leurs titulaires, la cause doit en être attribuée aux défauts de la législation de 1894. Si comme l'espèrent les auteurs de la proposition, la création d'une caisse autonome vient accroître et consolider les pensions servies aux assurés, il est à présumer que le nombre des défaillants en sera d'autant diminué.

Enfin les ouvriers mineurs veulent se rendre compte de la façon dont sont constituées leurs pensions. Il n'y a là rien qui puisse éveiller les susceptibilités de nos administrations. C'est le sentiment très naturel de tout homme qui veut voir clair dans ses affaires.

3^e. — *Fonctionnement de la Caisse autonome.*

Le principe d'une caisse autonome une fois admis, il faut s'occuper d'en régler le fonctionnement et tout d'abord prévoir les ressources qu'elle aura mission d'utiliser.

La Commission exécutive fait application ici du nouveau système de répartition. Cependant disons tout de suite que l'élément capitalisation n'est pas rejeté de façon absolue. Il conserve encore une assez large place dans la constitution des pensions.

Suivant le plan adopté, la caisse autonome serait alimentée par :

« 1^o L'encaisse actuel de la caisse des retraites des
« ouvriers mineurs formé par la différence des sommes
« encaissées depuis 1894, déduction faite du montant des

« retraits versées jusqu'à ce jour aux vieux mineurs, sur
« la somme d'intérêts composés depuis 1894 du capital
« versé et des remboursements effectués aux héritiers
« des assujettis décédés depuis 1894 qui avaient versé à
« capital aliéné.

« 2° L'avoir réuni de toutes les caisses de liquidation
« établies lors de la mise en application de la loi de 1894.

Les sommes comprises dans ces deux paragraphes
auraient formé le capital de réserve et les pensions servies
aux assurés auraient été fournies à l'aide de divers éléments comprenant :

« 1° L'intérêt du capital de réserve indiqué plus haut.

« 2° Le montant des versements effectués par les
« ouvriers à raison de 2 % prélevés sur les salaires et
« 3 % du montant des salaires effectués par les Compagnies.

« 3° Par le Crédit de 1 million 500.000 francs voté
« chaque année sur le budget ».

Ainsi donc l'élément capitalisation subsiste sous le
nom de capital de réserve, mais la part la plus large est
donnée à la répartition et nous constatons qu'à la différence
du système alors en vigueur, les versements effectués
par les intéressés leur sont répartis intégralement.

A ce propos nous devons faire une remarque. La Commission exécutive fait entrer dans le fonds de répartition le million et demi affecté jusque-là aux vieux mineurs compris dans la période de transition de la législation de 1894. Cette disposition ne doit point nous surprendre. Dans l'esprit des auteurs de la réforme, les dispositions nouvelles doivent s'appliquer rétroactivement. Sans une nouvelle destination, le crédit annuel alloué sur le budget serait devenu sans objet.

4°. — *Problèmes financiers soulevés par la réforme.*

*Critiques adressées par M. Thomas
au projet de la Fédération.*

a) *Observations générales.*

La proposition Thomas entreprend une critique très serrée des conceptions de la Commission exécutive.

Les ouvriers mineurs se font une fausse idée de la capitalisation en avançant que sous un tel régime les intérêts des capitaux seuls servent à constituer les pensions. Il en va tout autrement. « Dans un système de capitalisa-
« tion, fait-il remarquer, quand le dernier des bénéfici-
« ciaires d'une génération a disparu, tous les capitaux et
« intérêts des parties versantes de cette génération doivent
« se trouver épuisés par les pensions des bénéficiaires ».

Si nous nous en rapportons aux termes mêmes du projet de la Commission exécutive, nous constatons que justement, l'on se base sur cette fausse idée pour évaluer le capital de réserve actuel. C'est surtout au point de vue de la formation de ce capital que les solutions proposées semblent inacceptables. En tous cas il ne saurait être question de transférer d'une caisse à une autre les sommes provenant des versements effectués par les intéressés depuis la mise en application de la loi de 1894. Outre qu'une telle disposition rencontrerait peu d'écho au Parlement, ne risquerait-on pas d'ameuter contre la nouvelle réforme tous les possesseurs actuels de livrets ? Ne s'exposerait-on pas à voir les titulaires de pensions en cours d'acquisition, se prévaloir du droit acquis pour intenter des actions en revendication ? Alors, comment sortir de l'impasse où le législateur se serait volontairement jeté ?

Sans doute le projet comporte une notable améliora-

tion des retraites minières, mais ne faut-il pas toujours tenir compte des habitudes prises et d'une foule d'autres éléments contre lesquels les meilleures raisons ne sauraient prévaloir. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire. les périodes de transition doivent être l'objet de mesures spéciales comportant jusqu'à un certain point l'échec des réformes que l'on veut faire adopter.

M. Thomas n'aperçoit qu'un moyen pratique de tourner la difficulté. « La seule opération possible, dit-il, « nous a paru le transfert des réserves mathématiques « afférentes à chacun des livrets de la caisse nationale a « la caisse nouvelle des mineurs ».

De cette façon, pas de dépossession au profit de la masse ainsi que l'impliquait le projet de la Fédération.

Le même projet envisageait la possibilité du transfert des capitaux destinés à assurer le service des pensions mises à la charge des caisses de liquidation. Or, comme le fait remarquer la proposition Thomas « il n'existe certaine-
« ment pas pour la plupart des capitaux destinés au ser-
« vice des pensions et susceptibles d'être transférés de
« ces caisses à la caisse spéciale ». Selon l'auteur « la
« seule chose qui là encore pourrait être exigée, c'est
« selon les modalités, la constitution de réserves mathé-
« matiques qui devraient être attribuées à chaque mineur
« en raison des engagements pris en 1894 et depuis. »

D'après M. Thomas, il y a plus encore. Les versements effectués au compte de chaque intéressé continueront de leur appartenir en propre et seront capitalisés à leur nom. Sur ce point, il n'y aura rien de changé au régime de la législation de 1894.

Mais alors quelles que peuvent être les autres modalités du nouveau système de retraites, on peut se rendre compte que la capitalisation va conserver la prépondérance. L'élément répartition ne viendra qu'au second plan.

Il est intéressant de pénétrer le mobile auquel M. Thomas a obéi puisqu'en somme il s'agit d'une décision qui vient compromettre dans une large mesure l'un des principes essentiels inscrits dans les revendications minières. Toutefois pour bien saisir la question, il faut se reporter aux règles d'administration des retraites posées par le projet de la Fédération et surtout examiner les répercussions financières qu'à son avis, les dispositions nouvelles vont entraîner.

b) Conséquences financières de la réforme.

La commission exécutive de la Fédération veut assurer à tout ouvrier mineur ayant 50 ans d'âge et 25 ans de services, une pension annuelle de 730 francs, réversible par moitié en cas de décès sur la tête de la femme ou des enfants mineurs. En outre tout un système nouveau de retraites proportionnelles aux années de services et de pensions d'invalidité est établi au cas où la double condition ci-dessus ne se trouverait pas remplie. Enfin la réforme, avons-nous dit, doit avoir un effet rétroactif et englober les ouvriers ardoisiers dont l'affiliation à la Fédération Nationale est encore toute récente.

Ces améliorations diverses ne vont pas sans exiger des sacrifices très importants. La commission exécutive s'en rend elle-même parfaitement compte, mais elle prétend que du fait de la remise de l'administration de leurs retraites aux ouvriers mineurs et de la substitution du principe de la répartition, une compensation suffisante et au-delà va s'établir. De la part de l'État, aucun sacrifice nouveau ne sera exigé. Il y a là une raison de plus en faveur de l'adoption immédiate des revendications minières. L'argument financier si souvent de mise au sein de nos assemblées pour faire obstacle aux innovations, ne saurait être invoqué ici.

Du côté des exploitants il est vrai, le projet vient porter

la part contributive à 3 % des salaires, mais l'élévation est plus apparente que réelle. Il faut remarquer en effet qu'avec la réforme, ils seront déchargés de toutes participations extraordinaires au service des pensions sous quelque forme que ce soit : majorations de pensions, contributions aux caisses de liquidation. Toutes ces charges qui atteignent bien près de la totalité des compagnies deviendront caduques. Rien n'est donc plus rationnel que d'exiger en retour une plus large part, dans la répartition des versements effectués au profit de la caisse autonome.

Mais il ne suffit pas d'affirmer, encore faut-il pouvoir établir ce que l'on avance. C'est une nécessité à laquelle la Commission Exécutive n'entend point se soustraire. Elle entame une longue discussion sur la répercussion financière du nouveau projet de loi. Nous ne suivrons pas les intéressés dans les séries interminables de chiffres qu'ils produisent. D'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, les documents fournis n'ont qu'une valeur très relative.

Afin de donner aux évaluations une base solide il s'agit tout d'abord de connaître le nombre et la qualité de ceux qui vont être appelés à bénéficier de la réforme.

Le projet comporte deux catégories de pensions : En premier lieu, les pensions à plein tarif servies aux ouvriers mineurs retraités à partir de 50 ans ; en second lieu les pensions à demi-tarif réversibles sur les veuves ou les orphelins.

La Commission exécutive après une série de calculs quelque peu compliqués estime que les dépenses nécessaires se tableront aux environs de 17.236.615 francs pour un total de 18.980 bénéficiaires à 730 francs, 8.291 pensions de veuves et 1.000 pensions d'orphelins. Tous ces chiffres ont pour base l'effectif minier relevé en 1908 soit 219 159 ouvriers et ouvrières.

Au regard de ces charges, les ressources produites par les divers éléments dont nous avons donné l'énumération atteindront de 19 à 20 millions selon que le capital de réserve donnera du trois ou du quatre pour cent. D'où reliquat de 2 à 3 millions qui viendra consolider ce capital et permettra éventuellement d'élever la pension minimum fixée par le législateur.

Les intéressés laissent même entrevoir que, les résultats seront plus brillants, mais ils ont voulu pousser les choses au pire afin d'éviter toute déception aux ouvriers mineurs. En effet tous les calculs ont été basés sur l'hypothèse que les pensions servies étaient des pensions à plein tarif. Dans la réalité il n'en sera pas ainsi et il y aurait eu lieu de tenir compte des pensions proportionnelles et des pensions d'invalidité. D'autre part le nombre des pensions de veuves a certainement été majoré, car on doit observer qu'une part très notable des ouvriers mineurs était célibataire. Enfin la même remarque peut être faite en ce qui concerne les orphelins. Là encore il aurait fallu prendre en considération le cas de mariage stérile, sans oublier l'hypothèse où ces orphelins ont atteint l'âge limite de 15 ans fixé par le projet.

Tout irait donc pour le mieux et la commission exécutive aurait lieu de se montrer fière de l'œuvre qu'elle a élaborée, mais c'est un optimisme que M. Thomas et avec lui les signataires de sa proposition sont loin de partager. Ces derniers prévoient d'ailleurs les critiques qu'on ne manquera pas de diriger contre le projet de la Fédération, mais peu importe, ce qu'il faut envisager avant tout, c'est la légitimité des revendications minières. Au surplus, il n'a pas dépendu des intéressés d'établir leurs données sur des bases plus exactes. Si les résultats fournis nous apparaissent quelque peu fantaisistes, la faute en incombe à la Caisse des dépôts et consignations et au mutisme opposé par cette institution aux demandes

de renseignements qui lui étaient adressées. Les ouvriers mineurs mûs par le désir très louable d'éclairer l'opinion publique et le Parlement se sont vus obligés de suppléer par eux-mêmes aux documents qui leur faisaient défaut. Ils n'y sont pas parvenus, cela est certain, mais il ne faut point s'en étonner. C'est un résultat auquel ils étaient voués par avance. Dès lors que l'on s'écarte de statistiques soigneusement établies, toute assise solide fait défaut aux démonstrations que l'on veut étayer.

Les signataires de la proposition Thomas n'entendent point suivre les mêmes errements. Ils ne s'inquiéteront pas des conséquences financières de la nouvelle loi. Ils en laisseront ce soin à d'autres mieux informés. Les questions soulevées en la matière sont trop délicates pour qu'on puisse songer à s'abandonner un seul instant aux improvisations quel qu'en soit le degré d'ingéniosité.

c) Erreurs statistiques de la Commission exécutive

Pour bien nous pénétrer du caractère factice que présentent les données fournies par la Commission Exécutive, nous allons montrer comment elle s'y prend pour évaluer le nombre des bénéficiaires à la pension de retraite.

Prenons l'effectif minier de 1908. Nous avons, dit la Commission exécutive, 219.159 ouvriers échelonnés de 13 à 60 ans. Cela fait 47 classes d'une moyenne de 4.662 ouvriers et correspondant chacune à un âge déterminé. Peu importe, les variations que l'on peut rencontrer entre les effectifs des diverses classes, puisqu'en définitive il y a nécessairement compensation. Avec le projet actuel comportant la retraite à 50 ans d'âge, la caisse autonome des ouvriers mineurs aura à pourvoir aux pensions de 51.282 ouvriers dont font partie les onze classes où le droit est déjà échu.

Au prime abord ce chiffre paraît très élevé et aurait de quoi effrayer les esprits les moins timorés mais il faut

tenir compte de la mortalité et des disparitions qui pour des causes plus ou moins connues ne manqueront pas de se produire.

Ici première observation : Puisque l'effectif de chaque classe a été calculé d'après l'effectif minier total en 1908, on peut se demander en vertu de quel principe la Commission Exécutive va opérer dans chaque compartiment une réduction plus ou moins grande suivant l'âge des assurés auxquels on aura affaire. Nous nous rendons parfaitement compte que les dernières classes et en particulier celles dont le droit à la pension est venu à échéance, comportent un effectif moindre, mais nous n'apercevons pas comment l'opération préconisée va nous en donner la physionomie exacte.

Pour calculer cette réduction, les intéressés recherchent quelle est la mortalité minière. Sur ce point un document officiel récent présenté par M. Lafferre, ministre du travail, fournit l'appui de son autorité. Il s'agit d'un compte rendu relatif aux sociétés de secours mutuels. Il en résulte que pour l'année 1908, le taux des décès a atteint 1,06 % des assurés. Mais fait remarquer la Commission Exécutive, on se trouve au-dessous de la réalité. Une partie très notable des ouvriers affiliés aux caisses n'est pas inscrite sur les statistiques lors des décès, car ils ont alors épuisé le droit que leur confèrent les statuts. D'autre part, il n'est pas douteux que le travail des mines comporte une mortalité plus élevée. Le chiffre fourni par M. Laferre s'applique aux professions les plus diverses et la plupart ne pourraient supporter la comparaison que l'on voudrait établir.

Pour ces deux raisons, le chiffre ci-dessus doit être majoré. Une élévation de 0,20 % n'aura rien d'exagéré et la mortalité minière se trouvera portée à 1,206 %.

Ainsi c'est par à peu près que l'on raisonne ; or nous savons les résultats étranges auxquels on aboutit en

employant cette méthode en matière de statistiques.

Désormais il va être facile de déterminer le nombre des ayants-droit à la pension. La mortalité adoptée correspond à un chiffre de 56 décès par classe et par an. Il s'ensuit que la première classe de bénéficiaires, celle qui arrive à 50 ans voit son effectif réduit à 2.590 membres ; la classe suivante comprendra 2.534 membres et ainsi de suite. Si nous totalisons les résultats obtenus nous constatons que le chiffre des pensions atteint 25.410 de 51.282 qu'il était primitivement. Belle réduction il faut en convenir, mais toute l'ingéniosité déployée par la Commission Exécutive n'a pas été de trop pour nous y faire aboutir.

Dans le calcul des disparitions, la dose d'arbitraire est peut-être plus grande encore. Les intéressés se basent sur le résultat des enquêtes ordonnées par la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance Sociale. En 1901 pour 230.600 comptes ouverts il y avait 50.000 livrets en souffrance, soit 21,61 % ce qui pour la période 1894-1901 équivaut à une moyenne annuelle de 3,41 %.

En 1908 les résultats apparaissent sous un jour plus favorable car si le chiffre des livrets abandonnés s'est élevé à 88.000, on constate que la moyenne annuelle des disparitions s'abaisse à 1,62 %.

Avec la législation nouvelle, le pourcentage s'affaiblira encore. L'ouvrier mineur abandonnera moins aisément un titre qui constituera désormais une assistance sérieuse pour sa vieillesse. Cependant les disparitions existeront toujours quoique moins importantes. Quelque puisse être la perfection atteinte par l'œuvre législative on ne saurait les prévenir. Estimons la moyenne annuelle à 0,50 %. Nous obtiendrons ainsi une nouvelle réduction et nous n'aurons plus devant nous que 14.784 bénéficiaires de pensions de retraites.

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que la

Commission Exécutive va bien vite en besogne et qu'à ce compte là, la tâche de la Caisse autonome va se trouver singulièrement simplifiée. Le chiffre de 0,50 % adopté par elle, ne repose sur aucune base sérieuse et semble choisi pour les besoins de la cause. D'ailleurs il y a lieu de croire que tel quel, il est encore beaucoup trop élevé. Si on n'y prenait garde, ce serait peut-être bien de ce côté que pourraient venir les déceptions dont on veut préserver les ouvriers mineurs.

d) *Critiques de M. Thomas*

Nous ne suivrons pas davantage la Commission Exécutive dans l'exposé de ses calculs. Qu'il s'agisse d'évaluer le nombre des pensions des veuves ou celui des pensions d'orphelins, c'est toujours le même arbitraire qui sert de point de départ. Les résultats obtenus ne peuvent qu'être fantaisistes et sans aucune portée sérieuse. M. Thomas s'en est parfaitement rendu compte lorsqu'il déclare qu'à défaut des documents nécessaires, il s'abstiendra rigoureusement d'aborder les répercussions financières de la nouvelle loi. Toutefois et dès maintenant une conclusion semble s'imposer. Les ouvriers mineurs envisagent l'avenir sous un jour trop optimiste et rien n'est moins certain que les nouvelles dispositions puissent suffire à leur assurer la retraite minimum de 730 francs.

La Commission Exécutive s'est leurrée lorsqu'elle a cru trouver dans le régime actuel de capitalisation tous les vices dont est atteinte la législation de 1894. Bien au contraire, nous allons voir que les résultats doivent être tout autres. Deux exemples que la proposition Thomas reproduit viennent confirmer cette thèse.

Il faut se reporter une fois de plus à la loi générale des retraites. Le législateur consacre la capitalisation instaurée par les retraites minières. Dans son esprit, il ne s'agit pas d'un simple rappel de la législation de 1894

mais bien d'une décision mûrement réfléchie. Il est en effet résulté de la discussion qu'avec un système de répartition intégrale, il eut fallu exiger du patron et de l'ouvrier un versement beaucoup supérieur. Ce n'étaient plus 18 francs mais 45 francs qui auraient été nécessaires pour pouvoir garantir les mêmes avantages.

D'autre part, considérons les retraites servies par les Compagnies de chemin de fer à leur personnel. Il est vrai que les pensions dont elles assument la charge sont généralement bien supérieures proportionnellement aux salaires. Parfois l'entrée en jouissance est fixée avant 50 ans. Par contre les versements exigés sont très élevés puisqu'ils peuvent atteindre jusqu'à 20 % des salaires.

Il serait donc tout-à-fait téméraire de vouloir réaliser les réformes projetées, sans prévoir du même coup les ressources nécessaires. L'idée d'apporter une notable amélioration des retraites minières, sans exiger de nouveaux sacrifices ne saurait être prise en considération. Même maintiendrait-on la capitalisation à la base de la Caisse autonome que l'on s'exposerait aux déconvenues les plus dangereuses. De toute façon ce n'est pas le 1 % supplémentaire des exploitants prévu par la Commission Exécutive qui pourrait modifier sensiblement ces conclusions.

A des besoins nouveaux, il faut des ressources nouvelles, mais à la différence du projet élaboré par la Commission Exécutive, la proposition Thomas confère aux divers éléments de ressources, pris dans leur ensemble, un certain degré d'élasticité. Par là, elle affirme sa volonté en l'absence de documents sérieux et irréfutables d'éviter toute application, tout calcul sur la portée de la nouvelle loi. Ce sera à nos administrations qu'incombera la tâche d'évaluer les répercussions financières. Elles s'entoureront de tous les éléments qu'elles seront à même de contrôler. Cette détermination une fois accomplie, le Parlement devra voter les ressources nécessaires

en conformité avec les résultats que l'on aura produits devant lui. C'est à ce moment seulement qu'on pourra fixer le quantum à exiger des divers éléments. En attendant par l'élasticité qu'on leur donne, on pourra toujours répondre aux besoins financiers de la Caisse.

e) Ressources de la Caisse autonome

M. Thomas classe les recettes qu'il soumet à l'examen des Chambres en deux catégories :

Les unes continueront d'alimenter le fonds de capitalisation qu'il maintient à la base du nouveau système de retraites ; les autres iront au fonds de répartition dont la réforme projetée doit être la consécration.

Dans le premier groupe rentreront les 4 % du salaire des ouvriers ou employés âgés d'au moins 18 ans, tels qu'ils sont prélevés actuellement.

A cet égard, la proposition prévoit des règles spéciales quant aux versements effectués depuis la mise en application de la loi de 1894, dont la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse se trouve être la détentrice. Il en sera de même le cas échéant pour les sommes détenuës par les Caisses de retraites des compagnies et les Caisses de liquidation.

Ces divers organismes « devront reverser dans le délai
« de six mois à la Caisse de retraites des ouvriers mi-
« neurs, les réserves mathématiques des pensions qui
« sont en cours d'acquisition en vertu de la loi de 1894
« ou des engagements pris en exécution de cette loi.

C'est un point que pour l'instant nous nous bornons à enregistrer, mais nous verrons plus loin que les propositions émises ont soulevé de graves objections, particulièrement en ce qui concerne les difficultés de réalisation d'une telle mesure.

Dans le second groupe le projet prévoit une série de ressources dont l'ensemble doit servir à majorer les

pensions de retraites jusqu'au minimum de 730 francs, à accorder des pensions proportionnelles aux années de services et à permettre la réversibilité sur la tête des veuves ou des orphelins. A cet effet la Caisse nationale des retraites des mineurs disposera de :

« 1° De 2 % des salaires des ouvriers âgés de moins de 18 ans et de 4 % des salaires des ouvriers bénéficiant de leur pension de retraite mais continuant de travailler à la mine.

« 2° D'une part des offres spontanées faites par les concessionnaires dans les actes de concessions, signés après le 1^{er} janvier 1912.

« 3° Des versements capitalisés inscrits sur les livrets abandonnés et atteints par la prescription trentenaire.

« 4° Des dons et legs.

« 5° D'une contribution annuelle de l'Etat prévue tous les ans par la loi de Finances.

« 6° Des produits d'une taxe imposée aux concessionnaires sous la double forme d'une taxe de 0 fr 50 par hectare et de centimes additionnels à la redevance proportionnelle. »

Ainsi donc, qu'il s'agisse des offres spontanées, de la contribution annuelle de l'Etat ou des centimes additionnels à la redevance proportionnelle, le projet laisse toute latitude au législateur quant aux sommes qui devront être produites. Le seul but à atteindre doit être de pouvoir assurer les avantages minima réclamés par les ouvriers mineurs.

Les auteurs s'appliquent à justifier le supplément de charges qui va être nécessité.

Du côté de l'Etat, la part demandée sera bien supérieure au million et demi que le budget annuel consacre pour l'octroi de pensions aux vieux mineurs. Ceci ne doit pas être pour nous surprendre. Sous le couvert des

législations de 1903 et 1907, l'Etat se dérobe aux devoirs les plus stricts de la justice. Il est vrai que le législateur d'alors ne saurait être incriminé, car la lacune date seulement de 1910 avec la généralisation des retraites ouvrières. Quoiqu'il en soit, il existe cette anomalie que relativement au monde ouvrier des mines, l'Etat s'impose une contribution très inférieure à celle prévue pour les assurés ordinaires.

Voilà une remarque à laquelle nous n'étions guère accoutumés. Jusqu'alors nous avons toujours vu la corporation minière au premier rang dans la voie des améliorations sociales. Aussi ce résultat fâcheux n'a que trop duré. Les ouvriers mineurs sont bien fondés à réclamer l'équivalent des 100 francs que l'Etat alloue à leurs « camarades » du commerce et de l'industrie.

Du côté des exploitants, la justification n'est pas moins facile. Il est à remarquer que les nouvelles réformes viendront mettre à néant les conventions de majorations conclues dans un grand nombre de compagnies. En outre ces mêmes exploitations se verront déchargées de toutes contributions aux caisses de liquidation qui peuvent encore exister. Si néanmoins les charges nouvelles se trouvent supérieures aux charges anciennes, n'est-il pas juste de s'adresser à des entreprises dont il apparaît superflu de rappeler la prospérité croissante ? D'ailleurs, font-ils remarquer, l'Etat est d'autant plus fondé à exiger d'elles un supplément de ressources « que c'est de lui qu'elles tiennent toute leur richesse, toute leur vie ».

C'est toujours la même thèse sur la nature du droit du concessionnaire qui vient à l'appui des réformateurs, en vue de lui faire accepter plus facilement les obligations nouvelles auxquelles on veut l'assujettir.

5°. — Organisation des retraites : Age d'entrée en jouissance.

Pension-minimum.

Sous le nouveau régime, l'entrée en jouissance de la pension est fixée à 50 ans. En outre l'ouvrier mineur qui voudra être assuré de l'intégralité de ses droits devra avoir effectué 25 années de services comportant chacune 264 journées de travail, soit un total de 6.600 journées. Le décompte de ces années se fera à partir de 18 ans. S'il en était autrement en effet, on arriverait à ce résultat bizarre d'ouvriers mineurs remplissant les conditions requises bien avant l'âge légal. D'ailleurs l'assuré qui n'a pas atteint 18 ans reçoit des salaires très inférieurs, par conséquent la retenue correspondante serait peu importante. Les ressources de la caisse s'en trouveraient d'autant diminuées. Ce serait une injustice vis-à-vis des autres ouvriers dont l'entrée à la mine a été plus tardive.

Les intéressés font observer que la condition de 50 ans d'âge ne saurait être l'objet de graves difficultés. Il n'est point nécessaire de revenir sur les raisons qui militent en faveur d'un régime spécial pour la corporation minière, mais s'il est un résultat auquel le législateur doit tendre, c'est celui de l'organisation des retraites par profession. La matière n'est d'ailleurs pas sans précédents. Il est un corps spécial où justement en raison de l'épuisement qui atteint l'individu, l'entrée en jouissance de la pension se trouve très avancée. Il s'agit des professions de chauffeurs et de mécaniciens de chemins de fer où l'intéressé peut faire valoir ses droits à la retraite dès 45 ans.

Il est un point cependant, qui pourrait soulever de graves objections. C'est le cas où l'ouvrier mineur continue de travailler à la mine, une fois sa pension liquidée. Son travail viendra concurrencer désavantageusement ses camarades, car il pourra consentir des prix inférieurs. En outre le patron aurait peut-être intérêt à accorder la

préférence à des travailleurs rentrant dans cette catégorie puisque du même coup il se verrait déchargé des obligations que la loi met à son compte.

Par suite de l'abaissement de l'âge d'entrée en jouissance de la pension, on risque de se trouver en présence d'une concurrence particulièrement inquiétante pour la masse de la corporation. La même observation peut d'ailleurs être faite en ce qui concerne l'ouvrier mineur au-dessous de 18 ans. Aussi pour parer à ces inconvénients, la proposition Thomas prévoit un certain nombre de solutions qui viendront en quelque sorte rétablir l'équilibre entre les diverses catégories d'individus employés à la mine.

Tout d'abord, il faut renoncer à l'idée d'après laquelle on pourrait interdire le travail minier au travailleur qui se trouve fondé à réclamer ses droits à la pension. Une telle rigueur serait inadmissible et à elle seule suffirait à faire échouer la réforme.

Cette hypothèse étant écartée, deux solutions de la question sont possibles.

Où l'ouvrier mineur ne demande pas la liquidation de sa pension et continue d'effectuer les versements prescrits par le législateur. Alors il est rationnel d'imposer à l'exploitant les mêmes sacrifices. Au surplus il ne saurait être question de lui accorder un traitement de faveur pour une partie quelconque de son personnel. Les versements ainsi accomplis en dehors de toute prescription légale ne pourront entrer en ligne de compte pour le calcul de la pension minimum de 730 francs. Par suite, celle-ci se trouvera plus ou moins accrue en raison du sacrifice supplémentaire que s'impose l'assuré.

Où l'ouvrier mineur fait valoir ses droits à la retraite. Dès lors, il n'est astreint à aucun versement et c'est justement cette situation qui doit faire redouter l'avilissement des salaires. Dans cette hypothèse, la proposition Thomas impose à l'exploitant l'obligation du versement

des 4 % prévu par le législateur pour le cas ordinaire d'ouvriers rentrant dans les conditions normales.

La même solution est adoptée pour l'ouvrier mineur au-dessous de 18 ans. Le patron devra verser à la Caisse autonome une somme correspondant à 2 % du montant du salaire.

Dans les deux cas, ce sera le fonds de majoration qui bénéficiera des ressources ainsi produites. Du même coup on aura contribué à rendre moins chimériques les revendications minières.

A tout assuré remplissant la double condition de 50 ans d'âge et 25 années de services, le projet garantit une pension minimum de 730 francs. Les prétentions minières n'ont rien d'excessif. Dans les conditions actuelles de l'existence, avec l'accroissement continu du coût de la vie, une pension de 2 francs par jour est encore bien minime. Très souvent à l'âge d'entrée en jouissance de sa retraite, l'ouvrier mineur n'est pas encore complètement déchargé des obligations familiales. Cependant les intéressés s'en tiennent là car si modeste que sera leur sort, une amélioration notable aura été réalisée.

Au reste, on peut se demander pourquoi les ouvriers mineurs se sont arrêtés au chiffre de 730 francs. M. Thomas nous en fournit l'explication. Depuis assez longtemps déjà, la corporation est familiarisée à l'idée d'une retraite fixe. Les législations de 1903 et 1907 y ont quelque peu contribué en prévoyant le taux maximum que pourraient atteindre les majorations et allocations accordées aux « vieux mineurs ». Depuis la tradition s'est continuée dans les conventions de majorations conclues par les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais. C'est à un taux déterminé, suivant les circonstances 550 ou 600 francs que l'on s'en est tenu pour délimiter les obligations nouvelles assumées par les compagnies.

6°. — Légimité d'une retraite uniforme.

Les difficultés les plus graves ont une autre origine. En droit et au point de vue de la stricte justice, on ne manquera pas de critiquer l'uniformité dans le taux des pensions. Comment songer à accorder les mêmes avantages à des individus dont les rôles, et en même temps l'énergie, la capacité productrice sont si différents ? N'est-il pas injuste d'imposer aux uns la collaboration à la retraite des autres ? En édictant pareille mesure ne risque-t-on pas de provoquer des conflits ?

A première vue il semble que tout ceci soit irréfutable. Il n'en est rien répondent les intéressés. En effet tout dépend de la façon dont on envisage la question. Or l'argumentation que nous venons d'exposer a le grand tort de voir les choses sous un jour trop étroit.

Dans l'état actuel, il est vrai, les salaires varient dans de fortes proportions suivant les régions. L'ouvrier du Nord et du Pas-de-Calais se trouve dans une situation privilégiée par rapport à ses camarades du Centre et du Midi. Mais rien ne justifie ces différences de traitement et c'est justement le grand reproche qu'on peut faire à notre société capitaliste. Le travail des mines n'est pas moins pénible, qu'il soit exécuté dans l'une ou l'autre des régions.

De là, doit-il s'ensuivre qu'à une première injustice il faille en ajouter une seconde et perpétuer les inégalités dont souffre la corporation minière. Ce serait se faire une piètre idée des sentiments qui animent les intéressés. Mûs par une solidarité qu'on ne saurait trop louer, leurs représentants sont unanimes à réclamer l'égalité de régime et à rejeter toute mesure ne devant bénéficier qu'à une portion restreinte de l'effectif minier.

7°. — Pensions proportionnelles.

Au cas ordinaire la caisse autonome devra faire face aux retraites à plein tarif que la nouvelle réforme prévoit.

mais il est des espèces spéciales où pour diverses raisons l'assuré n'aura pas rempli intégralement les conditions fixées pour l'obtention de la pension de 730 francs. Deux cas sont à prévoir.

Tantôt il s'agira de l'ouvrier mineur frappé prématurément d'invalidité. Dans cette hypothèse la proposition Thomas ne fait que confirmer les solutions déjà adoptées pour les assurés de la Caisse Nationale des Retraites. Il ne sera pas nécessaire d'attendre l'âge de 50 ans. L'intéressé pourra faire valoir immédiatement ses droits à la pension. Toutefois si l'incapacité n'est que partielle, il y aura lieu à réduction. Le taux de la retraite sera déterminé par le Conseil d'Administration de la caisse de secours à laquelle appartient l'assuré.

Les mesures préconisées par M. Thomas modifient sensiblement et à l'avantage des intéressés, les propositions de la Commission Exécutive. En effet, le texte soumis aux chambres pose pour la première fois dans notre législation le problème de l'incapacité relative. Remarquons d'ailleurs que ces dispositions seront vivement combattues et ne recevront aucune solution.

Tantôt on se trouve en présence d'un assuré ayant abandonné volontairement la mine avant de pouvoir justifier de 25 années de travail.

Dans ce cas le projet prévoit une pension minimum de 29 fr. 20 par année de service accomplie, chiffre qui correspond exactement au taux adopté pour les assurés rentrant dans les conditions normales. Si les versements capitalisés au nom de chaque intéressé ne lui suffisent pas pour atteindre ce résultat, le fonds de majoration viendra combler la différence. Dans tous les cas, la pension ainsi calculée lui sera servie à l'âge de 50 ans.

Toutefois si l'individu en question venait à passer sous un autre régime de retraites, et ce sera le cas ordinaire depuis que la loi de 1910 a généralisé la matière, la caisse autonome se contenterait de verser à la nouvelle caisse

« les réserves mathématiques afférentes à la partie capitalisation de la pension en cours d'acquisition ». Ainsi dans cette hypothèse la solution adoptée prive l'assuré de tous les droits qui sembleraient lui revenir du fonds de majoration.

8°. — Reversibilité de la pension sur la veuve et les orphelins.

En principe la veuve et les enfants mineurs de l'assuré auront droit à la moitié des avantages dont il bénéficiait. En d'autres termes, si on se trouve dans le cas général de l'ouvrier mineur possédant une retraite à plein tarif, la demi-pension atteindra le taux de 365 francs. S'il s'agit d'une retraite proportionnelle, la réversibilité s'effectuera à raison de 14 fr. 60 par année de service.

Dans ces diverses combinaisons, la veuve ne pourra faire valoir ses droits qu'après l'âge de 50 ans révolus. Toutefois dans le cas spécial d'invalidité totale reconnue, les mêmes solutions qu'en ce qui concerne le mari lui sont appliquées.

A défaut de la veuve, les enfants mineurs de l'assuré sont fondés aux mêmes avantages avec cette remarque que la demi pension devra être servie jusqu'au jour où le plus jeune aura atteint l'âge de 16 ans. Dans cette hypothèse le versement doit être effectué aux mains des représentants légaux de l'orphelin.

Le texte proposé par M. Thomas nous appelle à faire une remarque. En effet à défaut de la veuve et des orphelins mineurs, la femme illégitime ayant cohabité notoirement avec l'assuré pendant les 5 années qui précèdent le décès peut prétendre aux mêmes droits.

La solution ne manque pas d'originalité mais elle risquerait fort de compromettre l'organisation actuelle de la famille. Il ne faut pas oublier que malgré les coups portés par le législateur, cette institution tant décriée dans certains milieux forme toujours la base de notre

société. « La famille est la clé de voûte de l'édifice social » a-t-on dit. Or la modification qu'on veut introduire ne tendrait rien moins qu'à reconnaître officiellement le régime de l'union libre et à lui faire produire des effets légaux.

Quoiqu'il en soit, la proposition Thomas qui sur ce point reproduit les termes mêmes de la Commission Exécutive, eut à plusieurs reprises l'honneur des congrès. Il semblerait donc que cette forme nouvelle des rapports entre les deux sexes rencontre de nombreux adeptes au « pays noir ». Ce point serait peut-être intéressant à vérifier. Dans tous les cas il était curieux de le signaler.

En toute hypothèse qu'il s'agisse de la femme légitime ou illégitime, la caisse autonome pourra se décharger de ses obligations en cas de remariage ou de cohabitation nouvelle par un versement égal à cinq annuités.

9°. — Assimilation des ouvriers ardoisiers.

Les intéressés réclament l'admission des ouvriers ardoisiers au bénéfice des améliorations nouvelles, dont vont être appelés à se prévaloir les ouvriers mineurs. C'est là une des conséquences de la fusion consacrée par le Congrès d'Albi de 1910. Désormais les deux groupements ont réalisé l'unité dans l'action, il est rationnel qu'on leur accorde une législation identique. Au reste le travail fourni n'est pas moins pénible. Les ouvriers ardoisiers sont soumis aux mêmes aléas, aux mêmes dangers que leurs camarades des mines.

La question ne souffre donc aucune difficulté. D'ailleurs on ne fait qu'appliquer l'article 31 de la loi du 29 juin 1894. Aux termes mêmes de cette législation l'assimilation des minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert peut être prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition du ministre des Travaux publics. Aucun décret de la sorte, n'a été rendu car

les intéressés n'ont pas cru devoir se réclamer d'avantages qui pouvaient leur apparaître insignifiants. Avec la nouvelle réforme, il n'en sera plus de même, aussi le législateur doit englober une corporation très intéressante qui contribuera pour bien peu à accroître les charges de la Caisse autonome.

10°. — *Autres dispositions de la proposition Thomas.*

Le surplus des dispositions contenues dans le projet de la commission exécutive et la proposition Thomas a trait à des réformes d'ordre secondaire : organisation intérieure de la Caisse autonome, service des versements ; extension des réformes aux délégués mineurs, dispositions transitoires. Tous ces points sont prévus très minutieusement dans les détails, mais nous ne nous y attardons pas, car bon nombre d'entre eux seront complètement modifiés par la suite.

a) *Gestion de la Caisse autonome*

En premier lieu, la proposition Thomas vise la gestion proprement dite de la Caisse autonome. Le placement des fonds s'effectuera sous le contrôle des ministres du Travail et des Finances. Quant aux modes choisis on donne naturellement la préférence aux usages adoptés par les Caisses publiques : « Valeurs de l'Etat, ou jouissant de la garantie de l'Etat, prêts aux départements et aux communes, obligations foncières ou communales du Crédit Foncier ».

Mais les intéressés prévoient une utilisation nouvelle des fonds, celle-ci plus fructueuse. Avec l'approbation du ministre du Travail, la Caisse autonome pourra les employer « jusqu'à concurrence de 50 % à la construction d'habitations ouvrières ou à bon marché ».

Au moment où le projet était déposé, on ne pouvait que se féliciter de cette manière de voir, car la mesure en

question était susceptible d'apporter un supplément de ressources très appréciable. Encore aujourd'hui malgré la hausse du loyer de l'argent, elle a le grand avantage de laisser une assez large latitude aux administrateurs de la Caisse autonome.

La loi de 1910 permet une affectation semblable mais on peut lui reprocher un excès de timidité, car l'initiative des caisses ne peut se mouvoir que dans un cadre très étroit. Avec la Caisse autonome des ouvriers mineurs, on aura fait un pas de plus en avant pour la solution de la question. Les assurés n'auront rien à craindre des nouvelles dispositions, car le contrôle de l'Etat les préservera de toutes opérations hasardeuses.

« La gestion financière de la Caisse Nationale des
« Retraites des ouvriers mineurs sera confiée à la Caisse
« des dépôts et consignations qui effectuera gratuitement
« les placements moyennant le simple remboursement
« des droits et frais de courtage et d'acquisition. »

L'administration proprement dite est attribuée à un Conseil composé de 18 membres : « 6 désignés par la
« Fédération nationale de l'Industrie des mines, minières
« et carrières ; 6 désignés par les exploitants ; 6 repré-
« sentants de l'Etat désignés : 2 par le ministre des
« Finances, 2 par le ministre du Travail, 2 par le minis-
« tre des Travaux publics ».

Six suppléants sont également désignés : 3 par les exploitants et 3 par la Fédération nationale. Enfin le Conseil d'administration désigne lui-même son président et son secrétaire.

Il est à remarquer que le projet de la Commission Exécutive ne prévoyait pas de représentants de l'Etat. Dans cette hypothèse, le nombre des membres du Conseil se trouvait réduit à 12.

Les versements auront lieu mensuellement. Les exploitants ou les Caisses publiques effectuant le paiement des indemnités de délégués feront suivre chaque versement

mensuel d'un bordereau mentionnant les noms des ouvriers et employés et les sommes correspondantes qui leur sont attribuées. Dans ces diverses opérations, les agents des finances de l'État serviront d'intermédiaires entre les intéressés et la Caisse nationale des Retraites.

Les sommes recueillies sont adressées à la Caisse des dépôts et consignations, mais les bordereaux doivent être remis à la Caisse autonome pour être transcrits sur des registres spéciaux.

Le livret individuel est maintenu mais un dispositif particulier permettra d'insérer une feuille volante où seront mentionnés « les journées de travail effectuées, les « journées de repos pour accident ou maladie s'il y a « lieu, le montant du salaire journalier et global, le montant de l'indemnité d'accident ou de maladie, les « retenues opérées et le montant correspondant de l'exploitant ou de la Caisse de secours. »

Ces diverses annotations devront concorder rigoureusement avec les annotations fournies par le bordereau. A cet effet, chaque année les ouvriers mineurs remettront leurs livrets aux exploitants qui leur en délivreront récépissé. Les exploitants les adresseront à la Caisse autonome où s'effectuera la vérification.

Par ce moyen l'assuré n'est pas dépossédé continuellement comme dans le système de la législation de 1894. Sauf à une époque dont la détermination est laissée au gré du Conseil d'administration, il peut à n'importe quel moment se renseigner sur la marche de sa pension. Il lui est loisible de vérifier par lui-même les opérations portées à son compte et d'exiger les corrections nécessaires. Nul doute qu'il ne témoigne un intérêt d'autant plus vif à la réforme que celle-ci doit lui procurer une amélioration notable de sa retraite. Les livrets abandonnés iront sans cesse en décroissant et ce ne sera pas l'un des moindres avantages que pourra recueillir l'œuvre du législateur.

b) *Délégués mineurs*

M. Thomas consacre plusieurs dispositions aux délégués mineurs. En ce qui les concerne l'assimilation est maintenue. Toutefois il faut mettre à part le cas du délégué qui ne travaille pas à l'exploitation et dont le traitement est inférieur à 20 journées de travail. Dans cette hypothèse, il devra compléter les versements effectués en son nom, de telle façon que les sommes fournies correspondent au chiffre minimum de 20 journées. De son côté, l'Etat devra parfaire le sacrifice imposé par un versement correspondant d'au moins 2 %.

La mesure est parfaitement logique. Sans elle l'assuré pourrait bénéficier des mêmes avantages tout en s'imposant des charges moindres et en définitive ce serait au détriment de la masse des ouvriers mineurs.

c) *Accidents. — Maladies*

Les journées de repos pour cause d'accident ou de maladie sont comprises dans le décompte des 264 journées que doit comprendre l'année mineur exploitant et la Caisse de secours à laquelle appartient l'assuré doivent effectuer un versement égal à 10 % de l'indemnité allouée.

d) *Dispositions transitoires*

Le projet prévoit des dispositions transitoires.

L'entrée en jouissance de la pension à 50 ans se fera sur cinq échelons en commençant à 54 ans pour la première année d'application de la loi.

Les Caisses de retraites des compagnies et les Caisses de liquidation seront liquidées. Les excédents qui pourraient subsister après versement des réserves mathématiques constituées pour chaque mineur seront reversés au fonds de répartition de la Caisse nationale.

11°. — Conclusion.

De la conclusion dont M. Thomas fait suivre son étude il ressort que les ouvriers mineurs ont hâte de voir la réalisation de leurs revendications. Le législateur ne doit pas perdre de temps. La patience des populations ouvrières intéressées commence à se lasser et si on n'y prend garde, l'ère des agitations, des violences pourrait bien se renouveler. Au surplus, la légitimité des réformes projetées étant amplement démontrée on aura contribué à la solution du problème si épineux des retraites. L'argument servi à la Chambre lors de la discussion de la loi de 1894 peut être repris. Sans doute il ne s'agit plus de permettre la généralisation des retraites. Les lois de 1910 et 1912 ont résolu la question. Mais les améliorations que l'on préconise en faveur des ouvriers mineurs pourront servir de point de départ à d'autres améliorations dans le régime instauré par ces législations. Les auteurs se défendent de toute idée de privilège en faveur de leurs protégés. Le but est tout autre. « Si la loi spéciale donne « de bons résultats il sera facile de l'étendre ensuite en « profitant de l'expérience acquise. »

C'est un argument qui ne manque pas d'avoir sa valeur si on s'en rapporte aux difficultés sans nombre rencontrées par nos administrations pour mener à bien l'œuvre du législateur de 1910.

VI. — Congrès d'Angers.

1°. — Caractères de la réunion.

Peu après le dépôt du projet modifiant le régime des retraites, se tenait le Congrès d'Angers. Aux précédentes assises minières, les intéressés, afin de bien montrer qu'ils n'entendaient pas se laisser constamment berner, avaient fixé un délai pour la réalisation de leurs revendications.

La date choisie était le 12 février 1912. Or à l'époque convenue, aucune décision n'était encore intervenue. Les propositions n'avaient pas été rapportées. Comme ce résultat avait pu être entrevu à l'avance, les représentants miniers furent convoqués pour la même date à l'effet d'envisager les mesures à prendre.

Notre attention se porte tout d'abord sur la ville choisie. En transportant le siège de leurs réunions au centre de l'industrie ardoisière, les intéressés ont entendu marquer de façon sensible, la fusion qui s'est opérée entre les deux organisations. Ils ont voulu également faire ressortir l'intérêt direct qui rattache les ouvriers ardoisiers aux réformes en litige.

L'élément nouveau introduit au sein de la corporation n'en sera pas le moins subversif. Les délégués ardoisiers sont pour une politique d'action immédiate. Ils préconisent les solutions extrêmes afin d'aboutir. La modération des vieux syndicats du Nord et du Pas-de-Calais ne suffira plus à retenir les nouvelles recrues. Aussi dès maintenant nous assistons à une évolution de plus en plus prononcée vers le syndicalisme révolutionnaire et ses méthodes.

Cependant pour être juste il faut reconnaître que cette politique prend son origine dans l'affiliation des mineurs à la Confédération Générale du Travail. Depuis lors, en effet, les Congrès ne s'occupent plus seulement des questions strictement professionnelles. On s'en prend aux institutions existantes que l'on rend responsables de tous les maux. En particulier, l'organisation militariste actuelle des Etats est vivement attaquée. Des motions sont adoptées par les Congrès d'Albi, Commeny, recommandant l'insubordination, la désertion en cas de conflit armé. Il ne faudrait pas sans doute s'exagérer l'importance de tous ces faits. Ils prouvent néanmoins que sous l'influence de quelques idéologues révolutionnaires, la

direction suivie à l'origine par les syndicats avait complètement dévié.

Toujours dans le même sens, certains délégués se font les propagateurs d'une méthode nouvelle relative aux moyens à employer pour hâter la réalisation des réformes désirées. Jusqu'ici l'ouvrier mineur s'est adressé au législateur dans l'espoir d'obtenir une amélioration de sa condition. Selon les nouveaux théoriciens, les résultats acquis sont de trop minime importance pour qu'on puisse songer à continuer la même tactique. L'action légale, l'action parlementaire doivent être abandonnées. Désormais la lutte syndicale doit prendre un tout autre aspect. C'est dans un tête à tête continuél avec le patron que l'ouvrier mineur doit poursuivre l'amélioration de son sort. Si du côté de l'exploitant on refuse de se prêter à ces manœuvres, les ouvriers ne devront pas hésiter à entrer en lutte avec lui et à lui déclarer la grève pour lui forcer la main.

C'est donc une politique toute nouvelle faite d'attaques incessantes contre le patron avec recours à la cessation du travail pour le moindre petit incident. Cette observation n'est d'ailleurs pas spéciale au monde ouvrier des mines. C'était la même conception dont il était fait mot d'ordre à toute la classe ouvrière.

Il reste à savoir si d'une pareille ligne de conduite, les intéressés doivent recueillir des avantages supérieurs. Quant à nous, nous pensons que les vieilles méthodes, autant que l'union étroite et la discipline pratiquée par la masse de la corporation, ont réussi à placer les ouvriers mineurs au premier plan dans la voie des réformes sociales. Nous doutons que les moyens de guerre produisent d'aussi bons résultats.

Nous rencontrons particulièrement la disposition d'esprit que nous venons de signaler, chez l'un des dirigeants

de la Confédération Générale du Travail (1). M. Jouhaux conteste qu'il faille tendre à pourvoir chaque catégorie de travailleurs d'une législation sociale spéciale. Agir ainsi serait aller à l'encontre des intérêts bien compris du prolétariat. Partant de ce point de vue la tactique adoptée par les organisations minières prête aux critiques les plus graves. Le mouvement ouvrier doit tendre « à fondre les multiples intérêts divers des corporations et à unifier la classe ouvrière. Il ne peut acquérir « de puissance qu'autant qu'une large solidarité lie ses « différents membres ». Aussi faut-il travailler « à faire disparaître le plus rapidement possible, les différences d'intérêts qui subsistent encore dans les rangs ouvriers » car « régler par une législation spéciale la situation des différentes professions, c'est en réalité permettre la perpétuation de ces intérêts divers ».

M. Jouhaux en arrive à la seconde partie de sa démonstration : « D'autre part n'est-ce pas aussi encercler l'action ouvrière dans les limites étroites du cadre de la loi. » Il est de l'intérêt même des syndicats ouvriers que leur activité s'exerce d'une façon toute différente. « Notre « action doit s'exercer directement sur nos employeurs. « C'est notre seule force qui doit déterminer les transformations et améliorations que nous désirons réaliser. « Allant vers une refonte totale des rouages sociaux « actuels nous devons surtout nous tenir éloignés des « influences légalitaires qui trop directement procèdent « de l'esprit bourgeois. Quelque paradoxal que cela « puisse paraître, notre terrain d'action est hors de la « légalité. Ce n'est pas dans les cadres de la société « actuelle que nous devons préparer la société de « demain. »

(1) *Musée social* : Comptes-rendus de la Presse : Bataille syndicaliste, 15 février 1912.

2°. — Décisions du Congrès d'Angers : Discussions.

Au Congrès M. Thomas reprend l'exposé du projet de la Fédération des mines, minières et carrières et s'efforce de justifier les modifications qu'il y a introduites. En particulier il montre les raisons qui s'opposent à ce que l'on transforme les versements des assurés en une propriété collective gérée par la Caisse autonome. Ce serait s'exposer aux réclamations des intéressés. En outre, il apparaît comme peu certain que le parlement actuel puisse accepter pareille manière de voir.

D'autre part il fait ressortir la nécessité de ressources nouvelles que l'Etat d'un côté, l'exploitant de l'autre, devront fournir, si on veut débarrasser les réformes envisagées de tout caractère hypothétique.

Sur ces divers points aucune difficulté importante ne s'élève, mais des divergences se manifestent à propos des mandats délivrés par les associations syndicales des différentes régions. Tandis que les représentants du Centre, du Midi et de l'Ouest appartenant à ces régions déshéritées où la population minière est lasse d'attendre, ont reçu mission de voter la grève générale pour le 1^{er} mars, ceux du Nord et du Pas-de-Calais tout en étant d'accord sur la question de principe, vont faire tous leurs efforts pour ajourner les effets d'une pareille décision.

Le motif de cette attitude est facile à expliquer. Les conventions collectives conclues par les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais viennent à expiration le 31 décembre 1912. Dans les circonstances actuelles, les intéressés craignent qu'en déchaînant le mouvement gréviste, les exploitants ne refusent de proroger les majorations de pensions dont leurs ouvriers mineurs bénéficient depuis 1903.

Le vote auquel il fut procédé donna une majorité de syndicats pour la cessation générale du travail au 1^{er} mars, mais au dépouillement des cotisations représentées la

proposition était repoussée par 105.000 voix contre 80.000 (1).

La contradiction que renferme ce double scrutin s'explique aisément. Les régions houillères où on a hâte d'aboutir sont représentées à la Fédération Nationale par un nombre d'associations relativement élevé, mais certaines d'entre elles ne renferment qu'un nombre infime d'adhérents.

Au contraire dans les exploitations du Nord où la productivité houillère est particulièrement intense, l'action syndicale est moins divisée. On se trouve en présence d'organisations puissantes groupant autour d'elles un nombre imposant de cotisations.

Malgré les résultats donnés par le vote, il fallait s'efforcer de calmer ceux qui étaient venus dans l'espoir d'obtenir une action immédiate et décisive sur le Parlement. Aussi après avoir montré les dangers que courait la corporation en provoquant une grève, on accorde une satisfaction de principe aux promoteurs du mouvement. La motion suivante est adoptée :

« Résolu à tenir compte des conditions du travail par-
« lementaire, mais non moins résolu à faire valoir tous
« les droits, tous les besoins de la corporation par une
« manifestation unanime et réfléchie, le Congrès donne
« mandat au Conseil National de la Fédération, de pren-
« dre l'heure venue, conformément aux résolutions du
« Congrès siégeant en séance secrète, toutes les mesures
« pour faire aboutir les revendications qu'il a sous la
« forme la plus précise et la plus nette officiellement
« soumises au Parlement. » (2)

En définitive, le Conseil National de la Fédération est constitué seul juge du moment où les circonstances lui paraissant favorables il pourra déchaîner le conflit.

(1) *Musée social* : Comptes-rendus de la Presse ; *Humanité*, 18 février 1912.

(2) *Humanité* : 18 février 1912.

En résumé les ouvriers mineurs ne sont point encore résolus à se détacher de la méthode parlementaire. Il apparaît au contraire qu'ils semblent plus décidés que jamais à peser sur les représentants du pouvoir afin d'imposer leurs conditions. C'est le meilleur argument que l'on puisse opposer aux promoteurs de la méthode directe. « Les gueules noires » ne veulent point renoncer à un moyen d'action qui presque toujours leur a procuré un gain immédiat et certain. Les profits hypothétiques qu'on leur laisse entrevoir n'ont pu entamer cette manière de voir.

VII. — Rapport Roden ⁽¹⁾

1^o. — Examen des revendications minières. — Leur légitimité. Modifications proposées.

Cependant au Parlement, la Commission des mines chargée de l'examen de la proposition Thomas ne restait pas inactive. Dans le rapport distribué à la Chambre, M. Roden fait une étude minutieuse des différents points dont le projet comporte la modification, mais au préalable, le rapporteur jette un regard d'ensemble sur l'œuvre du législateur de 1894 et ses résultats.

a) *Résultats de la législation de 1894 : Statistiques*

À l'heure actuelle il résulte des statistiques qu'il existe 15.410 ouvriers retraités inscrits soit exclusivement aux caisses de liquidation, soit à ces mêmes caisses en collaboration avec la Caisse Nationale des Retraites.

Si maintenant on considère les ouvriers mineurs dont la pension est actuellement en cours d'acquisition, on constate trois catégories bien distinctes suivant le mode d'affiliation.

(1) 1912 : Documents parlementaires : chambre n^o 2088.

181.098 ouvriers mineurs relèvent exclusivement de la Caisse Nationale des Retraites.

24.102 ouvriers sont inscrits à la fois aux caisses de liquidation et à la Caisse Nationale des Retraites.

100.08 ouvriers relèvent encore des caisses patronales autorisées.

L'examen reste néanmoins incomplet, la législation de 1894 ne devant produire son plein effet qu'à longue échéance, 30 ans environ.

Le seul point certain concerne la situation lamentable faite aux vieux ouvriers mineurs, situation que le législateur s'est efforcé d'améliorer dans la mesure où cela paraissait possible par les lois du million de 1903 et 1907.

b) Caisse nationale des retraites des ouvriers mineurs

L'idée d'une Caisse nationale des retraites des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers lui semble très légitime. Le législateur d'aujourd'hui ne peut qu'acquiescer aux vœux exprimés par les intéressés. Si la loi générale des retraites de 1910 a prévu la décentralisation dans le service des pensions, il est juste d'en faire bénéficier une corporation pour laquelle la mesure envisagée comporte de sérieux avantages. Sur ce point nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les termes mêmes du rapport :

« L'on ne peut qu'approuver les ouvriers mineurs qui profitant de cette faculté légale désirent savoir ce que deviennent les fonds qu'ils consacrent à l'acquisition de leur retraite, participer à leur administration, se rendre compte par eux-mêmes du taux de capitalisation qu'on peut leur appliquer et du montant de la retraite individuelle que l'on peut assurer à l'ouvrier en échange de ses versements.

« La Caisse Nationale des Retraites a établi ses tarifs de retraite sur la mortalité de l'ensemble des Français.

« Or il n'est pas douteux que la profession influe sur la durée de la vie. »

Si dans cette question de la mortalité minière, il était possible de donner une solution mathématique, bien des difficultés se trouveraient écartées. Malheureusement les statistiques ne concordent point. Toutefois le ministère du Travail fournit à M. Roden un élément d'appréciation qui peut servir de base à la justification des prétentions minières.

Les documents établis par les soins de cette administration montrent la survie de l'homme au-delà de 55 ans chez différentes catégories d'individus et font ressortir la comparaison avec l'ouvrier mineur.

Il en résulte que tandis que pour la généralité des individus, cette survie s'établit aux environs de 14 ans et 7 mois, que pour l'ensemble de la population ouvrière elle est encore de 12 ans et 4 mois, chez l'ouvrier mineur elle n'est plus que de 11 ans et 10 mois. Encore sont-ce là prévisions plutôt optimistes puisque d'après certains elle ne dépasserait guère 9 ans.

Il y a plus encore. Il faut faire entrer en compte tous les décès survenus parmi les ouvriers mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de 55 ans. Ils sont nombreux assure M. Roden, les statistiques sont là pour le prouver. Cette constatation est d'autant plus intéressante à noter, qu'au moment de l'entrée à l'usine on est particulièrement sévère sur les conditions d'aptitude requises chez les individus.

En résumé les allégations des ouvriers mineurs n'ont rien d'exagéré, lorsqu'ils se prétendent frustrés d'une partie de leurs versements au profit des autres assurés de la Caisse Nationale des Retraites. Un seul moyen existe de remédier à pareil état de choses : accorder l'autonomie de leurs retraites aux intéressés.

c) *Fonds de répartition*

La création d'un fonds de répartition destiné à procurer aux ouvriers mineurs la retraite minimum de 730 francs ne rencontre pas le même crédit. M. Roden écarte résolument l'idée de la retraite uniforme. Il ne serait pas juste d'accorder les mêmes avantages à des individus qui se sont imposés des sacrifices différents pouvant varier dans des limites assez larges. En conséquence, la capitalisation doit continuer de jouer le principal rôle dans la constitution des pensions et les versements doivent rester individuels comme dans le régime actuel. Sans doute le fonds de répartition existe à l'heure actuelle, mais la loi de 1907 qui prévoit un crédit d'un million et demi en faveur de certaines catégories « de vieux ouvriers mineurs » est une loi d'attente destinée à remédier à des situations fâcheuses révélées par la période transitoire.

Le fonds de répartition en question doit conserver son caractère provisoire. Il disparaîtra lorsque les circonstances qui ont réclamé sa création auront disparu, c'est-à-dire lorsque chaque assuré aura été à même de bénéficier pleinement de la législation des retraites minières. Si à cette époque il apparaît que les avantages accordés sont insuffisants, il n'y aura qu'une solution à adopter : accroître la participation des patrons et des ouvriers à la caisse des retraites.

A un autre point de vue M. Roden maintient l'égalité des versements patronaux et ouvriers et rejette toute combinaison qui aurait pour effet de porter atteinte à l'un des principes fondamentaux de toute organisation légale des retraites. Dans de nombreuses exploitations et plus particulièrement dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les exploitants peuvent s'imposer des sacrifices élevés par les conventions de majoration que nous avons déjà rencontrées. D'autre part, les lois de 1903 et 1907

leur imposent une quote part importante dans les secours accordés aux « vieux mineurs » sans rien exiger de la corporation ouvrière. Enfin les compagnies supportent très souvent la part la plus considérable dans les charges des caisses de liquidation. Néanmoins, la moindre atteinte au principe consacré par des législations successives semble trop grosse de conséquences à M. Roden et mieux vaut laisser aux conventions particulières, le soin de corriger suivant les circonstances, les règles posées par le législateur dans ce qu'elles peuvent avoir de rigoureux.

M. Roden ne s'arrête pas davantage à l'argument tiré des caisses de secours. Il n'admet point cette sorte de compensation consistant à mettre à la charge de l'exploitant un sacrifice correspondant à la fraction dont il est exonéré dans le fonctionnement de ces caisses.

d) Conséquences financières de la réforme

Le rapport de M. Roden est à peu près muet sur les moyens envisagés en vue de l'emploi des sommes affectées au fonds de répartition. L'auteur s'excuse du silence auquel il se voit contraint à son grand regret. Les données qui lui permettraient de tabler sérieusement sur les conséquences de la réforme projetée lui font totalement défaut. Renseignements sur la situation des vieux mineurs, retraites acquises avant que la loi de 1894 ne joue complètement, pensions de veuves et d'orphelins, pensions d'invalidité, autant d'éléments que la commission chargée d'examiner la proposition Thomas n'a pu soumettre à ses investigations. Dans ces conditions à quoi pourraient bien servir des déductions ne reposant sur aucune base sérieuse et est-il besoin de retomber dans les résultats empiriques du projet de la Fédération des mines, minières et carrières.

Laissant de côté la question de l'uniformité des pensions, le taux-minimum de 730 francs inscrit dans le projet n'est pas mieux accueilli. M. Roden a surtout en

vue d'éviter au législateur toute promesse inconsidérée et même dangereuse en l'absence de données permettant de tabler sur les conséquences probables de la réforme. Toutefois le rapporteur se plaît à espérer que les intéressés seront bien près d'atteindre leur but. Il essaie même une démonstration par les chiffres. Se basant sur le nombre actuel de 13.965 retraités qu'il décompose en plusieurs catégories suivant le taux de leurs pensions, il calcule les sommes nécessaires pour les porter à 730 francs, en tenant compte de l'allocation de 100 francs versée par l'Etat, par extension aux ouvriers mineurs, de la législation générale des retraites. Il arrive ainsi au total de 4.924.220 francs. Or le fonds de répartition doit produire normalement 7 millions. Il reste donc une marge suffisante pour envisager le cas des ouvriers mineurs ne jouissant d'aucune pension ainsi que pour assurer les pensions à demi tarif de veuves et d'orphelins prévues par le projet.

Les résultats sont particulièrement encourageants si l'on considère que les charges du fonds de répartition vont se trouver allégées d'année en année au fur et à mesure que la législation des retraites minières se rapprochera de l'époque de son fonctionnement normal. Encore faudrait-il tenir compte de l'élévation des salaires qui venant accroître la retenue de l'exploitant et de l'ouvrier, apporte un élément de plus en faveur de la réalisation de l'une des revendications minières, non la moins importante.

e) Age d'entrée en jouissance de la pension

Contrairement aux vœux depuis longtemps formulés par la corporation minière, le rapport de la commission maintient l'entrée en jouissance de la pension à 55 ans. Avec M. Audiffred, rapporteur du projet qui devint la loi du 29 juin 1894, le rapporteur actuel constate que

l'hygiène, la sécurité ont fait de très grands progrès. En particulier, des textes législatifs sont venus limiter la durée de la journée de travail. Si la profession minière comporte toujours certains risques inhérents à sa nature, on ne se trouve cependant plus en présence du travail déprimant auquel se voyaient astreints les ouvriers mineurs, bien avant qu'une législation sociale efficace intervint en leur faveur.

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Roden qui reprend un argument déjà signalé, ce n'est pas à 50 ans que l'ouvrier mineur pourrait s'interdire d'aller à la mine. A cet âge l'individu n'est pas encore exempt des charges de famille et la corporation minière n'échappe pas à cette constatation. S'il en est ainsi, les 730 francs assurés par la nouvelle législation seront bien insuffisants. Mais alors à quel singulier spectacle nous allons assister : des ouvriers mineurs jouissant d'une retraite qui en réalité n'en est pas une, puisqu'ils vont se comporter comme si aucune modification n'était survenue.

Cependant l'argument qui s'oppose à la réalisation du desiderata minier est surtout d'ordre financier. Sur ce point les raisons qui militent contre la retraite à 50 ans d'âge se dédoublent en deux séries bien distinctes :

La mesure projetée aurait pour première conséquence d'accroître considérablement le nombre des ayants droit à la pension. M. Roden affirme qu'il serait double. Il en résulterait pour la Caisse autonome une charge supplémentaire que l'on peut sans exagérer qualifier d'écrasante.

En second lieu, une telle disposition viendrait affaiblir dans de fortes proportions les ressources dont la Caisse est appelée à bénéficier, car la pension à 50 ans d'âge aurait ce double résultat de supprimer cinq années de capitalisation et cinq années de versement, cela au moment même où elle devrait consolider sa situation financière pour satisfaire à des demandes plus nombreuses.

Ce ne serait point en pareille hypothèse que l'on pourrait envisager comme possible la réalisation du taux de 730 francs.

f) *Extension aux ouvriers mineurs
des législations de 1910 et 1912*

M. Roden examine un certain nombre de points se rapportant à l'extension aux ouvriers mineurs des législations de 1910 et 1912.

Les ouvriers mineurs doivent bénéficier de l'allocation de 100 francs accordée par l'Etat à leurs collègues du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture. Il n'est point nécessaire de retracer la légitimité de la revendication. D'autre part il n'est nullement porté atteinte au principe d'égalité. Le législateur des retraites ouvrières accorde l'avantage en question à un âge plus avancé, mais nous savons que la retraite anticipée n'est qu'une conséquence des risques inhérents à la profession minière.

En second lieu, les femmes et les veuves non salariées des ouvriers mineurs doivent jouir des avantages accordés aux femmes et aux veuves des assurés obligatoires de la loi de 1910. La réforme sera d'autant plus facile à réaliser qu'à l'heure actuelle, l'ouvrier mineur verse au compte de sa femme une somme supérieure à celle exigée par cette législation.

« A l'heure actuelle, conformément aux prescriptions
« de la loi de 1886 qui a institué la Caisse Nationale des
« Retraites pour la vieillesse, il est prélevé automatique-
« ment sur les versements faits par l'ouvrier mineur
« marié, une somme égale à la moitié de ses versements,
« que l'on verse au compte individuel de la femme....

« Il sera donc facile de donner à la femme du mineur
« le livret individuel sur lequel seront inscrits les verse-

« ments et de prélever sur les versements du mari les « 12 francs nécessaires à l'assurance de sa femme. »

Les retraites d'invalidité et les retraites proportionnelles sont réglées par application des principes contenus dans la législation générale des retraites.

L'ouvrier mineur invalide pourra à tout moment réclamer la liquidation de sa pension. Il aura droit à l'allocation prévue par la loi de 1910 et à une majoration du fonds de répartition.

g) *Caisses patronales. — Caisses de liquidation*

M. Roden, au nom de la Commission, repousse la liquidation des Caisses patronales et des Caisses de liquidation.

La raison qu'il en donne ne manque pas d'une certaine force. On doit considérer en effet que des conventions sont intervenues entre patrons et ouvriers, que des décisions d'arbitrage ou de justice ont été rendues. La liquidation proposée risquerait d'opérer un bouleversement trop complet au mépris de droits acquis auxquels il ne saurait être touché qu'avec la plus grande prudence.

Le rapporteur ne conteste pas certaines conséquences fâcheuses susceptibles de se produire. Il se pourra que par suite du maintien des anciennes institutions l'ouvrier mineur se voit imposer un double versement : Versement à la Caisse de liquidation et versement au fonds de répartition créé par la nouvelle législation.

Le moyen de remédier à pareil état de choses ? M. Roden n'en aperçoit aucun, tout au moins pour le moment, si on veut aboutir vite. La situation est trop délicate pour songer à y apporter une modification quelconque.

h) *Délégués mineurs. — Ouvriers ardoisiers.*

L'assimilation des délégués mineurs et des ouvriers ardoisiers ne souffre aucune difficulté. En ce qui concerne

ces derniers, outre l'analogie dans les conditions du travail, toute la législation minière actuelle est une consécration du principe. Qu'il s'agisse de l'institution des délégués mineurs, de la législation des accidents du travail, des lois protégeant la femme et l'enfant, de la réduction de la durée du travail, les ouvriers ardoisiers ont été appelés à bénéficier des dispositions nouvelles sans aucune restriction.

REMARQUE. — La proposition Thomas excluait ceux dont le salaire se trouve supérieur à 5.000 francs. Plus libéral, M. Roden consacre pour tous le droit au livret individuel. La seule modification apportée à la législation de 1894 est relative aux retenues et versements qui désormais pourront s'exercer jusqu'à concurrence de 3.000 francs.

2°. — Vue d'ensemble sur les modifications apportées à la législation de 1894.

M. Roden récapitule les résultats en faisant ressortir ce qui subsiste de la législation de 1894 et en établissant ensuite le bilan des innovations proposées.

Que reste-t-il de la législation actuelle ? A cette interrogation il est facile de répondre. En effet quelle que soit l'importance de la révolution opérée, on doit reconnaître que la législation de 1894 est maintenue dans ses grandes lignes : livret individuel à base de capitalisation, pension à 55 ans d'âge et après 30 ans de services, cotisation de 4 %, maintien des caisses de liquidation et des caisses patronales en cours, autant d'idées fondamentales que le projet de la Commission laisse à la base du nouveau régime de retraites minières.

Parmi les réformes opérées, nous devons faire une place à part aux dispositions qui étendent aux ouvriers mineurs le bénéfice des lois de 1910 et 1912. Dans cette

catégorie viennent se ranger l'allocation de 100 francs de l'Etat, après 55 ans d'âge et 30 ans de services, et l'assimilation des femmes et des veuves des ouvriers mineurs aux assurées facultatives prévues par ces législations.

Mais l'élément principal, en quelque sorte l'âme de la réforme, consiste dans la création d'un fonds de répartition en vue de majorer les pensions, sinon jusqu'au taux de 730 francs, tout au moins dans des conditions qui font espérer que ce résultat sera bien près d'être atteint.

L'énumération des ressources comprend :

1° Un versement ouvrier de 1 % du salaire auquel correspond un versement patronal égal.

2° Une contribution annuelle de l'Etat ne pouvant être inférieure à un million.

3° Le produit des dons et legs.

4° Une part des offres spontanées faites par les nouveaux concessionnaires.

5° Les capitaux et intérêts des livrets prescrits par 30 ans.

M. Roden fait observer que le versement supplémentaire de 1 % imposé à l'ouvrier est plus apparent que réel. En effet, les exploitants du Nord et du Pas-de-Calais, n'étant plus liés par les conventions collectives de majorations, ont laissé entendre qu'ils prendraient à leur charge tous sacrifices imposés par la nouvelle loi. Or il s'agit de régions comportant un effectif minier de 140.000 individus environ, et il est permis de penser que d'autres compagnies imiteront un geste qui doit être encouragé.

VIII. — Rapport Chéron ⁽¹⁾

1^o. — Exagération des critiques portées contre la législation de 1894 et la Caisse Nationale des Retraites.

Une loi de l'importance de celle qui allait être soumise aux Chambres ne pouvait se passer de l'avis préalable de la commission du budget. Les mesures projetées rentrent dans ses attributions. Il va falloir rechercher avec autant d'exactitude qu'il sera possible, les répercussions budgétaires de la réforme. En un mot, la discussion doit être portée sur le terrain strictement financier.

Le rapport de M. Chéron débute par une étude détaillée sur le fonctionnement des pensions, tel qu'il est assuré par la Caisse Nationale des Retraites. Ce n'est d'ailleurs que la constatation d'un fait : Les ouvriers mineurs sont appelés à bénéficier de tous les avantages accordés aux assurés ordinaires par les lois et règlements relatifs à l'organisation de cette institution.

L'intérêt du rapport réside surtout dans l'examen des critiques adressées à la législation de 1894. La commission du budget, par l'organe de son rapporteur, aborde le problème du côté technique, s'il est possible de parler ainsi, et c'est ce qui explique l'intérêt spécial qui s'attache à l'œuvre de M. Chéron.

Avant tout M. Chéron tient à déclarer ses sympathies pour la Caisse Nationale des Retraites. C'est pourquoi il se demande si les ouvriers mineurs vont obtenir une amélioration notable de leur sort dès lors que cet organisme se verra évincé des retraites minières. Ses conclusions seront plutôt pessimistes. Il ne sera pas gagné par l'enthousiasme des intéressés.

(1) 1912 : Documents parlementaires n^o 1521.

Les critiques dirigées contre la Caisse Nationale des Retraites ont été exagérées. Pour ce qui regarde la question si délicate des livrets abandonnés, sans doute la législation de 1894 présente une large fissure, mais les promoteurs de la réforme ne se sont pas rendus compte des faits dans leur exactitude. Tant pour le nombre des livrets abandonnés que pour leur montant, ils ont fait preuve d'un pessimisme hors de mesure. Beaucoup de livrets abandonnés ou considérés comme tels sont revendiqués par leurs titulaires dès que ceux-ci arrivent à l'âge de la retraite. Il n'y aurait donc semble-t-il, qu'à simplifier les formalités permettant aux possesseurs de livrets de faire valoir leurs droits à la pension. C'est le principe de la Retraite proportionnelle consacré dans le projet rapporté par la commission des mines.

D'autre part, en cas d'égarement du livret, le remplacement devrait pouvoir s'effectuer aussi simplement que possible afin de ne pas décourager les intéressés par des démarches trop répétées. Dans cette hypothèse M. Chéron suggère que l'ouvrier mineur pourrait se faire délivrer un nouveau titre après déclaration de perte devant le maire de sa commune.

Les mêmes conclusions s'imposent en ce qui touche la mortalité minière. Si lésion il y a, les résultats en ont été très exagérés. D'après les statistiques, la survie de l'ouvrier mineur au-delà de 55 ans n'est inférieure que de 6 mois à la survie de l'ouvrier pris dans sa généralité. Or la classe ouvrière forme l'élément le plus important de la Caisse Nationale des Retraites.

D'ailleurs s'il s'agissait d'établir une justice absolue, ne devrait-on pas tenir compte même chez les ouvriers mineurs, de distinctions qui s'imposent suivant la nature du travail. Le travail fourni par l'ouvrier du jour est certainement moins déprimant que celui de l'ouvrier du fond. Il y aurait donc lieu d'établir comme une sorte de sous-

classification, mais alors le problème va se trouver singulièrement compliqué et on ne voit guère où il sera possible de s'arrêter.

En fait la lésion se trouve fort atténuée quand il s'agit d'un assuré dont les versements sont effectués à capital réservé. Si la mortalité minière est plus rapide, il devrait s'ensuivre un versement plus élevé pour le cas où l'ouvrier mineur veut réserver aux siens une part des avantages qui lui étaient destinés ; sinon il y a préjudice au détriment de la clientèle ordinaire de la Caisse Nationale des Retraites. En définitive le même raisonnement peut être retourné contre les intéressés. Il ne faut donc point s'exagérer la portée des critiques formulées trop hâtivement.

L'un des grands reproches adressés à la Caisse Nationale des Retraites se rapporte à l'emploi des fonds confiés à cette institution. Pour beaucoup, la caisse se cantonnerait à peu près uniquement dans le cadre des valeurs du trésor, et d'après eux, une telle façon d'opérer laisse fort à désirer car elle se traduit chez les intéressés par une réduction sensible de leurs espérances.

M. Chéron fait justice de semblables allégations et il se croit d'autant plus fondé à apporter un démenti, qu'il est lui-même l'auteur d'un rapport sur le fonctionnement de la Caisse Nationale des Retraites au cours des dernières années.

Sans doute, à l'origine, la majeure partie du portefeuille de la Caisse Nationale était employée en valeurs du trésor. En 1901 la proportion des capitaux de cette nature atteignait encore 73,16 %, mais les statistiques de 1911 ne nous donnent plus que le chiffre de 37,36 %. C'est dire que dans l'intervalle il s'est produit une diminution de moitié.

Pendant la même période, les prêts aux départements, les placements en obligations de chemins de fer se sont

accrus de quantités équivalentes, les premiers passant de 25, 62 à 59, 18 %, les seconds de 1,22 % à 3,46 %. Si dans cette hypothèse on a toujours affaire à des valeurs présentant beaucoup de similitude avec les valeurs d'Etat, il n'en est plus de même au point de vue du rendement où l'opération devient manifestement plus avantageuse pour les assurés.

Enfin la Caisse Nationale des Retraites vient d'affecter ses premiers fonds à la construction d'habitations à bon marché. Rien n'est donc plus immérité que le reproche adressé à cette institution d'employer ses capitaux de la manière la moins productive.

2^o. — Réserves Mathématiques :

Possibilité de leur transfert à la Caisse autonome.

M. Chéron envisage le point de savoir s'il est possible de transférer à la nouvelle caisse, les réserves mathématiques des rentes correspondant aux versements effectués en vertu de la loi de 1894. La solution proposée par M. Thomas et reproduite dans le rapport de la Commission des mines, est elle-même un amendement au projet primitif de la Fédération des mines, minières et carrières.

Le rapporteur de la Commission du budget ne se dissimule pas que la question soulève de grandes difficultés. En effet qu'arriverait-il du jour où les rentes viagères seraient rachetables ? Les pensionnés pouvant encore espérer de longues années d'existence ne vont point demander une modification quelconque à un contrat susceptible de leur procurer des avantages supérieurs à ceux représentés par le capital qui leur serait versé par suite du rachat de la rente. N'auront donc intérêt à demander le rachat que les pensionnés dont les instants sont comptés. Mais alors dans la plupart des cas, l'option va se faire au détriment de la Caisse.

Dans l'espèce qui nous occupe, le rachat va s'appliquer

sur une très vaste échelle. Il ne s'agit plus d'un cas isolé et l'on peut espérer qu'il entrera en compte des risques des différentes catégories en quantité suffisante pour qu'il puisse s'établir une juste compensation, permettant à la Caisse Nationale des Retraites de supporter l'opération du transfert sans trop d'aléas. Toutefois une observation s'impose : La chose est réalisable « à condition de ne pas laisser les intéressés libres du choix de leur moment mais de ne leur donner qu'un délai relativement court pour demander le transfert ».

Au sujet du transfert proprement dit des réserves mathématiques d'une caisse à une autre, nous touchons l'un des points les plus délicats de la question : à savoir comment pratiquement l'opération devient réalisable. S'agira-t-il d'un transfert en valeurs ou d'un transfert en espèces ? Si nous envisageons le transfert en valeurs, il ne peut être question d'attribuer au portefeuille de la Caisse Nationale des Retraites les cours actuellement pratiqués. Ses intérêts financiers en souffriraient trop gravement. M. Chéron n'aperçoit qu'une solution, prendre un cours moyen calculé d'après les achats de valeurs de la Caisse Nationale à compter du 1^{er} janvier 1895 jusqu'au vote de la nouvelle loi.

Du même coup la seconde solution se trouve écartée. Il est évident que le transfert en espèces n'a plus de raisons d'être. La réalisation d'une part importante du portefeuille de la Caisse Nationale lui ferait subir un préjudice trop considérable et risquerait en outre d'amener une perturbation sur le marché des valeurs mobilières.

Les difficultés qui se posent sont donc des plus graves. Sont-elles insurmontables ? En dehors de ce qui précède, les intéressés vont peut-être entrer en compte et réclamer le bénéfice du contrat qui les lie à la Caisse Nationale des Retraites.

L'éventualité de tels événements paraît trop redoutable

à M. Chéron et lui suggère une solution transactionnelle :

« Tous les mineurs seront affiliés de plein droit dès la « promulgation de la loi à la Caisse autonome qu'elle va « constituer. » Pour le passé il sera liquidé de la façon suivante : La Caisse Nationale des Retraites « demeurera « détentrice des réserves mathématiques et servira aux « ayants-droit à 55 ans, la pension résultant de leurs ver- « sements actuellement constatés ».

3°. — Allocation de l'Etat. — Modifications du rapport Roden.

En ce qui concerne l'allocation de 100 francs accordée aux ouvriers mineurs par application des lois de 1910 et 1912, le projet rapporté par la Commission des Mines admettait la rétroactivité. Il en serait résulté pour tous les pensionnés le droit aux mêmes avantages, que leur titre fut antérieur ou non au vote de la loi nouvelle, sous la double condition toutefois de 55 ans d'âge et 30 ans de services.

M. Chéron rejette une telle disposition qui constituerait un privilège en faveur de la corporation minière, la loi générale des retraites n'ayant pas prévu la rétroactivité en faveur des assurés ordinaires.

4°. — Conventions spéciales.

L'article 12 du projet de la Commission des mines dispense l'exploitant et l'ouvrier de la contribution supplémentaire de 1 % du salaire, au cas où le premier se charge d'assurer par lui-même le plein des majorations et allocations. Toutefois il ne faudrait pas que cette générosité ne vint à être inférieure à la contribution légale. S'il en était ainsi la différence devrait être versée à la Caisse nationale de Retraite des ouvriers mineurs.

La Commission du budget est d'un tout autre avis. Elle croit que la faculté accordée par le législateur, créerait

une grande entrave au fonctionnement régulier de la Caisse en la privant d'une part notable de ses ressources.

Sur ce point spécial, une polémique ardente va s'élever devant les Chambres et se poursuivre au sein de la corporation au point de provoquer une scission. Nous verrons les ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, directement visés par l'article 12, défendre énergiquement les prérogatives que leur confèrent les nouvelles dispositions.

5°. — Conclusion.

En résumé, tout compte fait, l'élimination de la Caisse Nationale des Retraites doit-elle apporter une amélioration notable des retraites minières ? M. Chéron n'en est point convaincu et plusieurs considérations viennent justifier son pessimisme.

La Caisse Nationale des Retraites sert actuellement à ses assurés un intérêt de 3,546 %. Il est douteux que la Caisse autonome puisse en faire autant. Son administration sera plus coûteuse. Ensuite comme toute société bien organisée elle devra se constituer des réserves de prévoyance.

La substitution ne se fera pas d'une manière aussi complète qu'on serait tenté de le croire. La caisse des dépôts et consignations restera détentrice des fonds versés.

La gestion financière ne sera pas assurée de la même façon : « Jusqu'ici, dit M. Chéron, c'était la Caisse Nationale des Retraites qui intervenait dans toutes les opérations financières nécessitées par le service des retraites ». Avec la réforme projetée ce sera la Caisse des dépôts et consignations qui interviendra dans les conditions fixées pour les organismes créés en vertu de la loi du 5 avril 1910 et du décret du 25 mars 1911. Elle remplira le rôle d'un banquier, c'est à dire qu'elle procédera aux achats, aux ventes suivant les ordres qui lui seront

communiqués par le Conseil d'Administration de la Caisse autonome.

IX. — Chambre des députés - Sénat

Vote de la loi.

L'avis de la Commission du budget avait été déposé sur le bureau de la Chambre le 9 juillet 1912. La discussion des textes allait occuper les séances des 11 et 12 juillet. On était à la veille de la clôture de la session parlementaire. Il fallait se hâter d'aboutir afin de laisser entrevoir aux ouvriers mineurs que leurs revendications étaient en voie de réalisation. En fait, les orateurs inscrits, dont M. Thomas, renoncèrent à entamer une discussion générale et le passage à la discussion des articles fut immédiatement ordonné.

Si l'on en juge l'impatience manifestée par les milieux intéressés autant que l'empressement mis par la Chambre des députés à résoudre le conflit avant la clôture de la session parlementaire, il semblerait que l'approbation du Sénat dût suivre. Or il va falloir attendre tout près de deux ans pour voir enfin sanctionnée la nouvelle législation des retraites minières. Que faut-il penser d'un aussi long retard dans la solution de la question ? A notre avis les raisons que l'on en peut donner sont de deux sortes :

En premier lieu, la tendance naturelle de la Haute-Assemblée à légiférer avec lenteur et après mûre réflexion. C'est d'ailleurs une des raisons de la division du travail législatif entre deux Chambres dont l'une doit modérer les emportements de l'autre. Sous notre régime parlementaire, ce rôle échoit naturellement au Sénat, qui séparé davantage de la coupe de l'électeur, est appelé à se prononcer plus librement. Mais si la machine a des avan-

tages, elle comporte aussi des inconvénients, car la discussion de projets de loi dont l'urgence est absolue se voit reculée indéfiniment par le libre jeu des institutions.

En second lieu, le retard prend naissance dans les querelles soulevées entre intéressés au sujet de l'article 12 et des conventions spéciales. L'intransigeance dans les deux camps amène une scission de la corporation minière. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais se séparent de leurs camarades du Centre et du Midi. Désormais, s'exerçant sur des points de vue différents, leurs action syndicale exclura toute idée de solidarité. Dans ces conditions, il est bien certain que l'opinion exprimée par les intéressés n'a plus le même poids auprès des Pouvoirs publics et la chose apparaît d'autant plus évidente que les divergences sont plus accentuées.

Le projet voté par la Chambre des députés et rapporté par M. Havey vint en discussion devant le Sénat le 20 février 1914. Il fut adopté dans la même journée et la Chambre elle-même, appelée à se prononcer sur les modifications apportées à son œuvre, consacrait définitivement dans sa séance du 25 février, la nouvelle organisation des retraites minières. Il ne nous reste plus qu'à analyser les dispositions des nouveaux textes.

X. — Loi du 25 Février 1914.

Analyse de la Loi.

1^o. — *Exclusion des ouvriers miniers et ardoisiers*

Le titre premier se réfère à la création d'une « caisse autonome des ouvriers mineurs » et règle le fonctionnement du nouvel organisme.

Les ouvriers mineurs et ardoisiers sont exclus du bénéfice des nouvelles dispositions. La question de l'assimilation fut âprement discutée et donna lieu à un débat des plus passionnés dans les deux Chambres.

A la Chambre des députés (1) M. Bourgeois ministre du travail considérait que l'assimilation serait une extension abusive des lois qui doivent régir les ouvriers mineurs seuls. Pour justifier sa décision, son argument principal consiste à montrer la différence dans les conditions juridiques des houillères et des ardoisières, plus particulièrement au point de vue des rapports que ces différentes exploitations entretiennent avec l'Etat.

Les houillères en raison même du décret de concession ont des relations plus étroites qui permettent à la collectivité d'intervenir plus efficacement et dans des circonstances plus nombreuses. Ces mêmes caractères ne se retrouvent pas dans les ardoisières. Il serait donc irrationnel d'admettre les ouvriers ardoisiers au bénéfice des retraites minières.

M. Thivrier reproche au ministre du Travail ses déductions trop juridiques et déclara qu'il fallait envisager la question à un point de vue tout différent. A l'époque où fut votée la loi de 1810, on était à l'aurore de l'ère de prospérité économique qui allait s'ouvrir. Les exploitations minières et ardoisières n'avaient point acquis l'importance qu'elles se sont attribuées depuis. Le développement des houillères elles-mêmes était encore bien restreint. Dans ces conditions, comment le législateur aurait-il pu légiférer pour des besoins qui ne s'étaient point encore fait sentir ?

Dans l'espèce qui nous occupe, les considérations de fait doivent tenir la première place. Ce sont elles qui nous font entrevoir la question sous son véritable jour.

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 11 juillet 1912.

Elles nous montrent qu'il n'y a aucune différence appréciable dans le travail fourni par les deux catégories de travailleurs et par conséquent rien qui puisse justifier un traitement de faveur au profit de l'une ou de l'autre.

Les ouvriers miniers et ardoisiers subissent un travail non moins déprimant, ils possèdent leurs maladies professionnelles et les dangers auxquels ils se voient exposés quotidiennement ne le cèdent en rien à ceux que l'on retrouve pour les houillères.

Toute la législation minière au cours des dernières années est d'ailleurs une consécration du principe de l'assimilation. Il en est ainsi pour la loi de 8 heures, l'institution des délégués mineurs, la loi de 1871 sur le travail des femmes et des enfants. A cela ajoutons que les ouvriers miniers et ardoisiers ont leur représentant élu au Conseil supérieur du travail. Il serait donc particulièrement choquant de faire échec à la règle en ce qui concerne la question des retraites. La mesure serait d'autant plus injustifiable que les ouvriers miniers et ardoisiers étaient admis au bénéfice des retraites minières dans les premiers projets qui précédèrent le vote de la loi du 29 juin 1894. Ce fut pour tenir compte des vœux exprimés alors, que cette même législation permet l'assimilation des minières et carrières par décret rendu en Conseil d'Etat.

A cette thèse, le docteur Doizy représentant d'une région ardoisière, les Ardennes, apporta l'appui de son autorité médicale. De même que leurs camarades des houillères, les ouvriers ardoisiers ont le triste privilège de posséder leurs maladies professionnelles. Au cours de leur labeur quotidien, la schistose les guette et cette affection déterminée par l'absorption des poussières schisteuses n'est pas moins grave dans ses conséquences que l'anthraxose des mineurs.

La cause semblait bien près d'être gagnée. En fait M. Bourgeois ne niait pas les dangers inhérents au tra-

vail des ouvriers miniers et ardoisiers. La profession doit être classée parmi les professions dangereuses et insalubres. Toutefois il était d'après lui un élément d'ordre financier qui s'opposait à la réalisation immédiate des revendications des intéressés. Le vote des nouvelles dispositions entraînerait un supplément de dépenses appréciable et chose plus grave, demain tous les travailleurs appartenant à des industries dont le travail n'est ni plus salubre, ni moins dangereux, vont venir demander l'extension des nouveaux textes. Ce sont de rudes assauts en perspective pour un malheureux budget qui déjà ne peut s'équilibrer que fort malaisément.

Malgré l'hostilité du gouvernement, l'assimilation mise aux voix fut adoptée sans opposition sérieuse. Au Sénat il n'en alla pas de même. Le rapport de M. Havey exclut catégoriquement les ouvriers miniers et ardoisiers et la Chambre Haute se rangea aux conclusions de son rapporteur.

Pour ne pas ajourner davantage la réforme, la Chambre des députés se rallia au texte du Sénat. Cependant les partisans de l'assimilation ne furent pas sans obtenir un sérieux résultat. Aux demandes pressantes de M. Jaurès, invitant le gouvernement à prendre des engagements formels en faveur des ouvriers miniers et ardoisiers, le ministre du Travail donna l'assurance qu'il s'appliquerait à faire aboutir à bref délai un texte permettant cette assimilation.

2°. — *Ouvriers mineurs étrangers.*

Les ouvriers mineurs étrangers sont soumis aux mêmes obligations que les ouvriers mineurs de nationalité française. Ils bénéficieront des mêmes avantages. Cependant en ce qui concerne les allocations et majorations soit de l'Etat, soit de la Caisse autonome, ils ne pourront s'en prévaloir « que si des traités avec leur pays d'origine

« garantissent à nos nationaux des avantages équiva-
« lents. »

3°. — *Administration de la Caisse autonome.*

La gestion de la Caisse autonome est confiée à un Conseil d'administration de 18 membres formé par la réunion de trois éléments savoir :

« Six membres élus par les ouvriers remplissant les
« conditions prévues par la loi de 1894 pour les élections
« aux fonctions d'administrateurs de caisses de secours
« et votant dans les mêmes conditions que pour ces élec-
« tions.

« Six membres élus par les exploitants de mines.

« Six membres représentant l'Etat, savoir : Le directeur
« général de la Caisse des dépôts et consignations et le
« directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales,
« membres de droit ; 2 membres désignés par le Minis-
« tre du Travail et de la Prévoyance sociale, un membre
« désigné par le Ministre des Finances et un membre
« désigné par le Ministre des Travaux publics. »

Neuf suppléants sont désignés dans les mêmes conditions : trois par les ouvriers, trois par les exploitants et un par chaque ministère intéressé.

Que va-t-il arriver, si pour les deux premières hypothèses les intéressés renoncent à faire usage de leur droit. Le fonctionnement de la Caisse va peut-être se trouver gravement compromis. Le législateur devait prévoir le cas sous peine d'être taxé d'imprévoyance :

« Si les ouvriers ou les exploitants renoncent à faire
« usage de leur droit d'élire des représentants, les mem-
« bres du Conseil non désignés par eux, le seront par le
« Ministre du Travail. »

Ce dernier texte n'apparaissait pas suffisamment clair à M. Jaurès. Le leader socialiste craignait que les conditions exigées ne fussent trop strictes et il en aurait été

ainsi si l'on avait requis pour la validité des suffrages la majorité absolue. Aussi partisan avant tout de l'administration des retraites par les intéressés eux-mêmes, moyen incomparable de contribuer à l'éducation ouvrière, il entendit faire préciser à quels signes l'administration reconnaîtrait que les ouvriers mineurs renoncent à faire usage de leur droit (1).

Ce fut sur son intervention que le texte primitif fut modifié et vint consacrer l'assimilation complète avec les élections aux Caisses de secours. Désormais les administrateurs de la Caisse autonome seront élus dans les mêmes conditions que les administrateurs des Caisses de secours. Leur élection sera soumise aux mêmes conditions de validité.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour 4 ans. Ils sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

4°. — TITRE II. — Pensions de Retraite.

a) *Versements. Livret individuel.*

Maintien de la législation de 1894

La Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse reste débitrice des rentes correspondant aux versements effectués, par application de la loi de 1894, antérieurement à la mise en vigueur de la nouvelle législation. Un transfert des réserves mathématiques, tel que le demandait M. Thomas sembla trop hasardeux, aussi s'en est-on tenu au principe de la non-rétroactivité de la loi.

Le livret individuel est maintenu à la base de la nouvelle législation et les versements prescrits restent fixés à 4. % du salaire : 2 % à la charge du patron, 2 % à la charge de l'ouvrier .

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 11 juillet 1912.

A ce sujet, M. Jaurès était intervenu dans le débat pour signaler une défectuosité dans la répartition des charges. Trois éléments concourent à la constitution des pensions : l'Etat, l'exploitant et l'ouvrier. L'exploitant et l'ouvrier sont soumis à des charges équivalentes mais on ne peut en dire autant de l'Etat dont la quote part est notoirement inférieure. Toutefois le débat soulevé comportait plutôt une question de principe qu'une solution immédiate et il n'y fut pas donné suite (1).

Les versements ont lieu à capital aliéné. Cependant si l'assuré le demande, ils seront faits à capital réservé, mais « dans ce dernier cas la majoration dont il bénéficiera en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 ci-après ne sera pas supérieure à celle qu'il aurait obtenue en « faisant ses versements à capital aliéné ».

Tous ouvriers et employés des mines sont appelés à se prévaloir des dispositions de la nouvelle loi, mais ceux dont les appointements dépassent 3.000 francs n'en bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme.

L'article 5 traite de la gestion financière de la Caisse autonome. Cette matière est réglée en conformité avec la loi du 5 avril 1910. La Caisse des dépôts et consignations effectue les placements de fonds sur la désignation qui lui en est faite par la Caisse autonome.

b) Article 6 : Entrée en jouissance de la pension

« L'entrée en jouissance des pensions, allocations et majorations est fixée à 55 ans. »

Ce point fut l'objet d'une longue discussion. Nous savons, en effet, que les intéressés se sont prononcés depuis longtemps pour la retraite à 50 ans d'âge après 25 ans de services. Le projet Thomas sanctionnait ces revendications, mais les rapports de la Commission des

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

mines et de la Commission du budget crurent devoir maintenir l'ancien état de choses. Une pareille méconnaissance des vœux formulés par la corporation minière devait entraîner le dépôt d'un contre-projet. MM. Thomas, Cabrol et Thivrier reprirent à titre d'amendement les dispositions qui avaient été écartées, en faisant valoir l'argumentation que nous connaissons déjà (1).

Il ne s'agit pas de favoriser les ouvriers mineurs mais de leur rendre justice en les appelant à bénéficier plus tôt d'une pension que la profession contribue à rendre particulièrement aléatoire. Le législateur de la loi générale des retraites a reconnu la nécessité de devancer l'âge légal pour les professions dangereuses et insalubres. La loi nouvelle doit tenir compte du vœu qui a été alors formulé. M. Thomas fit d'ailleurs remarquer qu'il est une profession où la question se trouve résolue depuis longtemps, puisque les chauffeurs et les mécaniciens de chemins de fer bénéficient de la retraite à 50 ans.

A cela M. Roden objecta que dans les deux hypothèses l'idée de la retraite était basée sur des idées différentes et totalement étrangères. Le chauffeur ou le mécanicien sont appelés à faire valoir leurs droits à un âge relativement peu avancé, non dans leur propre intérêt mais dans l'intérêt de la sécurité publique. Chacun sait, en effet, le doigté, la présence d'esprit que requièrent à chaque instant la mise en marche et la surveillance des « monstres » dont se servent les Compagnies. Cette souplesse, cette maîtrise des mouvements risqueraient de se trouver très atténuées chez l'individu ayant dépassé l'âge mûr.

Selon M. Roden, l'octroi de la pension à 50 ans constituerait un privilège flagrant en faveur de la corporation minière. L'espérance de vie de l'ouvrier mineur âgé de 55 ans est de 11 ans et 10 mois, inférieure de 6 mois

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

à celle de la classe ouvrière prise dans sa généralité. Or pour compenser les 6 mois de survie dont ils sont privés, le droit à la pension se trouve déjà avancé de 5 années. On agit donc sagement en maintenant la limite à 55 ans. Sans doute la profession minière rentre dans la catégorie des métiers dangereux et insalubres, mais encore faut-il tenir compte que la législation sociale de ces dernières années a beaucoup fait et continue à faire beaucoup en la matière. On peut légitimement espérer que les distances qui séparent encore aujourd'hui la mortalité minière de la mortalité générale iront en s'atténuant progressivement et rapidement.

Les difficultés financières soulevées par les revendications minières étaient autrement graves et s'opposaient avec bien plus de force encore à la réalisation de la réforme. Accroissement considérable du nombre des ayants-droit, perte de 5 années de versements et de 5 années de capitalisation, autant d'aperçus aussi peu encourageants que nous avons déjà analysés dans l'étude du rapport de M. Chéron et sur lesquels nous ne nous attarderons pas plus longtemps.

En outre, et c'est l'argument de M. Bouveri et du Ministre du Travail, l'ouvrier mineur âgé de 50 ans continuerait très vraisemblablement à descendre à la mine tout en jouissant de sa pension. Très souvent, il s'y verrait obligé par nécessité. A cet âge, les charges de famille sont loin d'être encore complètement éludées et une pension de deux francs par jour serait bien insuffisante pour y subvenir. L'ouvrier mineur continuera donc de louer ses services, mais comme il possède déjà un titre de rente, il acceptera aisément une aggravation des conditions patronales, d'où avilissement des salaires et préjudice pour la masse des travailleurs de la mine.

M. Jaurès, il est vrai, dénonça cette fausse interprétation de la retraite. Sous un régime économique sainement organisé, l'idée de pension ne devrait point impli-

quer presque nécessairement l'épuisement physique et moral de l'individu. Même après l'octroi de sa pension, celui-ci devrait pouvoir fournir encore une certaine somme de labeur. La question soulevée n'a d'ailleurs qu'un intérêt purement théorique. Elle ne pouvait influencer sur les décisions du législateur.

L'entrée en jouissance de la pension reste donc fixée à 55 ans, mais pour avoir droit aux allocations et majorations, l'ouvrier mineur devra justifier de 30 années de services comportant un minimum total de 7.920 journées.

Les journées de repos pour blessures et maladies comptent comme journées de travail. Dans ce cas spécial, les caisses de secours effectueront au compte de l'ouvrier, un versement égal à 5 % de l'indemnité journalière prévue par leurs règlements.

c) Article 7 : *Retraite, invalidité*

Le texte de l'article 7 s'exprime ainsi :

« Les ouvriers ou employés qui seront atteints en
« dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898 et à
« l'exclusion de toute faute intentionnelle de blessures
« graves ou d'infirmité prématurée entraînant une inca-
« pacité absolue et permanente de travail, auront droit
« quel que soit leur âge à la liquidation anticipée de
« leur retraite. »

Les bénéficiaires de pensions d'invalidité ont droit à une double majoration : majoration de l'Etat « dans les conditions prévues par la loi des retraites ouvrières » ; majoration de la Caisse autonome « proportionnellement au nombre d'années de travail à la mine ».

La rédaction de l'article donna lieu à une double observation (1). M. Briquet proposait de faire dire au législateur que les rentes-invalidité pourraient se cumuler avec les

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

rentes accidents servies en exécution de la loi du 9 avril 1898. Dans les deux hypothèses, les pensions servies ont des causes juridiques différentes : « La pension de retraite résulte d'un contrat accessoire au contrat de travail ; la rente-accident résulte d'un fait quasi délictuel. » Au surplus, la jurisprudence admettait le cumul, aussi ne fut-il fait aucune difficulté quant à la proposition émise.

La même unanimité ne se retrouva plus sur une seconde proposition due à l'initiative du même auteur. M. Briquet demandait à substituer à l'expression « *incapacité absolue et permanente* » cette dernière « *incapacité effective* ». D'après lui l'incapacité absolue n'existe pas, aussi sera-t-il toujours possible de contester les revendications les plus légitimes. D'ailleurs, il est un domaine spécial où dès maintenant on peut constater les effets de cette rédaction. C'est à propos de la législation des accidents du travail. D'une façon générale on peut dire que presque toujours les avocats des compagnies et des sociétés d'assurance invoquent l'incapacité relative de l'accidenté et le fait qu'il peut encore exercer certains travaux plus ou moins rémunérateurs, pour obtenir des tribunaux une réduction de l'indemnité mise à leur charge.

Sans contester le bien fondé des observations de M. Briquet, il faut cependant reconnaître que l'on touche à une matière très délicate où la fraude, la simulation trouvent un champ d'application particulièrement facile. Il est donc naturel que le législateur ait songé à prendre ses gardes et on ne saurait lui faire grief de certaines mesures restrictives dont l'effet est de prévenir des conséquences plus fâcheuses. D'un autre côté, lorsque l'incapacité de travail existe, n'est-il pas raisonnable de tenir compte de la gravité plus ou moins grande de l'invalidité dans le taux de l'indemnité à allouer à l'accidenté.

Ce ne furent point ces objections que M. Roden et le Ministre du Travail invoquèrent pour repousser le texte de M. Briquet. Leur opposition eut une toute autre ori-

gine. Un projet général sur l'invalidité ouvrière sera bientôt déposé et sans vouloir préjuger des solutions qui seront adoptées, c'est alors que se posera logiquement l'examen des difficultés soulevées par le problème. Jusque-là il serait tout à fait irrationnel de vouloir les trancher en ce qui concerne les ouvriers mineurs seulement.

5°. — TITRE III (*Article 8*). — Allocation de l'Etat.

Une allocation annuelle de 100 francs sera attribuée à chaque ouvrier mineur de nationalité française sous la double condition de 55 ans d'âge et 30 années de travail. Néanmoins, les assurés de la période transitoire bénéficieront du plein de l'allocation à charge par eux « de se faire inscrire dans l'année du jour de la promulgation de la présente loi et d'effectuer tous les versements prescrits par la loi du 5 avril 1910. »

Cette rédaction fut élaborée sous l'inspiration de M. de Ramel qui fit observer l'injustice du texte de la commission des mines, n'accordant aux assurés de cette catégorie, qu'une allocation de 3 fr. 33 par année de travail.

Le texte de la Commission du budget n'accordait l'allocation de 100 francs qu'à l'âge de 60 ans, ainsi que pour les assurés ordinaires. Toutefois à titre de transaction et pour compenser dans une certaine mesure les avantages que l'on supprimait, on décidait de porter la part de l'Etat dans le fonds de majoration de 1 à 2 millions.

Néanmoins les mesures proposées furent vivement combattues. M. Jaurès ne s'expliquait pas les raisons qui auraient fait reculer l'entrée en jouissance de l'allocation de l'Etat. L'ouvrier mineur bénéficie plus tôt d'une pension de retraite en raison de la nature du travail qu'il fournit. A l'époque qui lui est assignée, il doit pouvoir faire valoir l'intégralité de ses droits (1).

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

Une telle argumentation était bien difficile à réfuter. En effet les ouvriers mineurs ont toujours bénéficié d'un régime spécial. Encore aujourd'hui, la législation nouvelle dont ils sont dotés et la législation générale des retraites constituent deux organisations bien distinctes. La répartition des versements, l'entrée en jouissance de la pension, s'effectuent suivant des modes complètement dissemblables. Alors, que peut valoir ici le raisonnement qui prétend faire rentrer les ouvriers mineurs dans le droit commun ?

On revint donc à l'âge de 55 ans. De la discussion, les intéressés tiraient un double avantage, car la contribution de l'Etat au fonds de majoration resta fixée à 2 millions.

6°. — (*Article 9*). — **Droits des femmes mariées.**

Les femmes mariées sont assimilées aux assurées facultatives de la loi de 1910 et la législation nouvelle leur permet de « se constituer une pension de retraite indépendante de celle de leur mari ».

7°. — (*Article 10*). — **Fonds de majoration.**

L'article 10 énumère les ressources dont peut disposer le nouveau fonds de majoration.

« La Caisse autonome des mineurs disposera d'un fonds spécial qui sera alimenté de la façon suivante :

« 1° Par un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé dont le taux sera fixé par le Conseil d'administration de la Caisse sans pouvoir dépasser 1 %.

« 2° Par un versement patronal égal à celui des ouvriers.

« Ces versements seront faits en même temps et de la même manière que ceux prévus à l'article 4.

« 3° Par une contribution de l'Etat qui sera fixée annuel-

« lément par la loi de Finances et ne pourra être inférieure à 2 millions de francs.

« 4° Par des dons et legs et par les revenus des fonds placés. »

« 5° Par une part égale à la moitié des offres spontanées faites par les concessionnaires en vue d'obtenir les actes de concession signés après le 1^{er} février 1912. »

L'énumération des ressources étant faite il reste à régler la question de la destination du fonds ainsi constitué. C'est ce que fait l'article 10 dans sa seconde partie. La matière étant assez compliquée, nous la simplifierons en classant les bénéficiaires du fonds de majoration en trois catégories : Ouvriers mineurs remplissant les conditions de l'article 6 ; anciens ouvriers mineurs ; veuves et orphelins.

a) *Ouvriers mineurs remplissant les conditions
de l'article 6 :*

Le fonds de majoration majorera jusqu'à 730 francs par an « proportionnellement au salaire calculé sur les six meilleures années » les pensions et allocations de toute nature qui pourront leur profiter. L'allocation de 100 francs fournie par l'Etat entrera en décompte pour le calcul du taux ainsi adopté.

b) *Anciens ouvriers mineurs :*

Deux hypothèses sont prévues :

Le fonds de majoration assurera à tous les pensionnés et allocataires anciens « des majorations et allocations qui ne sauraient être inférieures à celles qu'ils recevaient jusqu'alors ».

En second lieu, ce même fonds accordera « une alloca-

« tion calculée à raison de 12 francs par année de travail
« à la mine, aux anciens ouvriers mineurs, non pen-
« sionnés ni allocataires ayant quitté le travail avant l'ap-
« plication de la présente loi et comptant au moins 55 ans
« d'âge et 30 ans de travail salarié dont 15 à la mine. »

c) Veuves et orphelins

Dans le cas général, le fonds de majoration assurera jusqu'à concurrence de 365 francs, « aux veuves des pensionnés et allocataires une allocation au moins égale à la moitié de la pension ou allocation de leur mari. »

Dans le cas de veuves d'anciens ouvriers mineurs non pensionnés, ni allocataires, comme dans le cas de veuves d'ouvriers mineurs morts en cours d'acquisition de pension, le fonds de majoration assurera « une allocation « qui pourra égaler celle prévue en cas de décès de l'ou-
« vrier par l'article 6 de la loi du 5 avril 1910 ». »

Toutefois ces avantages ne sont accordés que sous certaines conditions, et notamment sous celle qu'il n'y ait point eu de divorce ou de séparation prononcé aux torts exclusifs de la femme.

Il est également exigé que le mariage soit antérieur de trois ans à la cessation de travail du mari. Cependant aucune condition de durée de mariage n'est imposée au cas d'existence d'enfant, comme aussi pour le cas où la cessation de travail proviendrait d'un accident.

S'il y a remariage, l'allocation cesse d'être attribuée, mais en cette hypothèse, la veuve reçoit un versement correspondant à trois annuités.

Les orphelins des ouvriers mineurs recevront sur le fonds de majoration « une allocation qui pourra égaler celle prévue en cas de décès de l'ouvrier par l'article 6 de la loi du 5 avril 1910 ».

Toutes ces dispositions furent le fruit d'un travail de

discussion très laborieux. En particulier une controverse des plus vives s'engagea relativement au taux de la pension de retraite. M. Thomas demandait que le minimum de 730 francs fut garanti à tout ouvrier mineur remplissant les conditions posées par la nouvelle législation. M. Roden au contraire, estimait que la retraite devait rester individuelle et ne pouvait être arrêtée à un chiffre forfaitaire. D'ailleurs, d'après lui, la question ne présentait qu'un intérêt tout à fait secondaire. Le taux de 730 francs sera bien près d'être atteint et les résultats iront en s'améliorant plus on avancera, par suite de la disparition des retraites infimes de la période transitoire.

8°. — (*Article 11*). — **Conventions spéciales.**

a) **THESES EN PRESENCE.**

L'article 11 fut le pivot autour duquel se concentrèrent toutes les discussions dont l'objet se rapporte aux retraites minières. Adopté avec enthousiasme par les uns, repoussé avec non moins d'acharnement par les autres, il fit naître une polémique violente qui hors du cadre étroit du parlement se poursuivit sans répit dans les milieux intéressés. L'unité minière réalisée à grand peine, fut la première victime de cette agitation. Dans cette question, nous voyons en effet le groupement minier le plus puissant refuser d'adopter les conceptions de la majorité des syndicats et se séparer de ses alliés de la veille.

Analyse de l'article 11

D'après l'analyse que nous avons déjà faite du rapport de la Commission des mines, nous savons de quoi il

s'agit. M. Roden supposait le cas d'ouvriers mineurs appartenant à des compagnies où le plein des majorations prévues par la présente loi serait garanti par les exploitants. Dans cette hypothèse, le texte proposé décidait que les intéressés seraient dispensés de toute contribution supplémentaire au fonds de majoration. Toutefois, il ne faudrait point que par son fait, l'exploitant put se placer dans une situation plus avantageuse par rapport à celle qui lui est assignée par le législateur. Sous cette nouvelle forme la contribution fournie devra au moins égaler les charges dont il se voit exempté et qui normalement auraient dû bénéficier au fonds spécial.

Pour être complet, nous devons ajouter que les dispositions en question furent inspirées par les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais. La législation nouvelle mettait à néant les conventions collectives de majoration consenties en 1903. L'article 11 allait les faire revivre sous des modalités différentes.

Adversaires des conventions spéciales :

motifs de leur opposition

Tel quel, l'article 11 trouva devant lui deux séries d'adversaires : M. Chéron rapporteur de la Commission du budget et M. Thomas inspirateur de la réforme des retraites minières (1).

Les critiques de M. Chéron se bornèrent à relever l'inutilité du texte soumis aux Chambres. En outre, les mesures envisagées risquaient d'amener de graves perturbations dans l'administration des retraites minières en privant la Caisse autonome d'une part notable de ses ressources. Il faudrait faire appel à l'Etat pour combler le vide. Ce ne serait point faciliter la tâche de ceux qui ont mission d'assurer la bonne marche de nos finances.

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

Pour M. Thomas, les conséquences de l'article 11 apparaissent autrement redoutables. Les ouvriers mineurs appartenant à des exploitations peu prospères escomptaient la nouvelle loi pour compenser dans une certaine mesure, l'injustice résultant de salaires très dépréciés. L'article 11 aura pour effet de rendre ce résultat fort aléatoire. La Caisse autonome privée d'une part notable de ses ressources, se verra dans l'impossibilité de satisfaire aux engagements qui ont nécessité sa création. En définitive la générosité des exploitations florissantes s'exercera au détriment des mines pauvres qui celles-là, ne bénéficieront point des conventions collectives. Par là même, la législation des retraites minières n'aura rempli son but que très imparfaitement.

D'ailleurs, M. Thomas n'était pas bien sûr qu'il y ait vraiment générosité de la part des Compagnies. Il semblait craindre que dans leur geste il y eut davantage place à l'apparence qu'à la réalité, et qu'en définitive la réclame qu'elles essayaient de se créer, ne se traduisit par un bénéfice en leur faveur.

Mais surtout, et c'est là le point de vue qui retint le plus l'attention de M. Thomas, l'article 11 aurait pour effet de soustraire au contrôle de la Caisse autonome une partie notable, sinon la plus importante de la corporation minière.

« Les Compagnies minières, dit-il, veulent continuer
« de paraître généreuses, de paraître philanthropiques à
« l'égard de leurs ouvriers. Elles veulent continuer à
« traiter avec eux exclusivement, sans un contrôle exté-
« rieur, même pas celui de la Fédération nationale des
« Mineurs, même pas celui du syndicalisme minier ».

Or c'est précisément, ce dont M. Thomas et ses collègues ne voulaient à aucun prix. « Ce que nous voulons,

affirme-t-il, c'est garantir par la loi les droits de l'ouvrier mineur à sa retraite » (1).

La thèse exposée par M. Thomas est en parfaite concordance avec les opinions émises dans les milieux syndicalistes. Quand il nous parle des Compagnies et de la prétendue générosité qu'elles veulent continuer d'étaler, il nous fait apparaître l'hostilité du collectivisme vis-à-vis de toute institution qui pourrait avoir pour effet de rapprocher le patron et l'ouvrier. Les dirigeants du parti ne manquent jamais de s'opposer à ces rencontres. Ils sont persuadés que plus les antagonismes de classes croîtront et plus il sera difficile de les résoudre pacifiquement, plus aussi le moment sera proche où l'on pourra édifier la nouvelle société sur les ruines de l'ancienne. Pour arriver à un pareil résultat, les conventions particulières entre patrons et ouvriers doivent être énergiquement prohibées, car lorsque l'action syndicale se trouve trop disséminée il devient très difficile d'imprimer une direction unique à des intérêts fatalement différents.

M. Jaurès compléta ces critiques en faisant apparaître la contradiction entre la réforme réalisée par le projet et l'esprit qui avait guidé ses inspirateurs. Le nouveau régime des retraites minières devait achever l'éducation sociale de l'ouvrier mineur, développer chez lui le sens de sa responsabilité et de sa dignité en le faisant participer à l'administration de la Caisse autonome. Or l'article 11 va permettre d'anéantir toutes les espérances basées sur la nouvelle législation. Du fait d'une générosité dont elles ont pu à l'avance escompter tous les avantages, les Compagnies vont pouvoir soustraire au contrôle de la Caisse autonome, les deux tiers de l'effectif minier. La situation apparaît d'autant plus grave aux intéressés qu'il s'agit précisément de l'élite de la corpo-

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

ration, celle qui a toujours tenu la première place dans les grands mouvements miniers.

Dans la pratique les complications vont se multiplier et la question va devenir très embarrassante. Admettra-t-on que des ouvriers mineurs qui ne participent plus au fonds de majoration puissent nommer leurs représentants à la Caisse autonome ? S'il en est ainsi, oh donne la majorité à des assurés dont l'intérêt à une bonne gestion est très amoindri. Un tel résultat apparaît singulièrement illogique.

Enfin M. Jaurès, comme M. Thomas, redoutait les dissociations que l'article 11 risque d'entraîner au sein de la corporation minière. C'en est fait de cette discipline étroite entre travailleurs de la même profession qui a tant fait pour l'amélioration de leur situation sociale. Du fait de conventions collectives, on va faire naître entre groupes des différences d'intérêts. A compter de ce jour les ouvriers mineurs seront irrémédiablement divisés. « Ils « s'affaibliront, ils se diminueront s'ils se divisent et si « à l'espérance d'intérêts immédiats ils sacrifient leur « honneur, leur force, leur espérance, l'unité de leur « action organisée ». (1)

Partisans des conventions spéciales :

Inanité des critiques portées contre l'article 11

Quelle fut l'attitude des promoteurs de l'article 11 ?

Tout d'abord attachons-nous à l'opinion du rapporteur de la Commission des Mines.

En ce qui concerne le côté matériel de la question, M. Roden s'appliqua à démontrer que les ouvriers mineurs des régions déshéritées ont tout à gagner à la non-participation de leurs collègues plus favorisés. En effet d'après ses calculs, il résultait que ces derniers auraient

(1) *Journal Officiel* : Chambre des députés : Séance du 12 juillet 1912.

fourni au fonds de majoration une somme notablement inférieure à celle nécessaire, pour porter leurs pensions au plein tarif.

Donc envisagées par ce côté, les critiques adressées à l'article 11 tombent à faux. Reste l'argument d'ordre moral : On oppose que l'article 11 fera le jeu des Compagnies en leur permettant de faire acte de domination sur leurs ouvriers. Par la crainte continuelle de voir rompre les engagements qui leur ont été consentis, ces derniers se verraient réduits à accepter, en toutes circonstances, les conditions patronales si dures soient-elles.

M. Roden contesta que tel puisse être le résultat du texte élaboré par la Commission. Les craintes exprimées ont été exagérées. Il n'est pas exact de dire que du libre jeu de l'article 11 résultera fatalement un acte de domination du patron sur l'ouvrier. Il y aura des conventions collectives qui viendront strictement délimiter les droits et les obligations de chacune des parties et il apparaît comme certain, que les patrons ne dénonceront pas à la légère les engagements pris vis-à-vis de la masse ouvrière. Leur geste risquerait trop d'amener des perturbations économiques dont ils seraient les premières victimes. D'ailleurs la force syndicale de la corporation minière ne sera-t-elle pas toujours là, pour leur inspirer au préalable de salutaires réflexions ?

Quant au reproche de créer la division et de compromettre l'unité minière, il ne doit pas davantage retenir l'attention. De tous temps les ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais ont bénéficié d'une situation privilégiée tant au point de vue des retraites qu'au point de vue des salaires. Est-ce à dire qu'ils n'ont pas défendu avec suffisamment de force les intérêts de la corporation ? N'est-ce pas plutôt eux, qui ont donné l'impulsion la plus énergique à tous les mouvements ayant abouti à une amélioration du sort des ouvriers du sous-sol. Ainsi que

le constata M. Bourgeois, ministre du Travail, qui vint appuyer les observations du rapporteur, le mouvement en faveur de la transformation du régime des retraites minières fut déclenché par les ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Dans la circonstance, leur intention était de venir en aide à leurs camarades du Centre et du Midi, et de remédier à la misérable situation que leur créait la législation de 1894. Ce n'est donc point l'article 11 qui pourra compromettre l'éclosion de tels sentiments. L'idée de solidarité restera toujours aussi vivace au sein de la corporation.

Ici se place un incident dont certains groupements miniers tinrent rigueur à son auteur. M. Basly, vice-président de la Commission des Mines, Président des syndicats des mineurs du Pas-de-Calais, vint à la tribune affirmer les avantages qui allaient découler de l'adoption de l'article 11 : Amélioration plus considérable de la pension pour ceux qui resteront affiliés au fonds de majoration de la Caisse autonome et par suite solidarité minière renforcée. Cette attitude devait être reprochée au député minier. On lui rappela qu'il n'avait aucun mandat pour faire pareille déclaration. Des deux côtés de la barricade, une polémique violente s'engagea avec pour conséquence une scission au sein de la corporation minière. Nous allons d'ailleurs étudier, aussi brièvement que possible, cette étape dans la réforme de la législation des retraites minières.

b) POLEMIQUES

ENTRE PARTISANS ET ADVERSAIRES DE L'ARTICLE 11 SCISSION. — GREVES

Campagnes de Presse : Critique de l'attitude de M. Basly

La polémique, comme toujours en pareille circons-

tance devait commencer assez bénigne et ne pas montrer du premier coup, le fossé qui séparait les adversaires.

Le 21 juillet 1912, c'est-à-dire peu de jours après le vote de la Chambre, le *Réveil du Nord* organe des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais et de leur président M. Basly, publiait une analyse de la loi votée au cours de la dernière session. Cette étude se terminait par la conclusion suivante :

« Cette loi qui marque un progrès considérable, a marqué aussi un dissentiment assez profond et un malentendu regrettable entre les amis des travailleurs du sous-sol animés d'un égal désir de bien faire. Des craintes ont été exprimées par quelques-uns de nos camarades sur les conséquences de l'adoption de l'article 12, qui menaceront selon eux l'unité minière. (Il s'agit de l'article 11 alors ainsi numéroté dans le projet adopté par la Chambre).

« Pour ma part, je ne crois pas du tout que ce fameux article 12 puisse compromettre le pacte unitaire que nous avons loyalement conclu et qui donne déjà des résultats appréciables ». (1)

Lorsqu'il écrivait ces lignes, M. Basly se faisait quelques illusions, car pour rompre l'unité il ne fut pas besoin d'attendre qu'il eut été fait application de l'article 12.

Dès le lendemain du vote de la Chambre, une campagne énergique s'organise chez les intéressés et le 24 juillet 1912, sous la signature de Bartuel et Georget, il paraissait dans *l'Humanité* un article qui qualifiait sévèrement la position prise par M. Basly.

Les signataires firent allusion à la séance de la Chambre et aux paroles prononcées par le député minier au fort de la discussion. Son intervention constituait un abus de pouvoir d'une gravité extrême. « Il y a là, a-t-il

« dit, une responsabilité que pour ma part je ne veux
« pas prendre. J'entends soutenir l'article 12 parce que
« les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais m'ont chargé
« de réclamer son maintien » (1).

A s'en tenir au sens de ses déclarations, il en résultait que M. Basly avait reçu mandat de défendre l'article 12. C'est précisément ce qui caractérisait l'abus de pouvoir. Le député du Pas-de-Calais, en s'autorisant du témoignage de groupements comprenant environ 130.000 ouvriers mineurs, aurait dû en mesurer toute l'importance et par là même considérer l'influence que de telles allégations étaient susceptibles de produire dans l'esprit de ses collègues.

L'incorrection est encore plus grave. M. Basly ne s'est pas contenté de se réclamer d'un mandat qu'il n'avait pas. Il a commis en outre, un acte d'indiscipline quand en toute connaissance de cause il est venu affirmer que le maintien de l'article 12 était conforme aux vœux de la corporation minière. Le député du Pas-de-Calais n'était pas sans connaître les démarches de la Fédération nationale du sous-sol, ses rapports avec M. Thomas et l'accord qui en était résulté pour demander le retrait de l'article 12 du projet gouvernemental.

En terminant leur exposé MM. Bartuel et Georget firent savoir que des questions aussi graves ne pouvaient être tranchées par une campagne de presse. Un congrès minier devra se réunir à l'effet de porter un jugement sur les accusations dirigées contre M. Basly et de décider sur l'attitude à prendre vis-à-vis du projet voté par la Chambre, en vue d'une action éventuelle sur le Sénat.

(1) *Musée Social* : Comptes rendus de la Presse : *Humanité*, 24 juillet 1912.

*Ordre du jour du Conseil d'administration
des mineurs du Pas-de-Calais*

Devant l'hostilité croissante qui se manifestait, le conseil d'administration des mineurs du Pas-de-Calais se réunit le 30 juillet et rédigea un ordre du jour justifiant la conduite de son président :

« Considérant qu'en appuyant et en demandant à la
« Chambre de voter l'article 12 du projet de loi portant
« création d'une Caisse autonome des ouvriers mineurs,
« miniers et ardoisiers, le citoyen Basly a eu en vue l'in-
« térêt général de la corporation minière et non le succès
« d'une conception particulière, qui serait à la rigueur
« défendable, étant donné que les Conventions d'Arras
« n'ont été et ne seront jamais un obstacle à l'unité mi-
« nière ». (1)

Le texte rappelait les avantages qui allaient découler de l'option réservée aux intéressés. D'un côté c'est la certitude d'une pension minimum de 2 francs par jour pour les ouvriers mineurs qui doivent appartenir au régime des conventions collectives prévues par l'article 12. Quant aux autres, ils bénéficieront de la portion plus ou moins grande du fonds de majoration qui aurait dû revenir aux premiers. Dans ces conditions, loin de compromettre l'unité minière, l'adoption de l'article 12 ne pouvait que renforcer l'idée de solidarité entre les divers groupements miniers.

En outre de ces arguments déjà apportés à la tribune de la Chambre, l'ordre du jour adopté faisait appel à une autre considération intéressante à signaler. L'article 12 apparaissait aux membres du Conseil d'administration des mineurs du Pas-de-Calais comme « un stimulant à l'organisation syndicale, seul moyen d'arriver

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *le Temps*, 31 juillet 1912.

« aux conventions collectives qui assureront aux ouvriers « des avantages incontestables ». (1)

La question soulevée ici dépasse le cadre de notre étude. Il était apparu à certains esprits, surtout dans les dernières années, que l'ouvrier se désintéressait de plus en plus de l'organisme syndical et naturellement on s'était appliqué à en rechercher les causes. Or la raison primordiale d'un pareil état de choses se bornait à cette constatation : Dans la plupart des cas, les syndicats n'ont pas répondu à la destination que le législateur de 1884 leur avait assignée. Sous l'inspiration dite « syndicaliste » la classe ouvrière s'est trouvée entraînée dans des conflits dont le mobile était bien plus de créer une sorte d'agitation sans cesse renouvelée, que d'envisager l'obtention de solutions pratiques.

L'ouvrier de plus en plus, en était arrivé à se désintéresser du syndicat qui ne lui apportait rien de positif. Le nombre des adhérents avait fléchi dans de très fortes proportions. Certains esprits plus avisés, que n'aveuglait pas complètement le préjugé de la lutte des classes, s'appliquèrent à rechercher le remède de la situation. Or l'une des principales considérations sur laquelle l'entente s'était établie le plus aisément, est justement celle évoquée par l'ordre du jour du Conseil d'administration des mineurs du Pas-de-Calais. Pour retenir l'ouvrier au syndicat, rien ne pouvait agir davantage que ces pourparlers entamés avec le patron en vue de l'amener à des concessions.

A ceux qui représentent la tendance révolutionnaire, les avantages sont de beaucoup éclipsés par les inconvénients. Les conventions collectives ont pour effet de disperser l'effort ouvrier en créant des catégories dont les intérêts seront souvent opposés. Il devient alors de plus en plus

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *le Temps*, 31 juillet 1912.

difficile de pouvoir organiser ces mouvements d'ensemble, dont leurs auteurs semblent tant espérer en vue de la réalisation de la société future.

L'ordre du jour concluait en faisant appel aux souvenirs qui marquèrent la lutte engagée en 1902 par la corporation minière. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais menèrent la bataille et réclamèrent des allocations et majorations de retraites pour leurs camarades moins favorisés. Sous leur inspiration, la loi du million des mineurs était votée, cependant qu'eux-mêmes obtenaient les conventions collectives de majoration encore en vigueur. Or qui peut prétendre que la solidarité minière en ait souffert ?

Agitation croissante chez les intéressés

M. Basly renforça l'argumentation de l'ordre du jour par des articles publiés dans le *Réveil du Nord*, qui ne sont autre chose que des réponses directes aux attaques dirigées contre lui dans l'*Humanité* et la *Bataille Syndicaliste*.

Il fait particulièrement observer que la législation nouvelle avec l'article 12, n'est pas conçue avec un esprit autrement différent de la législation de 1894. Sous l'empire de cette dernière, l'ouvrier mineur a été laissé libre d'opter pour les Caisses de liquidation ou pour la Caisse Nationale des Retraites. Il aurait pu même ajouter, pour les caisses patronales, si par ce côté la loi n'était restée à peu près inappliquée. Cependant est-il une autre époque où la solidarité minière se soit affirmée avec autant de force et ait obtenu des résultats aussi encourageants ? De même avec l'article 12, demain comme aujourd'hui, les ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais se retrouveront avec leurs camarades du Centre et du Midi pour soutenir le surplus de leurs revendications : Journée de

8 heures, minimum de salaires, Nationalisation des mines, etc...

Néanmoins, les adversaires d'un régime de retraites servies par les Compagnies ne désarmèrent pas et aux raisons déjà invoquées, ils joignirent les difficultés que la nouvelle réforme allait soulever dans la pratique.

Quelle sera la part attribuée aux ouvriers mineurs régis par l'art. 12, dans l'administration de la Caisse autonome ? Comment s'opérera le passage d'un régime à un autre ? Ne va-t-il pas falloir prévoir également les nombreuses contestations que l'article 12 ne manquera pas de soulever ? Enfin comment assurer un contrôle efficace à l'égard des entreprises qui vont assurer par elles-mêmes le plein des majorations et allocations ? Ce sont là autant de point délicats que le législateur se devrait à lui-même d'éclairer.

L'idée de libéralité que l'on faisait valoir en faveur des Compagnies ne les convainquit point. Dès aujourd'hui, dirent-ils, les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais servent à leurs pensionnés des retraites de 550 et 600 fr. La loi nouvelle étend aux ouvriers mineurs le bénéfice de l'allocation de 100 francs prévu dans les textes de 1910 et 1912. Le sacrifice des exploitants apparaîtra d'autant plus illusoire qu'ils ne contribueront plus au versement des 500.000 francs mis à leur charge, sous forme de centimes additionnels à la redevance proportionnelle, en exécution de la loi du million et demi des mineurs.

En outre quelle garantie peut offrir un régime de retraites basé sur l'article 12 ? Il est à craindre de voir revivre tous les abus des retraites facultatives. Les exploitants auront parfois de grandes tentations de congédier leurs vieux ouvriers à la veille d'atteindre leur pension. En définitive l'article 12 s'appliquera au détriment de

la Caisse autonome et des assurés qui lui seront restés fidèles.

Le 15 septembre 1912, un congrès régional des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais se réunit à Douai. L'ordre du jour adopté justifie M. Basly « qui n'a fait que défendre les intérêts des travailleurs du sous-sol du Nord et du Pas-de-Calais en même temps que ceux des autres régions et approuve son attitude à la Chambre des députés sur le projet de retraites des mineurs et ardoisiers ». (1).

Le dépouillement pour les trois syndicats représentés donna les résultats suivants :

Syndicats du Pas-de-Calais : 72 sections pour, 7 contre.

Syndicats d'Anzin : 8 sections pour, 25 contre et abstentions.

Syndicats du Nord : 24 sections pour, 10 contre.

Soit au total 104 sections pour ; contre et abstentions 44 (1).

Quelques jours plus tard, un Congrès extraordinaire du sous-sol fut convoqué à Paris, à l'effet d'arrêter les mesures à prendre en présence du texte voté à la Chambre, et plus particulièrement de mettre fin à l'agitation créée autour de l'article 12. Faisons observer dès maintenant que les efforts furent vains. D'ailleurs M. Basly, objet d'attaques quotidiennes des plus violentes, ne crut pas devoir se rendre à la convocation.

La discussion occupa les séances des 5, 6 et 7 octobre et tout l'intérêt du congrès se reporta sur l'article 12 (2).

La clôture fut prononcée après l'adoption d'un ordre du jour où les rédacteurs s'efforcèrent de concilier les points de vue opposés. Tout en faisant état des justes réclamations des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, le congrès

(1) *Musée Social* : Comptes rendus de la Presse : *Réveil du Nord*, 16 septembre 1912.

(2) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *Humanité* 5, 6 et 7 octobre 1912.

demande la suppression de l'article 12, mais non sans avoir fait entrevoir, qu'il sera nécessaire de comprendre dans le nouveau texte des compensations équivalentes en faveur des ouvriers mineurs appelés à bénéficier des conventions collectives.

Dans l'intervalle, l'attitude de M. Basly à la Chambre avait été l'objet de commentaires assez violents et le débat s'était terminé par l'adoption d'un ordre du jour de blâme.

*Rupture entre les « vieux syndicats »
et la Fédération nationale*

Ce Congrès ne devait pas clore l'ère des divisions et des querelles. L'abstention de M. Basly, aussi bien que le blâme dont il venait d'être l'objet, n'étaient d'ailleurs pas de nature à ramener le calme dans les esprits.

Chez les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, eux-mêmes, à la faveur des polémiques, la division s'introduisait et de nouveaux syndicats reflétant les tendances de la Fédération nationale se constituaient à côté des anciennes organisations. Il arriva même que ces nouveaux groupements demandèrent leur affiliation à la Fédération nationale et l'obtinrent. Les vieux syndicats s'émurent d'un état de choses qui risquait de porter atteinte à leur prospérité et le 27 janvier 1913, un Congrès régional des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais réuni à Douai, décida de suspendre le paiement des cotisations à la Fédération nationale en manière de protestation contre ses décisions (1). C'était le prélude d'une rupture complète.

De son côté la Fédération nationale invita à titre purement consultatif, les syndicats en question, au congrès minier annuel qui devait se tenir à Alais en avril. Les

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *Humanité*, 21 avril 1913.

mineurs du Nord et du Pas de Calais prirent d'ailleurs le parti de s'abstenir et se bornèrent à envoyer au bureau fédéral un exposé de leurs griefs, relativement à l'attitude prise par le conseil national des mineurs dans les demandes d'affiliation formulées par les associations récemment constituées.

Ces assises minières, et c'est là leur seul intérêt, consacrèrent d'une manière officielle la rupture qui venait de s'opérer. L'ordre du jour adopté est la condamnation même, des directions suivies par les vieux syndicats du Nord et du Pas-de-Calais. Le congrès « prend acte que sciemment ces syndicats se sont mis hors la Fédération nationale ». Et plus loin : « il approuve l'attitude du « bureau fédéral et du Conseil national ; fait appel aux « ouvriers de ces régions pour réintégrer la Fédération « nationale sous le couvert des syndicats récemment « constitués et de ceux qui pourront se constituer à « l'avenir ». (1)

Malheureusement les dirigeants de la Fédération nationale auraient dû se rendre compte, qu'en se privant du concours d'associations particulièrement puissantes, leur autorité, tant auprès des Pouvoirs publics qu'auprès des intéressés eux-mêmes, s'en trouvait d'autant diminuée. L'opinion qu'émet le journal *Le Temps* dans la circonstance, se trouve particulièrement justifiée. « La Fédération nationale amputée de ses éléments les plus solidement syndiqués, les plus nombreux et les plus riches « ne représente plus aucune force sérieuse » (2). Elle va devenir à la merci d'agitateurs sans scrupules qui feront prévaloir leurs tendances anarchisantes et révolutionnaires. Ainsi s'explique qu'au Congrès d'Alais les questions professionnelles ne sont pas seulement envisagées. On

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *Humanité*, 22 avril 1913.

(1) *Musée Social* : Comptes rendus de la Presse : *le Temps*, 27 avril 1913.

éprouve le besoin de faire une manifestation antimilitariste et on adopte une motion par laquelle on décide de répondre à la déclaration de guerre, par la grève et l'insurrection.

Réunions minières :

Tentatives de rapprochement, leur échec

Néanmoins les réunions minières se multiplient et seulement quelques jours après, un Congrès du vieux syndicat du Pas-de-Calais se tint à Lens (1). Il n'y est point question de la scission et on feint d'ignorer les résolutions prises par le Congrès d'Alais. Les délégués déclarent vouloir mener la lutte en vue de faire aboutir les décisions du Congrès d'Angers, c'est-à-dire la retraite de 2 francs par jour après 25 ans de services et 50 ans d'âge. Quant à l'article 12, il est bon de noter la déclaration de M. Basly : « Si le Parlement nous donne le projet « d'Angers, il n'est plus question de l'article 12, sinon « pour ma part je ne l'abandonne pas ». On ne pouvait donc déclarer plus nettement que l'on restait sur ses positions.

Cependant des tentatives de rapprochement se font jour en vue de faire cesser la division existant entre travailleurs du sous-sol. C'est ainsi que le Comité international des mineurs réuni à Paris en octobre 1903 (2), convoqua à ses réunions, les délégués des organisations adverses.

M. Lamendin, au nom des vieux syndicats, s'éleva contre les modifications apportées aux statuts par le Congrès d'Alais. Par là, il visait l'admission des organisations nouvelles, créées dans la sphère d'action des syndicats du Nord et du Pas-de-Calais.

(1) *Musée social* : Comptes rendus de la Presse : *Humanité*, 4 mai 1913.

(2) *Humanité*, 30 octobre 1913.

De leur côté les représentants de la Fédération nationale contestèrent la compétence du Comité international en pareille matière. Il s'agissait de difficultés d'ordre interne, dont la solution devait être demandée à la Confédération Générale du Travail. Dans ces conditions toute discussion devenait impossible et le comité dut se séparer sans avoir rien entrepris.

En décembre nouvelle tentative suivie d'un nouvel échec ; de guerre lasse, la Confédération Générale du Travail prit alors le parti d'envoyer des délégués sur place avec mission de refaire l'unité. Les conférences qu'ils tinrent dans les principaux centres houillers n'eurent point le résultat espéré. Comme ils faisaient valoir la nécessité de refondre l'unité minière compromise par les vieux syndicats, pareille idée n'était point du goût de leurs auditeurs. En définitive ce fut un échec complet et il faut surtout l'attribuer à la désaffection toujours croissante des ouvriers mineurs, pour tout ce qui touchait à la Confédération Générale du Travail.

Vote du Sénat ; Retour du projet à la Chambre :

Déclarations du Ministre du Travail

La campagne menée par les adversaires de l'article 12, devenu l'article 11, avait pour but d'influencer le Sénat ; aussi on peut juger de la stupeur que provoqua chez les intéressés l'entérinement pur et simple du projet voté par la Chambre, aggravé par l'exclusion des ouvriers miniers et ardoisiers. Le Sénat osait résister à leur campagne d'intimidation. « Son vote, écrit la *Bataille syndicaliste*, prend l'allure d'un défi droit porté aux travailleurs du sous-sol » (1).

Cependant dans l'intervalle, le projet revenait à la Chambre et celle-ci allait donner son dernier mot sur les modifications apportées à son œuvre.

(1) *Bataille syndicaliste*, 21 février 1914.

Les adversaires des Conventions spéciales ne sont pas sans obtenir une sérieuse satisfaction. Leur insistance à réclamer une pension minimum de 730 francs amena M. Metin, ministre du Travail, à faire la déclaration suivante de nature à les rassurer entièrement :

« Si par hasard, à raison des éléments encore mal connus, le chiffre de la retraite s'éloignait sensiblement de 730 francs, le gouvernement userait de l'article de la loi qui lui permet d'accroître dans la loi de finances la subvention de l'Etat. » (1)

Du même coup toutes les controverses qui s'étaient élevées autour de l'article 11 devenaient sans objet. M. Thomas, jusque-là adversaire acharné des conventions collectives, vint lui-même le déclarer à la tribune.

« Ainsi la grande discussion qui s'était élevée dans le monde des mines se trouve terminée. Il n'y a plus qu'à renouer les deux tronçons divisés de la grande corporation minière, nous nous y emploierons de toutes nos forces. » (2)

Grèves : Etendue du mouvement :

Résistances des « vieux syndicats »

Les ouvriers mineurs ne montrèrent point tout d'abord le même optimisme. Dès le vote du Sénat, la Fédération des travailleurs du sous-sol avait déclaré virtuellement la grève générale. Le bureau confédéral lança une proclamation où il était fait appel à la solidarité des organisations ouvrières confédérées dans le grand mouvement gréviste qui se préparait. En fait, aussitôt que le vote fut connu, un grand nombre de groupements miniers, plus particulièrement ceux du Centre et de la Loire,

(1) *Humanité*, 26 février 1914.

(2) *Humanité*, 26 février 1914.

mettant à exécution leurs menaces, avaient rendu la grève effective dans leurs circonscriptions.

Le mouvement ainsi déchaîné avant la consécration officielle de la nouvelle législation, ne fut pas sans influence sur le vote de la Chambre. Les engagements formels pris par le gouvernement sur les points restés litigieux, en sont une conséquence directe.

Les ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais n'acceptèrent point le mot d'ordre lancé par le bureau confédéral. Le conseil d'administration du vieux Syndicat du Nord réuni, sous la présidence de M. Goniaux, rédigea un contre appel où « il met les ouvriers en garde contre « cette manœuvre qui est dirigée contre eux pour satisfaire la haine de quelques individus ». (1)

Le Conseil national de la Fédération Houillère de France, c'est le nom pris depuis la scission par l'organisation dissidente, se réunit à Douai sous la présidence de M. Lamendin à l'effet d'envisager les mesures à prendre en face de l'ordre de grève lancé par la Fédération du sous-sol. L'ordre du jour qui y fut rédigé constitue la même mise en garde : « Camarades laissez les divisionnistes à leurs aventures, résistez à leurs tentatives de grève et faites confiance à vos vieilles organisations ». (2)

Par contre, le comité régional de la Fédération du sous-sol du Nord et du Pas-de-Calais qui comprend les nouveaux groupements créés dans la sphère d'action des vieux syndicats, invita ses adhérents à demeurer solidaires et à respecter les décisions du Comité Confédéral. Ce sera la manière la plus efficace de protester contre « une loi de retraites qui réserve de cruelles désillusions pour le présent et l'avenir ». (3)

Ce que fut le mouvement gréviste, nous ne nous y étendons pas.

(1) *Echo de Paris*, 23 février 1914.

(2) *Humanité*, 24 février 1914.

(3) *Humanité*, 23 février 1914.

drons pas outre mesure. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, fidèles aux instructions des vieux syndicats, le nombre des chômeurs se trouva très restreint. Pour le surplus de la France, on peut considérer que la cessation du travail fut à peu près générale.

Echec du mouvement gréviste : reprise du travail

L'agitation ne devait pas être de longue durée. Il était d'ailleurs manifeste que les Chambres ne reviendraient pas sur le vote qui était intervenu. Alors à quoi bon perpétuer un mouvement gréviste qui ne devait aboutir à aucun résultat pratique ? Mieux vaut dès maintenant, rentrer dans l'ordre et profiter de nouvelles circonstances pour faire naître l'occasion favorable. La lassitude pénétrait peu à peu dans les masses et à part une poignée d'agitateurs décidés à tout, il était visible que la reprise du travail serait accueillie avec autant de satisfaction que sa cessation avait été acclamée.

Ce fut dans ces conditions, que le Conseil National de la Fédération des travailleurs du sous-sol se réunit à Paris au siège de la Confédération Générale du Travail, à l'effet de se prononcer sur l'avenir de la grève. Dans leur ordre du jour, les délégués miniers font ressortir les engagements du gouvernement touchant les ardoisiers et la retraite de 730 francs. L'abrogation de l'article 11 reste toujours au programme de la Fédération, mais le Conseil national ne voulant pas prolonger la lutte sur ce seul point, invite ses adhérents à décider la reprise du travail pour le 3 mars.

« Dès maintenant les mineurs et les ardoisiers doivent
« se tenir prêts, au cas où les gouvernants ne tiendraient
« pas leurs engagements, à renouveler avec autant de

« spontanéité leur admirable geste de révolte accompli
« du 23 février au 3 mars 1914 ». (1).

La grève avait donc duré huit jours.

Considérations de M. Jaurès sur les problèmes soulevés

par l'article 11

M. Jaurès dans un article publié par l'*Humanité* montra son contentement de la décision « très sage et très ferme » prise par les ouvriers mineurs. « La loi votée
« par le Parlement leur donne des satisfactions impor-
« tantes et les engagements gouvernementaux qui la
« complètent ont une sérieuse valeur ». (1)

Cependant une ombre subsiste au tableau : Les dissensions entre ouvriers mineurs n'ont point cessé. La Fédération du sous-sol et sa rivale, la Fédération des mineurs de houille du Nord et du Pas-de-Calais, conservent leur organisation distincte, convoquent chacune leurs congrès et feignent de s'ignorer si ce n'est pour s'invectiver. Le prétexte de la scission avait été l'article 12 du projet de la Commission des mines, devenu depuis l'article 11 de la législation nouvelle.

M. Jaurès pensait à très juste raison, qu'en raison même des engagements pris par le gouvernement touchant le taux de la retraite, l'antagonisme avait perdu sa raison d'être. Désormais l'effort des dirigeants devait se tourner vers un rapprochement qui faciliterait l'unification minière, tout en évitant d'éveiller des susceptibilités chez l'une ou l'autre des organisations. Le leader socialiste ne doutait pas qu'abordée avec tous les ménagements possibles, la difficulté ne fut bien vite résolue. « De
« même, dit-il, que les mineurs ont remporté par la loi
« que nous avons votée et par les engagements gouver-
« nementaux qui la complètent une première et sérieuse

(1) *Humanité*, 2 mars 1914.

« victoire, j'ai confiance qu'ils remporteront bientôt une
« victoire bien plus grande encore et bien plus haute en
« refaisant leur unité morale ». (1)

9°. — (*Article 12*). — **Délégués mineurs.**

Le principe instauré par la loi du 2 avril 1906 est à nouveau consacré. Les délégués mineurs et suppléants sont astreints aux mêmes obligations et bénéficient des mêmes avantages. Une retenue de 2 % est effectuée sur le traitement du délégué. De son côté, l'Etat complète par un versement égal correspondant.

Au cas où l'indemnité allouée au délégué est inférieure à 20 journées de travail et s'il ne travaille plus à la mine, il doit lui-même parfaire la retenue de manière qu'elle corresponde au minimum de 20 journées.

Enfin les veuves et orphelins des délégués bénéficient de tous les avantages accordés aux veuves et orphelins des ouvriers mineurs.

10°. — (*Article 13*). — **Formalités spéciales
imposées par le législateur.**

L'article 13 règle un certain nombre de formalités imposées par le législateur aux caisses patronales, aux caisses de liquidation et aux exploitants qui assurent eux-mêmes le service des pensions.

Chaque année, ces divers organismes devront fournir à la Caisse autonome, un état nominatif des pensionnés, avec indication du nombre d'années de services à la mine et du montant de leurs pensions.

Ils lui feront également connaître « la date des décès

(1) *Humanité*, 2 mars 1914.

qui se produiraient au cours de l'année » et lui fourniront le bilan annuel de leurs opérations.

11°. — Dispositions secondaires.

L'article 14 est relatif à l'incessibilité et l'insaisissabilité des pensions.

L'article 15 prononce l'abrogation des lois et décrets contraires à la réforme. Toutefois « cette abrogation ne « pourra préjudicier aux droits acquis lors de la mise « en vigueur de la présente loi ».

« Leurs titulaires ou ayants-droit jouiront d'une pension au moins égale à celle qu'ils auraient eue sous la « législation antérieure ».

L'article 16 prévoit un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances pour déterminer les conditions d'application de la loi.

L'article 17 décide que le paiement des pensions « pourra avoir lieu tous les mois ». Cette disposition fut insérée à la demande de M. Bouveri. M. Delatour directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations déclara accepter la rédaction proposée en raison de son caractère facultatif, mais il ne pensait pas que la Caisse autonome se presserait d'user d'une faculté qui nécessiterait des frais d'administration sensiblement plus élevés.

Enfin l'article 18 décide que « les dispositions de la présente loi entreront en vigueur six mois après sa promulgation ».

Conclusion

Nous voici au terme de l'étude que nous nous sommes assignée sur la matière des retraites minières. Que donneront les nouveaux textes sortis des délibérations du Parlement ? Il serait prématuré de vouloir dès aujourd'hui formuler une opinion trop précise. D'ailleurs le voudrions-nous, que les événements actuels nous interdiraient tout pronostic. Toutefois nous pouvons dire que la législation nouvelle constitue un progrès sérieux sur sa devancière. C'est une refonte complète du régime des retraites instauré par la loi du 29 juin 1894. Les ouvriers mineurs obtiennent satisfaction sur des points de toute importance. Les revendications dont leurs congrès s'étaient fait l'écho ont fini par être entendues. Désormais, la corporation minière assume elle-même la responsabilité de l'administration de ses retraites. Il n'y a plus de place possible pour la suspicion. Les intéressés sont assurés de recueillir l'intégralité des sommes que leur assigne le législateur. Ils ne peuvent plus faire le reproche que sous le régime antérieur ils adressaient à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse. Eux seuls, et non pas d'autres profiteront des sacrifices mis à leur charge.

Certains attendent beaucoup de la direction nouvelle imprimée à l'activité des syndicats miniers. Chez les dirigeants un sens de la responsabilité accru, un peu moins de bienveillance pour les idées syndicalistes et révolutionnaires, tels seraient d'après eux les avantages de la création d'une caisse autonome. L'expérience faite chez les ouvriers mineurs et sa valeur démontrée, il n'y aura plus qu'à généraliser et à doter chaque corps de métier de sa caisse professionnelle.

C'est peut-être montrer beaucoup d'optimisme. Sans doute appeler des mineurs à gérer eux-mêmes leurs retraites ne peut que parfaire leur éducation professionnelle et leur donner un sens de la matérialité des faits qui peut jusqu'à un certain point les préserver de verser dans l'utopie. Mais des agitateurs, des révolutionnaires, il y en aura toujours et avec eux une masse plus ou moins docile prête à suivre leurs idées subversives. Nous ne voudrions point cependant dénier toute valeur éducative aux caisses professionnelles. N'obtiendraient-elles que le résultat de donner moins de prise aux théories des mécontents, que ce serait déjà beaucoup.

La réforme allait entrer en application lorsque la guerre éclata, entraînant avec elle la perte de la plus grande partie de notre riche bassin houiller du Nord. Qu'advient-il après la tourmente ? Les dispositions votées en 1914 suffiront-elles ? Il est à prévoir que les conditions économiques n'étant plus les mêmes, un redressement des textes sera nécessaire. En particulier, envisageons la seule question du taux de la retraite. Il est bien certain que le chiffre de 730 francs sera désormais atteint plus aisément par suite de l'énorme accroissement dont ont bénéficié les salaires. Tout irait pour le mieux s'il n'était à craindre que le taux ainsi fixé ne correspondit nullement aux nécessités du moment. Attendons-nous donc à voir les intéressés formuler de nouvelles doléances dès que l'heure aura sonné où le législateur revenu à son labeur pacifique, reprendra l'œuvre du progrès social.

Il est à remarquer d'ailleurs que ces réclamations commencent à se faire jour et que plusieurs propositions de lois ont déjà été présentées qui visent à la modification de la législation de 1914. Nous nous bornerons à les énumérer en indiquant leurs caractéristiques essentielles.

Une première proposition déposée par M. Cadot, député, le 27 novembre 1916, s'attache uniquement à la rédaction

de l'article 10. Le texte proposé a pour objet d'améliorer la situation des vieux ouvriers, celle des veuves et des orphelins et de permettre « pour les anciens pensionnés, « comme pour les nouveaux le cumul de la pension de « retraite avec le revenu dont ils disposent ainsi qu'avec « la pension dont ils peuvent être titulaires en vertu de « la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ». (1)

Une seconde proposition déposée par M. Valette, député, et plusieurs de ses collègues le 2 février 1917, est d'ordre plus général et reprend le projet de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol que le législateur de 1914 a eu le « tort de ne point suivre » (2). Il nous suffira de rappeler que les auteurs de la proposition, réclament l'incorporation des ouvriers ardoisiers, la retraite à 50 ans d'âge après 25 ans de travail à la mine, et l'inscription dans la loi du taux minimum de 730 francs avec pour conséquence l'abrogation du fameux article 11, « élément de division dans la corporation minière ». Le texte proposé vise également l'amélioration de la situation des « vieux ouvriers mineurs et de celle des veuves et des orphelins. » En outre, les versements seraient désormais effectués obligatoirement à capital aliéné. En effet, le versement à capital réservé n'a plus de raison d'être, dès lors que les droits de la veuve et de l'orphelin sont reconnus et sauvegardés.

Enfin la proposition prévoit la suppression des Caisses patronales et des Caisses de liquidation qui seraient absorbées par la Caisse autonome de retraites.

Une dernière proposition de M. Bouveri, député, déposée le 9 novembre 1917 vise une situation essentiellement provisoire née des circonstances actuelles et prévoit une indemnité de cherté de vie pour les pensionnés et

(1) Doc. parlementaire, n° 2726. J. O., page 1720.

(2) Doc. parlementaire, n° 2951 ; J. O., page 210.

allocataires de l'industrie minière « pendant la durée de « la guerre et pendant les 6 mois qui suivront la signature du traité de paix ». (1)

Nous en aurons terminé avec cette étude des retraites minières, lorsque nous aurons énoncé une dernière considération dont l'actualité s'est affirmée encore tout récemment.

La guerre qui bouleverse tant d'habitudes n'a pas été en effet sans opérer de grands changements dans l'ensemble de notre législation. Sous l'impérieuse nécessité des événements, des réformes de la plus haute importance ont vu le jour, qui jusque là s'étaient heurtées aux résistances les plus obstinées. Dans cet ordre d'idées, notre législation minière vieille de plus d'un siècle, semble appelée à une transformation radicale dans un avenir prochain. Que de fois n'a-t-on pas répété que les loi et décret de 1810 et 1813 ne répondaient plus au développement de l'industrie moderne. Cependant toutes les innovations proposées se sont vues vouées au même échec. Aujourd'hui il semble bien que l'on veuille aboutir. Les mesures envisagées consacrent la refonte complète du régime minier encore en vigueur, dans le sens d'un amoindrissement des droits du concessionnaire, avec pour corollaire, une participation plus grande de la collectivité aux richesses minières nationales. Etape vers la nationalisation des mines d'après les uns, simple adaptation à des exigences nouvelles, d'après les autres ; nous n'essaierons pas de départager les doctrines. Quoiqu'il en soit des nouveaux textes, ceux-ci ne seront pas sans exercer leur influence dans les divers domaines où se meut le monde minier.

En matière de retraites, il est à supposer que la corporation ouvrière s'adressera d'autant plus fréquemment aux pouvoirs publics, que ceux-ci pourront intervenir

(1) Doc. parlementaire, n° 3930 ; *Journal officiel*, page 1631.

plus efficacement auprès des exploitants. Il ne faudrait pas cependant pousser plus loin la conclusion, car nous restons toujours dans le domaine de l'hypothèse.

Vu : le Président,

RAOUL JAY.

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LUCIEN POINCARÉ.

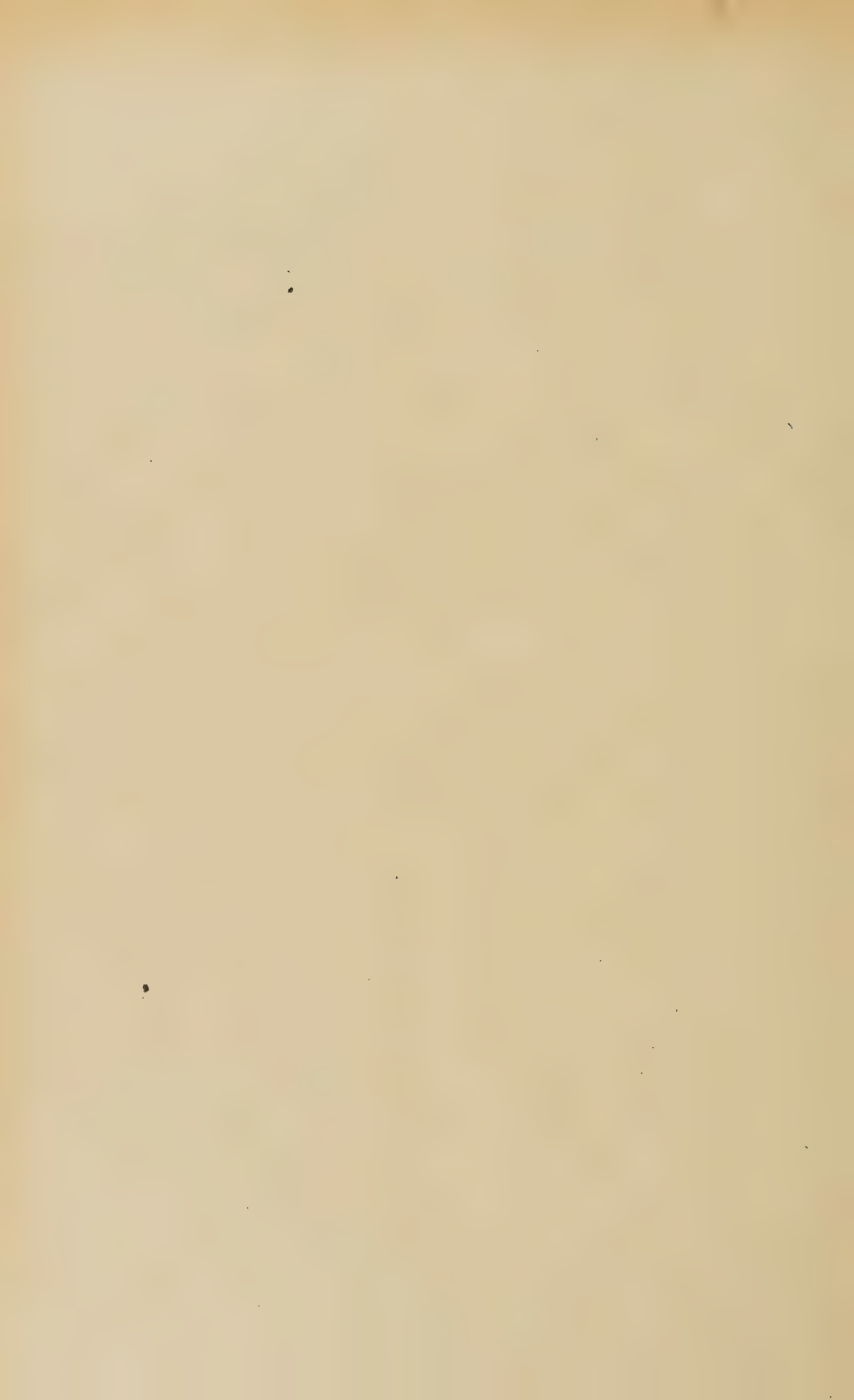


Table des Matières

	Pages.
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	5
LOI DU 29 JUIN 1894.....	13
I. - Comment se posait le problème : Obligation ou Faculté	13
II. - Constitution des retraites : Eléments qui doivent y coopérer.....	16
III. - Situation des ouvriers mineurs antérieurement à la loi du 29 juin 1894	19
IV. - Légitimité de l'intervention du législateur.....	21
V. - Loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.....	23
1° Double objet de la loi : Caisses de secours.....	23
2° Origine de la loi : Travaux préparatoires.....	25
3° Analyse de la loi	27
a) Titre I : Délai d'application. Etendue de la nouvelle législation	27
b) Titre II : Pensions de retraites.....	29
Versements patronaux et ouvriers. Leur réglementation	29
Liquidation des pensions. — Invalidité. — Age d'entrée en jouissance.....	30
Caisses syndicales. — Caisses patronales. — Leur échec	31
Caisse Nationale des retraites. — Fonctionnement des retraites minières.....	33
Emploi des fonds versés à la Caisse Nationale des retraites.....	35
Conventions spéciales. — Règles auxquelles elles obéissent.....	38
c) Ouvriers des minières et carrières	40
d) Ouvriers étrangers.....	40
e) Dispositions transitoires.....	42
Lacunes de la législation de 1894	42
Liquidation des anciennes institutions.....	44

I) Caisses patronales.....	44
II) Caisses de prévoyance.....	47
1. Liquidation amiable.....	48
2. Liquidation arbitrale.....	48
3. Liquidation judiciaire.....	50
VI. - Jugement sur la législation de 1894.....	51
1° Difficultés d'application de la nouvelle législation.....	51
2° Critiques adressées à la législation de 1894.....	53
a) Formalités trop compliquées qui accompagnent l'institution du livret.....	53
b) Statistiques : Réformes proposées.....	56
c) Autres reproches adressés à la loi du 29 juin 1894.....	58
d) Situation des vieux ouvriers mineurs.....	58
VII. - Grèves de 1902 : Loi du 31 mars 1903.....	60
1° Origine du mouvement : Projets de réformes : Congrès miniers.....	60
2° Primes aux salaires : Grèves : Propositions des compagnies.....	63
3° Sentences arbitrales.....	67
4° Conséquences de la grève : Appréciations de M. Jaurès.....	69
5° Loi du 31 mars 1903 : Événements qui l'ont préparée.....	71
a) Nomination d'une commission d'enquête.....	71
b) Résultats de la commission d'enquête.....	72
c) Dépositions de M. Charpentier, député de la Loire et de M. du Rousset, Président du comité des Houillères de la Loire.....	73
d) Projet de loi du gouvernement : Incorporation à la loi de finances.....	75
6° Loi du 31 mars 1903 : Aperçu critique.....	79
7° Modifications successives apportées à la loi du 31 mars 1903.....	80
8° Loi du 31 décembre 1907.....	81
9° Modifications subséquentes apportées à la législation du million des mineurs.....	83
VIII. - Loi du 2 avril 1906 : Délégués mineurs.....	84
PROJET THOMAS ET LOI DU 25 FÉVRIER 1914.....	85
I. - Historique de la question.....	85
II. - Revendications minières; mises au point successives : Fusion des mineurs et des ardoisiers.....	86

III. - Évolution suivie par les syndicats miniers.....	92
IV. - Suite de l'historique des revendications minières...	95
V. - Projet de la commission exécutive de la Fédération nationale des mines, minières et carrières.....	97
1° Observations préliminaires.....	97
2° Caisse autonome des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers.....	98
3° Fonctionnement de la caisse autonome.....	100
4° Problèmes financiers soulevés par la réforme ; critiques adressées par M. Thomas au projet de la Fédération.....	102
a) Observations générales.....	102
b) Conséquences financières de la réforme.....	104
c) Erreurs statistiques de la commission exécutive.....	107
d) Critiques de M. Thomas.....	110
e) Ressources de la Caisse autonome.....	112
5° Organisation des retraites : Age d'entrée en jouissance. Pension minimum.....	115
6° Légitimité d'une retraite uniforme.....	118
7° Pensions proportionnelles.....	118
8° Réversibilité de la pension sur la veuve et les orphelins.....	120
9° Assimilation des ouvriers ardoisiers.....	121
10° Autres dispositions de la proposition Thomas.....	122
a) Gestion de la Caisse autonome.....	122
b) Délégués mineurs.....	125
c) Accidents, maladies.....	125
d) Dispositions transitoires.....	125
11° Conclusion.....	126
VI. - Congrès d'Angers.....	126
1° Caractères de la réunion.....	126
2° Décisions du congrès : Discussions.....	130
VII. - Rapport Roden.....	132
1° Examen des revendications minières, leur légitimité, modifications proposées.....	132
a) Résultats de la législation de 1894 ; statistiques.....	132
b) Caisse Nationale des retraites des ouvriers mineurs.....	133
c) Fonds de répartition.....	135
d) Conséquences financières de la réforme.....	136
e) Age d'entrée en jouissance de la pension.....	137

f) Extension aux ouvriers mineurs des législations de 1910 et 1912.....	139
g) Caisses patronales, Caisse de liquidation.....	140
h) Délégués mineurs, ouvriers ardoisiers.....	140
2° Vue d'ensemble sur les modifications apportées à la législation de 1894.....	141
VIII. - Rapport Chéron.....	143
1° Exagération des critiques portées contre la législation de 1894 et la Caisse Nationale des retraites.....	143
2° Réserves mathématiques ; possibilité de leur transfert à la Caisse autonome.....	146
3° Allocation de l'Etat. — Modification du rapport Roden.....	148
4° Conventions spéciales.....	148
5° Conclusion.....	149
IX. - Chambre des Députés. — Sénat. — Vote de la loi....	150
X. - Loi du 25 février 1914 : Analyse.....	151
1° Exclusion des ouvriers miniers et ardoisiers.....	151
2° Ouvriers mineurs étrangers.....	154
3° Administration de la Caisse autonome.....	155
4° Titre II. — Pensions de retraites.....	156
a) Versements, livret individuel, maintien de la législation de 1894.....	156
b) Entrée en jouissance de la pension : article 6.....	157
c) Retraite, invalidité : art. 7.....	160
5° Titre III. — Art. 8. — Allocation de l'État.....	162
6° Art. 9. — Droit des femmes mariées.....	163
7° Art. 10. — Fonds de majoration.....	163
a) Ouvriers mineurs remplissant les conditions de l'art. 6.....	164
b) Anciens ouvriers mineurs.....	164
c) Veuves et orphelins.....	165
8° Art. 11. — Conventions spéciales.....	166
a) Thèses en présence.....	166
Analyse de l'art. 11.....	166
Adversaires des conventions spéciales : motifs de leur opposition.....	167
Partisans des conventions spéciales : inanité des critiques portées contre l'article 11..	170
b) Polémiques entre partisans et adversaires de l'article 11, — Scission. — Grèves.....	172

Campagnes de presse : Critique de l'attitude de M. Basly.....	172
Ordre du jour du Conseil d'administration des mineurs du Pas-de-Calais.....	175
Agitation croissante chez les intéressés.....	177
Rupture entre les vieux Syndicats et la Fédération nationale.....	180
Réunions minières ; tentatives de rapprochement ; leur échec.....	182
Vote du Sénat ; retour du projet à la Chambre ; déclaration du ministre du travail.....	183
Grèves : Étendue du mouvement, résistance des vieux Syndicats.....	184
Échec du mouvement gréviste ; reprise du travail	186
Considérations de M. Jaurès sur les problèmes soulevés par l'article 11.....	187
9° Art. 12. — Délégués mineurs.....	188
10° Art. 13. — Formalités spéciales inspirées par le législateur.	188
11° Dispositions secondaires.....	189
CONCLUSION.....	191

Angoulême. — Imprimerie A. OLIVIER, 15, rue d'Arcole
